TRENTE-DEUXIÈME ANNÉE — N° 9508 — 14 PAGES — DERNIÈRE ÉDITION — SAMEDI 16 AOUT 1975

LA NÉGOCIATION DE L'ACCORD ISRAÉLO-ÉGYPTIEN

M. KISSINGER se préparerait à se rendre au Proche-Orient

LIRE PAGE 3



Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,30 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Autriche, 8 sch. ; Belgique, 10 fr. ; Canada, 60 c. cts ; Danemark, 2,75 kr. ; Espagne, 22 pes. ; Grande-Bretagne, 18 p. ; Grèce, 18 dr. ; Iran, 45 ris. ; Italie, 250 ; Liban, 125 p. ; Luxembourg, 10 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 0,90 fl. ; Portugal, 11 esc. ; Suède, 2 kr. ; Suisse, 0,90 fr. ; U.S.A., 65 cts ; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 8

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 65572
Tél. : 770-91-29

Conséquence d'une dégradation générale de la situation économique et politique

UN COUP D'ÉTAT RENVERSE LE RÉGIME DU BANGLADESH

Un changement de portée stratégique

Mégalomane aveugle, porté à l'« exercice solitaire du pouvoir », « Banglabandhou », l'ami du Bengale, comme il aimait être appelé par son peuple, aura sans doute été le dernier surpris par la trahison de ses courtisans. Il avait pourtant nettement renforcé son pouvoir, après avoir, au début de l'année, instauré un régime présidentiel, transformé le parti nationaliste bengali, la ligue Awami, en un parti unique, sous prétexte de lutter contre la corruption, le banditisme et les attentats politiques. Mais la « seconde révolution » qu'il avait annoncée simultanément ne répondait guère aux multiples périls — notamment une *disette récurrente* — qu'affronte un des pays les plus pauvres du monde. Bien qu'il ait été pendant deux décennies le catalyseur du nationalisme bengali — il en tirait une grande vanité, — M. Mujibur Rahman ne s'était pas montré à la hauteur d'une situation réclamant autre chose qu'un gouvernement par le verbe : des mesures économiques et sociales énergiques.

Mais si ces facteurs ont peut-être suffi à assurer à l'auteur du coup d'Etat la « complète loyauté » de l'armée, le soutien de la police et l'indifférence d'un peuple auprès duquel, *à la suite de ses* fiascos, Mujibur Rahman était finalement devenu impopulaire, ils n'en fournissent pas la seule explication. Avocat modéré, rigoriste musulman et anticommuniste notoire, hostile à la fois à l'Inde et à l'U.R.S.S., M. Khondakar M. Ahmed, nourrissait, depuis les événements de 1971 qui conduisirent à l'indépendance de son pays, des sentiments pour le moins réservés à l'égard des deux Etats qui le favorisèrent le plus. Il ne partageait pas, en politique étrangères, les vues de Sheikh Mujibur Rahman, qui ne souhaitait pas, du moins pour le moment, que le Bangladesh prit ses distances vis-à-vis de l'Inde et de l'U.R.S.S., mais qui avait néanmoins ouvert des pourparlers préliminaires en vue d'un rapprochement avec la Chine.

La première initiative du nouveau maître du Bangladesh a été de mettre l'accent sur le caractère musulman et traditionaliste de la majorité de la population du jeune Etat (laquelle compte neuf musulmans pour un hindou). La République démocratique populaire du Bangladesh, formule vide de sens, est devenue, depuis le 15 août, une République islamique — comme le Pakistan. Est-ce à dire que les timides orientations socialistes, du moins vers un dirigisme d'Etat, du précédent régime vont être mises en veilleuse ? On peut raisonnablement penser que M. Khondakar M. Ahmed, personnalité conservatrice et pro-occidentale, évitera d'effaroucher la bourgeoisie nationale et fera largement appel — il en avait déjà exprimé le souhait — à l'aide étrangère, notamment américaine.

Si les Etats-Unis, qui, les premiers, ont anoncé le coup d'Etat, ne peuvent que se féliciter d'un changement si conforme à leurs intérêts stratégiques qu'on peut se demander s'ils ne l'ont pas encouragé, Pékin y verra, à n'en pas douter, un échec de la politique soviétique d'encerclement de la Chine. Pour le Pakistan, c'est presque une revanche. L'Inde, puissance libératrice et tutélaire du Bangladesh, apparaitra, au contraire, comme la grande perdante. Dacca va réaffirmer son indépendance à l'égard de New-Delhi. Et c'est peut-être pour prévenir une prise du pouvoir tôt ou tard par M. Tajuddin Ahmed — ancien ministre des finances écarte du gouvernement à la fin de l'année dernière par M. Mujibur Rahman — et les éléments « radicaux » de l'armée bengalaise, favorables à une orientation réellement socialiste de l'économie ainsi qu'au maintien de liens étroits avec l'Inde et l'U.R.S.S., que M. Khondakar M. Ahmed a décidé de prendre les devants.

Radio-Dacca annonce la mort de M. Mujibur Rahman

Le régime de Sheikh Mujibur Rahman a été renversé le vendredi 15 août par un coup d'Etat au Bangladesh. Le nouveau président est M. Khondakar Moushtaque Ahmed, qui était ministre du commerce extérieur dans le précédent gouvernement, et fut longtemps l'un des plus proches conseillers de M. Mujibur Rahman. Selon Radio-Dacca, ce dernier a été tué au cours des événements. Deux de ses neveux ainsi que le premier ministre, M. Mansoor Ali, auraient également trouvé la mort.

Le coup d'Etat a été accompli avec le concours des forces armées, dont les chefs ont aussitôt proclamé leur soutien au nouveau régime. Celui-ci a décidé de changer le nom de la République populaire du Bangladesh pour celui de « République islamique du Bangladesh ».

Après des coups de feu sporadiques entendus à Dacca aux premières heures de la matinée, le calme paraissait revenu dans la capitale bengalaise. La loi martiale et le couvre-feu ont été instaurés dans l'ensemble du pays.

La fin du « père de la nation »

En instituant au début de l'année un régime de parti unique, Mujibur Rahman affirmait qu'il fallait en finir avec « l'héritage du régime colonialiste », c'est-à-dire l'ancienne Constitution, inspirée du « juridisme anglo-saxon », qui laissait à l'opposition le moyen de se manifester autrement que par la violence. Finie la « démocratie formelle », un homme tout-puissant gouvernait à sa façon « une nation possédant une identité et un style propres ». Le « charisme » du chef devait suffire pour résoudre les problèmes d'un des pays les plus pauvres du monde. Tandis que le Bangladesh s'enfonçait dans la misère et le désordre, les brigades d'acclamation du parti unique et les journalistes à la botte exaltaient le « rôle historique » du « père de la nation. Pour gouverner, le chef de l'Etat ne consultait plus personne ; il « prenait le pouls » du pays au cours de « marches triomphales » préparées par sa milice. Il n'étudiait plus les dossiers ; il avait des « intuitions ».

Porté par l'histoire au moment où il incarnait la lutte du peuple bengali contre les Pakistanais, Mujibur Rahman ne s'était jamais résigné à redevenir un homme politique comme les autres. Parce que son action personnelle avait abouti à la création d'un pays, il se croyait doté d'une dimension historique, qu'en fait il n'avait pas.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

(Lire la suite page 2.)

Le coup d'Etat a été déclenché aux premières heures de la journée, ce vendredi 15 août, soit peu après minuit, heure de Paris. Selon des informations de sources diplomatiques, citées de Delhi par l'agence Associated Press, des combats sporadiques ont eu lieu peu après autour de la capitale, mais le calme, dans l'ensemble, paraissait avoir été rétabli vers 7 heures du matin, heure locale.

Dans la matinée, la radio de Dacca a annoncé que « *sous la direction de M. Khondakar Moushtaque Ahmed, les forces armées ont pris le pouvoir au Bangladesh* ». « *Cette action*, ajoutait-elle, *a été menée dans le plus haut intérêt de la nation. Sheikh Mujibur Rahman a été tué, et son gouvernement autocratique renversé. M. Ahmed est devenu président du pays. Tous les patriotes épris de paix doivent coopérer avec le nouveau gouvernement.* »

(Lire la suite page 2.)

UN PAYS VOUÉ A LA DÉTRESSE

I. — Le glissement vers l'abîme

De notre envoyé spécial GÉRARD VIRATELLE

Dacca. — L'action la plus notable entreprise par le régime de M. Mujibur Rahman aura été l'assainissement des bidonvilles de la capitale. D'un coup de balai autoritaire, Dacca a été « nettoyee ». Les bidonvilles, rasés pour la plupart par l'armée pakistanaise, ou abandonnés par leurs habitants pendant la guerre civile, pullulaient à nouveau après la « libération » sur tous les terrains vagues de la capitale. Avec une efficacité inhabituelle, le régime a fait transporter des dizaines de milliers de personnes dans plusieurs zones de regroupement, à une quinzaine de kilomètres, et notamment à Tongui. On a ainsi « éloigné » la misère qui, autrefois, heurtait de plein fouet le visiteur dès son arrivée à l'aéroport.

L'« habitat » à Tongui est le même que dans les bidonvilles : de fragiles paillotes en fibres naturelles tressées ou en toiles crasseuses. Les « avenues » sont tracées au cordeau : il y a même un « marché » — quelques vendeurs à la sauvette de poisson séche ou de paddy. Une organisation chrétienne a aménagé l'hôpital dans l'ancienne bâtisse d'un *zamindar* propriétaire foncier). Deux cents patients en guenilles — surtout des femmes et des enfants souffrant de maladies de peau — font stoïquement la queue. *Le gouvernement a installé une* « antenne » du planning familial, qui attend ses premières visites. Une foule affamée, agressive, brandissant des gamelles et les poings, entoure et prend à partie l'étranger : il symbolise l'aide extérieure. « *Ils veulent une carte de rationnement et un emploi* », explique l'un des responsables.

Au regard de la grande migration de 1971 — environ 10 millions de Bengalais déplacés, — ce mouvement de population paraît dérisoire. Mais il s'agit d'un acte politique décidé à la fois pour décongestionner la capitale, éloi*gner du regard une misère pro*voquante, décourager les ruraux sans travail de s'aventurer dans une ville qui n'est pas prête à les recevoir, libérer le terrain pour construire de nouvelles artères urbaines, enfin déplacer et mieux contrôler un foyer potentiel de contestation sociale. Cependant les principaux ministères intéressés ne furent pas consultés ; aucune structure d'accueil n'avait été prévue, bien que Tongui soit situé à proximité d'une zone industrielle ; le terrain sera en partie recouvert par les inondations à l'époque de la mousson. Quantité de petits métiers ne pourront plus s'exercer, hors de la ville. Beaucoup de familles ont *perdu toute source de revenu*. Aussi bien, un certain nombre ont-elles préféré regagner leur village.

L'angoisse, le désespoir, se lisent sur les visages, ou se reflètent *dans les propos de ces déracinés. « Dites aux dirigeants de venir avec une mitraillette et de nous tuer »*, s'exclame l'un d'entre eux. « *Que pouvez-vous faire ?* », a-t-on demandé aux agences humanitaires, comme si le problème soulevé par le reclassement de cette population n'était pas l'affaire du gouvernement qui a provoqué ce déplacement collectif.

Le culte de l'homme providentiel

Le régime avait renforcé son emprise à la fin de l'année dernière. Les pouvoirs spéciaux que le gouvernement s'était déjà attribués n'avaient apparemment pas suffi à lutter contre la corruption, le banditisme, à assurer le redressement d'une situation économique catastrophique. Proclamé le 20 décembre 1974, l'état d'urgence fut accueilli avec indifférence dans les villages ; quelques semaines plus tard, le 25 janvier, un régime présidentiel était instauré. Ce nouveau changement, institutionnalisant en quelque sorte le pouvoir personnel, ne constituait certes pas une surprise. Le présidentialisme était sans doute le type de régime le mieux adapté à la personnalité de M. Mujibur Rahman. Pourtant, le « *père de la nation* » ne cumulait-il pas déjà, alors qu'il était premier ministre, l'essentiel des responsabilités ? Sans doute, souffrait-il d'avoir au-dessus de lui un président, fût-il potiche, et un Parlement, auxquels il avait à rendre des comptes.

Les conditions dans lesquelles s'était effectuée cette mutation constitutionnelle — un amendement à la loi fondamentale suffit pour faire basculer le Bangladesh de la démocratie parlementaire dans une autocratie assortie d'un régime de parti unique — ont néanmoins surpris. L'amendement fut voté en toute hâte en première lecture par les élus, parfois réticents, mais qui n'eurent pas à formuler d'avis. Il leur était seulement laissé le choix entre se soumettre et se démettre. Le Parlement approuva ainsi sa transformation en Chambre d'enregistrement. Le système judiciaire, d'autre part, était soumis à la volonté de l'exécutif ; la Cour suprême fut dessaisie de ses principales prérogatives ; le président de la République nommait les *juges* ; les *droits constitutionnels* fondamentaux, reconnus au lendemain de l'indépendance, étaient bafoués.

(Lire la suite page 2.)

HOTELLERIE 1975 : Des clés pour une bonne étoile.

Une enquête de JACQUES DE BARRIN

(Lire page 7 dans le Monde des loisirs.)

JEAN-PIERRE BISSON A CHATEAUVALLON

Le marchand de rêves

Jean-Pierre Bisson, nouveau directeur du Centre dramatique de Nice-Côte d'Azur, présente (jusqu'au 17 août), au festival de Châteauvallon, sa nouvelle pièce « Barbe-Bleue et son fils imberbe ». Ce spectacle sera repris à Nice *en novembre*, et à Paris l'hiver prochain.

Histoires de Perrault, visiteuses de nos nuits : que le noir nous fasse peur, enfants d'hier ou d'à *présent, et vous voilà penchées sur* nous. Ecartant l'or de vos mèches, les fées ont ouvert la porte, elles sont entrées *dans* nos têtes, sur la *pointe* des pieds.

Yeux ouverts la nuit, qui dormez et ne dormez pas, abîmes bleus, le bleu de la *mer* et le bleu du ciel confondus si bien que nous ne *voyons pas quelle étoile* filante nous tombe sur la vie, quelle étoile de mer nous ouvre ses bras pour nous faire la mort douce.

Histoires de Perrault, histoires-mères, histoires-amantes, reines en chemise de sable rose, *payses* qui *tendez la* paix dans vos mains, qui soufflez les banquises — et le cœur se calme, le chaud nous *envahit, une guérison s'est faite en* secret, nous ne l'avons pas sentie venir, qui de nous par exemple a remarqué au passage que Barbe-Bleue n'a pas choisi son épouse, elles étaient deux tout près de lui, *deux jeunes filles, il ne savait pas* laquelle allait partager sa vie, il était peut-être souffrant, ou blessé, il a laissé faire.

L'une des deux l'a pris dans ses bras, la plus belle, celle qui la *première a senti que la couleur* importait peu, que la barbe de cet homme n'était pas si bleue qu'on disait, n'était pas bleue du tout. Elle a oublié ce bleu et forcément il l'a aimée, qu'est-ce à dire ? — *une chose simple : il lui a demandé* l'impossible. Il lui a tendu la clé. La clé des souvenirs tués, la clé de sa vie.

En lui donnant l'ordre de ne pas *descendre, de ne pas ouvrir. Les outres clés n'étaient rien. Seule* celle-là comptait. Il la lui a mise sous *le nez. Il a tout fait pour* qu'elle y coure, à cette porte. Il l'a presque ouverte lui-même. Il a presque jeté lui-même la petite clé *dans le sang*.

Et les voici l'un devant l'autre, *agrippés par mariage*, désunis par mariage, par cette promesse de l'impossible qui n'a pas été tenue. Ils ne savent quoi dire, ou plutôt *ils s'entêtent à dire mais savent* que les mots ont perdu la voix. Ils s'aiment et ils ne s'aiment plus. Deux réalités aussi fortes l'une que l'autre et la vie entière repose sur ces deux vides. Sur ces deux *infinis*.

Oui, la vie entière. Les enfants au lit, ou derrière la porte, qui écoutent. L'amour des parents était un château, le château brûle. D'en bas, du village, les femmes et les *hommes le regardent flamber*. Le vent arrive, il monte, il devient fou et avec lui la colère. La fièvre pointe, le pain va manquer, le peuple dresse les échelles, donne l'assaut, viole la reine, force les *coffres ou tout simplement fait le* partage du blé, dans la justice. Cela parce qu'un homme blessé, dont la barbe n'était pas si bleue, fut aimé d'une jeune fille.

MICHEL COURNOT.

(Lire la suite page 11.)

EN RÉPONSE A L'AVERTISSEMENT DE WASHINGTON

M. Brejnev se prononce pour une « stricte non-ingérence » dans les affaires du Portugal

SOCIALISTES ET COMMUNISTES ITALIENS ADOPTENT UNE POSITION COMMUNE

Parlant à Birmingham (Alabama) le jeudi 14 août, M. Kissinger a exprimé sa « grave préoccupation » devant les événements du Portugal et sévèrement mis en garde l'Union soviétique contre toute *tentative d'« influencer, directement ou indirectement »*, la situation à Lisbonne. Le secrétaire d'Etat a révélé qu'il avait déjà adressé un avertissement en ce sens à Moscou le 25 juillet. Le même jour, M. Brejnev, qui recevait à Yalta une délégation de représentants américains, leur a dit, selon l'agence Associated Press : « La situation au Portugal est complexe. Un nouveau gouvernement a été formé, qui ne comprend pas de communistes et est composé uniquement de spécialistes militaires. Nous sommes en faveur d'une stricte non-ingérence au Portugal et estimons qu'il appartient aux Portugais de régler leurs propres affaires. »

A Rome, d'autre part, le parti communiste et le parti socialiste italiens ont signé une déclaration commune préconisant un accord « entre les partis démocratiques » au Portugal. Cet acccord devrait être fondé « sur la reconnaissance de la représentation populaire des partis, comme elle s'est exprimée lors du vote pour l'Assemblée constituante ».

Au Portugal, les manifestations relativement modestes organisées jeudi *soir à Lisbonne et à Porto par le parti socialiste pour* « réclamer le départ immédiat du gouvernement Gonçalves », n'ont pas modifié la résolution des militaires de trouver eux-mêmes une solution à la crise et de refaire l'unité bien compromise du M.F.A.

Selon la presse portugaise de ce vendredi 15 août, on s'achemine vers un compromis entre le document Melo Antunes et le programme du Copcon. La cinquième division de l'état-major, proche du P.C. mais en cours de restructuration, approuve de son côté avec quelques réserves le plan du Copcon. Le président Costa Gomes serait disposé, dit-on, à remercier le premier ministre contesté, mais dans un mois et demi, « et à condition que les socialistes cessent leurs attaques ».

Dans un discours prononcé jeudi soir à Lisbonne, M. Cunhal a lancé un appel « à la coopération avec tous les partis pour contenir la vague de violence fasciste ».

De notre correspondant

Washington. — Dans un discours prononcé jeudi à Birmingham (Alabama), M. Kissinger a vigoureusement pris position en faveur des éléments « modérés » au Portugal. Jamais le secrétaire d'Etat ne s'était prononcé publiquement avec autant de force sur le sujet, assurant que les Etats-Unis s'opposeraient *« aux efforts d'une minorité qui, apparemment, voudrait détourner la révolution portugaise à son profit... »* Le secrétaire d'Etat a ajouté : *« ... Le peuple portugais doit savoir que les Etats-Unis et les pays démocratiques occidentaux se préoccupent gravement de son avenir et sont prêts à aider un Portugal démocratique. »*

A l'exception peut-être du président Ford, qui, dans une interview récente au magazine *U.S. News and World Report*, avait déploré que la campagne de dénigrement contre la C.I.A. ait empêché cet organisme d'agir au Portugal, jamais un représentant du gouvernement américain n'était intervenu avec autant de vigueur et sans la moindre équivoque au sujet de la situation intérieure au Portugal.

HENRI PIERRE.

(Lire la suite page 4.)

Dernière minute

LE QUARTIER GÉNÉRAL RÉCLAMERAIT LA RÉINTÉGRATION DES OFFICIERS SIGNATAIRES DU DOCUMENT ANTUNES

Selon « Expresso », l'assemblée du quartier général des forces armées a voté par acclamation la réintégration au Conseil de la révolution des neuf officiers suspendus et cosignataires du document Melo Antunes. Le général de Carvalho devait remettre cette motion au chef de l'Etat ce vendredi.

AU JOUR LE JOUR

LE BULLETIN

M. Chinaud, à la radio, a fort pertinemment et habilement commenté les dissensions de la gauche française à propos du Portugal, mettant notamment M. Chevènement et M. Mitterrand en contradiction en ce qui concerne la valeur du bulletin de vote.

A la vérité, le bulletin n'a pas plus de valeur que l'individu qui le dépose dans l'urne. Ce qui n'est guère. C'est le vote qui a de la valeur. Comme le disait Mme de Staël, on peut aussi bien tirer les lois au sort, mais c'est la beauté des formes qui fait la valeur des démocraties.

Cela dit, pour connaître la valeur de l'électeur, encore faut-il le consulter. Puisque M. Chinaud donne tant de prix au bulletin de vote, on peut être certain que les républicains indépendants vont demander avec insistance au président de la République des élections générales dans un proche avenir.

ROBERT ESCARPIT.

LE COUP D'ÉTAT AU BANGLADESH

La fin du « père de la nation »

(Suite de la première page.)

Plus grand que la plupart de ses concitoyens, portant bien une moustache épaisse, lissant nerveusement une chevelure argentée, le « tigre du Bengale » avait d'incontestables dons d'orateur. Attiré par le barreau, cet homme, né en 1920 dans une famille de petits bourgeois, avait d'ailleurs commencé des études de droit avant de se consacrer à sa carrière commencée au sein même de l'université. Elu député à moins de trente ans, il apprit en prison sa nomination au poste de secrétaire adjoint de la ligue Awami.

« La prison est ma seconde maison », devait dire un jour le Sheikh. Il y avait passé, en effet, neuf ans et huit mois pendant la lutte contre les autorités d'Islamabad. En 1948, il organise des manifestations de masse pour obtenir que le bengali devienne la langue officielle du Pakistan-Oriental. Ensuite, il est accusé de « collusion » avec l'Inde dans une prétendue conspiration contre le régime.

En 1970 sa popularité est immense parmi ses concitoyens. Il exalte les valeurs culturelles d'un peuple fier de sa tradition. Son action nationaliste obtient à la fois le soutien de la jeunesse universitaire, qui forme l'avant-garde de la Ligue du peuple, et celui de la petite bourgeoisie, qui souffre de la « colonisation » du Bengale par le Pakistan-Occidental. Sa victoire aux élections générales est écrasante. Mais l'Assemblée dans laquelle son parti devait bénéficier de la majorité absolue ne peut siéger. Il lance alors une campagne d'agitation qui devait aboutir à la guerre civile.

Le 25 mars 1971, les blindés pakistanais pénètrent à Dacca. La loi martiale est proclamée, la ligue Awami interdite. Le Sheikh est arrêté et incarcéré au Pakistan-Occidental. Le 17 avril, les militants du parti nationaliste, qui forment un gouvernement provisoire en Inde et proclament la République du Bangladesh, choisissent « Mujib » comme chef de l'Etat. Accusé de haute trahison, celui-ci, toujours détenu par l'ennemi, n'échappe à l'exécution que grâce à une intervention de M. Ali Bhutto. Ce dernier essaye vainement de convaincre son adversaire d'accepter des liens symboliques entre les deux Pakistans, puis, tirant les conséquences de la défaite militaire des troupes d'Islamabad et de la réprobation universelle qu'a créée leur comportement à l'égard des populations, lui rend la liberté.

Relâché le 8 janvier 1972, Mujibur Rahman passe quelques heures à Londres et à New-Delhi, et rentre le 10 dans son pays, où il est accueilli triomphalement. Renonçant au titre de président, il devient premier ministre, chargé en outre de nombreux portefeuilles. Il annonce une politique de non-alignement et de « socialisme démocratique ».

Le premier ministre obtient d'abord quelques succès. Les milices armées, qui ont proliféré de façon anarchique pendant la guerre civile, se mettent au service des autorités. Le gouvernement nationalise l'industrie du jute, et met en place un programme d'aide aux populations victimes de la guerre. Jouant de la rivalité des grandes puissances, Mujibur Rahman obtient à la fois l'aide des Etats-Unis et celle de l'U.R.S.S., sans prendre clairement position en faveur d'une idéologie. Chacun peut trouver ce qu'il veut dans les discours fleuves qu'il adresse périodiquement à la nation. En fait, le premier ministre s'adonne beaucoup plus à la rhétorique qu'à l'action. Il est totalement désemparé par l'ampleur des inondations de l'été 1974.

Le premier ministre met beaucoup de temps à se rendre à l'évidence. Désorganisé, sans ressources propres, le pays ne survit que grâce à l'aide étrangère. Hébétée par le malheur, la population a perdu sa ferveur à l'égard de celui qui s'est proclamé « l'ami du Bengale ». A la fin de l'année dernière, le premier ministre attribue tous les maux du pays aux « abus de l'opposition ». Personne, dans son entourage, composé avant tout de gens choisis pour leur docilité, n'ose protester contre les arrestations d'anciens artisans de la victoire contre le Pakistan. Mujibur Rahman présente comme une « révolution » l'instauration d'un régime dans lequel il a tous les pouvoirs. A l'époque, beaucoup d'hommes politiques indiens avaient protesté contre ces atteintes à la tradition démocratique. Mme Gandhi, elle, avait envoyé ses félicitations...

JEAN DE LA GUERIVIÈRE.

M. Khondakar Moushtaque Ahmed « l'homme des Américains » ?

Né en 1918 à Comilla, dans l'est du Bangladesh, de petite taille, fluet, le sourire rusé, M. Khandakar Moushtaque Ahmed, qui est juriste, était l'un des plus proches compagnons de M. Mujibur Rahman. Mais, en raison de son anticommunisme affiché et de ses convictions islamiques, il est considéré comme une personnalité résolument pro-occidentale, sinon pro-américaine. Au Bangladesh, le sentiment islamique s'accompagne généralement d'une certaine hostilité, en tout cas d'une grande méfiance, à l'égard de l'Inde à dominante hindoue. Aussi bien, pendant la guerre de libération, en 1971, M. Khondakar Ahmed, alors chargé des affaires étrangères au sein du gouvernement provisoire bengalais, n'était-il favorable ni à l'appui diplomatique de l'U.R.S.S., ni à l'intervention militaire de l'Inde. On disait même alors qu'il recherchait, encouragé par Washington, un arrangement négocié avec le Pakistan, plutôt que l'indépendance de son pays, après une lutte armée soutenue par New-Delhi.

Soucieux de ménager, du moins dans un premier temps, l'Inde et l'U.R.S.S., qui favorisèrent la naissance du Bangladesh, M. Mujibur Rahman retira d'ailleurs, après l'indépendance effective, en janvier 1972, la responsabilité de la diplomatie à M. Khondakar Ahmed.

Sans doute celui-ci prit-il ombrage de ce manque de confiance, d'autant plus qu'il avait assumé un rôle de premier plan au cours des négociations malheureuses, en mars 1971, avec le général Yahya Khan, qui furent suivies de la brutale répression pakistanaise. Il n'occupa par la suite que des postes ministériels subalternes (justice, affaires parlementaires, irrigation). Son dernier portefeuille était celui du commerce extérieur.

A Dacca, M. Khondakar Ahmed était considéré comme « l'homme des Américains » au sein du cabinet bengalais. Malgré une personnalité effacée, on lui prêtait de l'influence parmi les conservateurs du parti unique et au sein de l'armée.

En privé, il ne cachait pas ses réserves, sinon ses critiques, devant le népotisme croissant et l'incapacité de M. Mujibur Rahman. Il a fallu que son ressentiment soit très grand, ou qu'il y ait été fortement encouragé, pour qu'il décide de prendre le pouvoir « dans le plus haut intérêt de la nation ».

G. V.

UNE CONSÉQUENCE DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

(Suite de la première page.)

La radio de Dacca indiquait encore que les chefs des trois armes, le général K. M. Shafiulla (armée de terre), le vice-maréchal A. K. Khondakar (Air) et l'amiral Ahmed (marine) avaient assuré le nouveau régime de leur *« complète loyauté »*, et que le chef de la police, l'inspecteur général Islam, et le chef de la milice nationale, M. Abdul Hasan Khan, avaient fait de même.

M. Moushtaque Ahmed a pris lui-même la parole à la radio pour lancer un appel au calme, tandis que l'instauration de la loi martiale et du couvre-feu était annoncée dans l'ensemble du pays. L'aéroport de Dacca était fermé. *« Quiconque tentera de résister au nouveau gouvernement révolutionnaire ou de violer les instructions sera sévèrement puni »*, avertissait la radio.

On possède peu d'informations sur les circonstances précises dans lesquelles s'est déroulé le coup d'état. Si l'on en croit Radio-Dacca, qui a annoncé la mort de M. Mujibur Rahman, l'opération n'a pas été exécutée sans violence. Selon la radio pakistanaise, le premier ministre du gouvernement renversé, M. Mansoor Ali, ainsi que deux neveux du sheikh Mujibur Rahman, ont également trouvé la mort au cours des événements.

Peu de réactions ont jusqu'à présent été enregistrées dans le monde. On remarque que le département d'Etat, à Washington, en a été informé dès les premières minutes et en a fait le premier connaître la nouvelle.

A Moscou, l'agence Tass a donné l'information et annoncé simultanément la mort de M. Mujibur Rahman et son remplacement par M. Moushtaque Ahmed.

En Inde, la radio gouvernementale a également annoncé la mort du président bengalais et l'établissement de la loi martiale au Bangladesh à la suite du coup d'Etat. Mme Gandhi, qui prononçait au même instant un discours à Delhi, invitant ses compatriotes à faire preuve *« d'unité, de discipline et de courage »*, n'a pas fait allusion aux événements de Dacca.

De l'indépendance au régime présidentiel

1970

DECEMBRE. — Elections générales au Pakistan (occidental et oriental) ; la ligue Awami, dont le chef est M. Mujibur Rahman, obtient la majorité absolue des sièges.

1971

MARS. — Le chef de l'Etat du Pakistan, le général Yahya Khan, se rend à Dacca pour s'entretenir avec M. Mujibur Rahman ; un accord est annoncé, mais, le 25 mars, la ligue Awami est déclarée hors la loi et son chef arrêté.

AVRIL. — Diverses personnalités bengalaises proclament, au cours d'une réunion clandestine, la naissance de la République populaire du Bangladesh.

NOVEMBRE. — Mme Gandhi déclare que « le Bangladesh est une réalité durable » et repousse une offre de réconciliation lancée par le général Yahya Khan ; le 21, le Pakistan accuse l'Inde d'avoir envahi le Bengale-Oriental, et décrète, le 23, l'état d'urgence.

DECEMBRE. — Tandis que de violents combats se développent sur les fronts indo-pakistanais, l'Inde reconnaît, le 6 décembre, l'indépendance du Bangladesh ; aux Nations unies, l'U. R. S. S. met son veto aux résolutions présentées au Conseil de sécurité et demandant un cessez-le-feu ; le 16, les troupes indiennes entrent à Dacca ; le 20, M. Ali Bhutto succède au général Yahya Khan comme chef de l'Etat pakistanais.

1972

JANVIER. — Libéré par les nouvelles autorités pakistanaises, M. Mujibur Rahman se rend à Londres, puis fait son entrée, le 10 janvier, à Dacca, et prend le lendemain les fonctions de premier ministre du Bangladesh ; l'U. R. S. S. et la Tchécoslovaquie reconnaissent, le 24, le nouvel Etat.

FEVRIER. — La France reconnaît, le 12, le Bangladesh.

MARS. — Le 1er, M. Mujibur Rahman se rend en visite officielle à Moscou ; le 19, New-Delhi et Dacca signent un traité d'amitié et de coopération.

AVRIL. — Les Etats-Unis reconnaissent le Bangladesh ; le 26 avril, des conversations de paix s'ouvrent entre l'Inde et le Pakistan.

JUILLET. — Un accord est signé à Simla, le 2 juillet, entre Mme Gandhi et M. Ali Bhutto, qui laisse de côté le problème des prisonniers de guerre pakistanais détenus par l'Inde.

AOUT. — La Chine oppose, le 25 août, son veto à l'admission du Bangladesh aux Nations unies.

1973

MARS. — Des élections générales au Bangladesh aboutissent, le 7 mars, à un plébiscite pour M. Mujibur Rahman.

AOUT. — Le 28, un accord est conclu pour le rapatriement des prisonniers de guerre pakistanais détenus par l'Inde.

1974

FEVRIER. — A l'occasion de la conférence islamique de Lahore, M. Ali Bhutto annonce, le 22 février, que le Pakistan a décidé de reconnaître le Bangladesh.

AVRIL. — Le 9, les ministres des affaires étrangères de l'Inde, du Pakistan et du Bangladesh concluent à Delhi un accord de principe pour une normalisation dans le sous-continent indien.

AOUT. — De graves inondations prennent au Bangladesh une dimension catastrophique et entraînent des conséquences politiques, l'opposition reprochant son inefficacité au régime de M. Mujibur Rahman et dénonçant la corruption du pouvoir.

OCTOBRE. — La démission du ministre des finances du Bangladesh, M. Tajuddin, reflète de profondes divergences au sein du gouvernement et une orientation nouvelle, pro-occidentale, du régime.

DECEMBRE. — Le 28, après l'assassinat (le sixième en un an) d'un parlementaire de la ligue Awami, l'état d'urgence est proclamé au Bangladesh.

1975

JANVIER. — Le 23, par un amendement à la Constitution, le régime parlementaire est aboli au Bangladesh au profit d'un régime présidentiel dirigé par M. Mujibur Rahman ; celui-ci est autorisé à créer un « parti national » unique, ce qu'il fait un mois plus tard.

UN PAYS VOUÉ A LA DÉTRESSE

(Suite de la première page.)

M. Mujibur Rahman, à l'autoritarisme à la fois souverain et bon enfant, décidait plus que jamais de tout. Il était même fait appel à son arbitrage pour trancher les questions mineures, sans rapport avec les affaires de l'Etat. A tous les échelons des services publics, le président avait placé des personnalités — ou des inconnus — dont la soumission lui était assurée. Le culte de l'homme providentiel était entretenu par les milieux officiels, par la presse, qui publient dans chaque numéro plusieurs photos de Banglabandhu (« *l'ami du Bengale* »). « *Le peuple suivra Moujib aussi longtemps qu'il aura sa voix de tonnerre* », entendait-on dire à Dacca...

Avant le 27 mars, et pendant plusieurs jours, les « masses » ont été invitées par des porte-voix installés sur des cyclo-pousses qui arpentaient les rues de la capitale à participer à un grand rassemblement populaire pour marquer l'anniversaire de l'indépendance. Des trains spéciaux ont drainé les villageois vers Dacca.

Le commencement de la fin

La population était-elle impressionnée ou observait-elle une période d'attente ? Un universitaire, qui semblait regretter le Grand-Pakistan, nous déclarait : « *C'est le commencement de la fin ; le glissement vers l'abîme. Il faut s'attendre à des troubles graves.* » L'ordre, un ordre nouveau, régnait certes alors au Bangladesh. S'il n'y avait plus de graffiti sur les murs de l'université, cela ne voulait pas dire que les étudiants avaient perdu toute combativité. Ils étaient « calmes » parce qu'ils auraient pris quelques risques à exprimer ouvertement des points de vue différents de ceux du pouvoir. Les grèves étaient interdites ; le syndicat ouvrier progouvernemental avait été mis au pas, comme les autres.

Les milices du régime, le Rakki Bahini, n'étaient pas encore nombreuses. Mais quelques dizaines de milliers d'hommes suffisaient à faire régner l'ordre... et une terreur sourde. Lors d'un défilé, les Rakki Bahini furent accueillis par des murmures d'hostilité.

L'armée, en revanche, à l'égard de laquelle on disait que M. Mujibur Rahman réservé, avait pris plus d'autorité au fur et à mesure que le discrédit était jeté sur les miliciens.

L'action des miliciens, le renoncement des politiciens, la servilité des fonctionnaires et l'attentisme prudent des militaires ont favorisé, à l'abri d'un pouvoir autoritaire, l'émergeance d'une bourgeoisie nationale privilégiée — formée principalement de commerçants ou d'affairistes qui se sont assurés rapidement, à la faveur de l'indépendance, une relative prospérité. Les courtisans du régime cumulaient, bien entendu, les postes-clés et les privilèges. Le neveu du président « possède » plusieurs immeubles à Dacca et se trouve à la tête de diverses publications...

L'opposition réprimée

L'opposition, quant à elle, avait fait long feu. Ses membres étaient condamnés à la prison, la clandestinité, l'exil ou... à l'adhésion au parti unique. Le parti socialiste national — Jatijo Samajtantrik — constitué d'authentiques combattants de la lutte de libération, fut le premier frappé par la répression. Ses deux dirigeants, MM. A. Jalil, héros de la guérilla et Rub, responsable étudiant, sont sous les verrous. De l'extrême gauche révolutionnaire marxiste-léniniste, il ne reste plus guère que M. Mohamed Toa, qui fait, assure-t-on, un « *travail politique* » pour le moins discret, et M. Abdoul Huq, dans la région de Jessore. Aucun d'entre eux ne se trouve à la tête d'un mouvement important. Le principal révolutionnaire, M. Siraj Sikdar, dirigeant du parti prolétarien du Bengale Oriental, a été tué au début de janvier « au cours d'une tentative de fuite » après son arrestation.

Restait, puisque tous les partis politiques sont interdits, le parti national, l'ancienne ligue Awami, devenue la ligue des paysans et des ouvriers du Bangladesh (Bangladesh Krishak - Pramik Awami League). Son comité exécutif « *l'organe suprême* » du pays, récemment créé et chargé d'élaborer la politique du pays, était, bien entendu, présidé par M. Mujibur Rahman ; ses plus fidèles compagnons de route — et son neveu — occupaient les postes-clés de l'appareil du parti et des organisations de masse qu'il contrôlait. Il n'y avait guère de paysans et d'ouvriers dans ces institutions dirigeantes. Le parti communiste du Bangladesh et le parti national Awami étaient en principe interdits, mais leurs représentants participaient, en tant que tels, à des manifestations officielles. Ces deux formations d'obédience prosoviétique ont préféré, à l'évidence, se placer dans le sillage d'un parti fascisant plutôt que de disparaître dans les oubliettes, puisqu'elles n'ont guère de chances d'être appelées au pouvoir par des moyens démocratiques.

Enfin, nonagénaire gauchisant, admirateur de la révolution chinoise et personnage mythique pour ses disciples religieux, le maulana Bashani, cédant à une amitié ancienne pour « Moujib », choisit de lui « *laisser sa chance* », *en tout cas de ne pas entraver* son action, ou de ne pas condamner son inaction...

Ayant supprimé les libertés publiques essentielles et, en définitive, toute vie politique — sans pour autant être parvenu à faire cesser les activités des « extrémistes » de gauche et les meurtres politiques, — M. Mujibur Rahman a condamné au silence les intellectuels, pour lesquels il n'a, à vrai dire, jamais eu de sympathies. Il a fait arrêter, à la fin de mai, M. Ennayatullah Khan, directeur de l'hebdomadaire d'extrême gauche *Holiday*, qui passait pour être un organe pro-chinois. Certes, ce fougueux journaliste ne se payait pas de mots pour dénoncer la corruption des nouveaux riches, le « *socialisme* » de façade du régime, ses compromissions avec l' « *expansionnisme indien* » et le « *révisionnisme soviétique* ». Mais il avait, ces derniers mois, apparemment accepté de composer avec M. Mujibur Rahman, qui lui avait demandé de formuler son avis sur un projet de concentration de la presse.

Seize des vingt quotidiens que comptait le pays ont, depuis, cessé de paraître. Les quatre autres ont été placés sous la houlette d'un organisme d'Etat, et leurs journalistes invités à apporter inconditionnellement leur appui à la *politique gouvernementale*.

La répression qui frappait ainsi les intellectuels aussi bien que les révolutionnaires indiquait, *s'il en* était besoin, que le régime de Dacca ne tolérait pas les critiques, *notamment* lorsqu'elles s'adressaient à son chef. La « *seconde révolution* » — la première étant l'indépendance — annoncée par M. Mujibur Rahman, en même temps que le changement de régime, s'était fixée pour objectif d'éliminer les « *ennemis sociaux* »...

GÉRARD VIRATELLE.

Prochain article :

LA FAMINE FAMILIÈRE

OCÉANIE

AUX NOUVELLES-HÉBRIDES

Les Mélanésiens élisent leurs premiers conseils municipaux

De notre correspondant

Nouméa. — Les membres des premiers conseils municipaux du condominium franco-britannique des Nouvelles-Hébrides doivent être élus samedi 16 août à *Port-Vila*, la capitale, et à *Luganville*, deuxième agglomération de l'archipel. La première Assemblée représentative sera élue à la mi-novembre.

Ces élections font suite à l'accord franco-britannique du 5 novembre 1974, qui a posé le principe d'une évolution politique et administrative de l'archipel, et aux entretiens qui ont eu lieu à Paris, le 11 juillet dernier, entre MM. Rowlands et Stirn, respectivement sous-secrétaire d'Etat parlementaire au Foreign Office et secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, qui ont fixé les modalités de cette évolution.

Ces deux consultations permettront aux Mélanésiens des Nouvelles-Hébrides d'indiquer si un destin national leur semble préférable au maintien de leur statut de condominium.

Vingt-quatre conseillers municipaux (douze Mélanésiens, six Britanniques et six Français) seront élus samedi à Port-Vila, et seize à Luganville, dans l'île de Santo (neuf Mélanésiens, quatre Français et trois Britanniques). Première conséquence de la démocratisation de la vie politique aux *Nouvelles-Hébrides*, cette consultation marque surtout l'accession à la vie publique des Mélanésiens (92 % de la population de l'archipel), qui, jusque-là, n'avaient ni droit de vote ni personnalité juridique.

L'implantation de municipalités de plein exercice dans la capitale administrative et financière qu'est Port-Vila et dans le principal centre économique du Nord, à Santo, d'où partent les deux tiers des exportations hébridaises, et où vivent la plupart des colons français, devrait permettre, aux yeux du gouvernement français, de faire contrepoids à la future Assemblée locale. En effet, si la dispersion des îles, leur éloignement les unes des autres, et surtout l'absence de précédent, interdisent tout pronostic sérieux. Il semble acquis que le National Party de M. Barak Sope sera le groupe le plus important de l'Assemblée, sans cependant être assuré d'une majorité.

Il faudra compter avec les représentants de la communauté asiatique, bien implantée dans le commerce local, et avec l'autorité des chefs coutumiers (quatre d'entre eux siègent, ès qualités, à l'Assemblée). Sans oublier les « preachers » et les « teachers » presbytériens et anglicans, qui ont acquis dans le « dark bush », dans la brousse, une grande influence auprès des autochtones.

En fait, deux thèses sont en présence. L'une prône l'indépendance pour 1977, l'autre estime celle-ci prématurée, faute d'une assise économique et politique solide. La première est représentée par le National Party, et la seconde par un grand nombre de petits partis, dont le Nagramiel de M. Jimmy Stevens, chef de file d'un mouvement hostile aux grands propriétaires terriens.

J.-M. C.

AFRIQUE

La République Sud-Africaine au point de non-retour

IV. — Les Blancs entre le triomphalisme et la peur

Tandis que le seul « petty apartheid » (« apartheid mesquin ») perd du terrain, le sort des communautés métisse, indienne et noire reste marqué par la discrimination et suscite en leur sein une amertume que les mythes des foyers autonomes bantous (ou : Bantoustans) ne suffisent pas à effacer. (« Le Monde » des 12, 13 et 14 août).

De notre envoyé spécial PHILIPPE DECRAENE

Johannesburg. — *« Sur le plan financier, l'Afrique du Sud représentait le risque jusqu'à une époque récente. Aujourd'hui, c'est la sécurité. »* Le banquier afrikaaner, qui se réjouit de cette évolution ajoute : *« En cinq ans, les investissements en provenance d'Allemagne fédérale ont quintuplé dans ce pays... En 1974, alors que l'ensemble des dividendes étrangers peuvent s'expatrier d'Afrique du Sud, 60 % de ceux que contrôlent ma société bancaire ont été réinvestis sur place immédiatement. »*

« Finances stables », « ressources minières illimitées », « potentiel industriel considérable », « production alimentaire excédentaire », « absence totale de chômage », tels sont quelques-uns des termes qui reviennent constamment dans les conversations entre Sud-Africains blancs et visiteurs étrangers. M. Meyer, président de la commission des affaires étrangères à l'Assemblée et membre du parti au pouvoir, ironisait, en avril dernier : *« Notre commerce avec la Grande-Bretagne ne cesse de croître, et plus que jamais depuis que les conservateurs ont évincé les travaillistes du pouvoir. »*

En 1974, le taux de croissance a été de l'ordre de 7,5 %. Sur les seuls profits des mines d'or, le gouvernement prélève annuellement 850 millions de rands (1 rand = 7 francs).

Une certaine euphorie

L'euphorie n'est limitée ni à Johannesburg, capitale économique du pays, ni à Durban et au Cap, qui sont deux des plus grands ports du continent noir. A Bloemfontein, on peut entendre les mêmes hymnes aux statistiques et aux performances économiques : *« L'Etat libre d'Orange produit, à lui seul, alors qu'il n'a qu'un million et demi d'habitants, le quart de l'or du monde libre, et grâce à ses 25 000 fermes blanches, il produit aussi 44 % du blé, 41 % du maïs, 30 % du sorgho, et 27 % de la laine d'Afrique du Sud. »*

Enfin, on se réjouit tout particulièrement d'avoir échappé aux conséquences de la crise de l'énergie. *« Elles sont pratiquement nulles ici,* vous dit-on, *car 80 % de nos ressources énergétiques proviennent de produits autres que le pétrole et ses dérivés. Pour les 20 % restants, les approvisionnements de pétrole en provenance de l'Iran (1) et la production d'essence synthétique de Sasolburg, dans l'Etat libre d'Orange, suffisent à couvrir la totalité des besoins. »*

« On trouve, ici, des cigares cubains dans les boutiques, contrairement à ce qui se passe aux Etats-Unis, par exemple », observe un diplomate. Il est vrai qu'en violation des sévères consignes de boycottage données par l'ONU, l'Afrique du Sud commerce avec le monde entier, y compris avec les pays de l'Est — Pologne et Tchécoslovaquie, Roumanie et Bulgarie, — très discrets sur leurs tractations commerciales. Sans oublier la République populaire de Chine, qui utilise Hongkong pour ses relations commerciales avec Pretoria...

Les exportations se faisant par intermédiaires, les trafics sur « les certificats d'origine » dissimulant la réelle provenance sont aussi florissants que les désignations discrètes : *« Produit du Cap »* pour les langoustes, ou *« Outspan »* pour les oranges, destinés à éviter le trop visible *« Afrique du Sud ».*

A peu près toutes les marchandises étrangères continuent de parvenir dans les ports sud-africains, fût-ce de pays « progressistes » : thé de Ceylan, café de Madagascar, etc. Comme pour les exportations, les circuits sont plus longs et donc plus onéreux. Cependant, la balance commerciale sud-africaine accuse un déficit qui va en s'accentuant depuis quelques années, et qui, de 1972 à 1974, est passé de 781 millions à 1 milliard 561 millions de rands.

Une expansion spectaculaire

De nombreux grands projets doivent leur financement à la hausse des prix de l'or, des matières premières et des produits agricoles. De 1972 à 1974, les recettes provenant des ventes d'or ont triplé, atteignant 4 milliards de dollars.

Grâce à ces gains, la balance commerciale a pu être redressée. Enfin, la crise pétrolière a même eu une conséquence heureuse en stimulant les exportations de charbon, en provenance des gisements à ciel ouvert du Transvaal et du Natal, et les ventes d'uranium récupéré, en partie, dans les déchets aurifères. Les prix du zinc, du cuivre, du plomb, du fer ont aussi augmenté.

Le projet dit « Sasol II » doit permettre la fabrication d'essence synthétique au Transvaal. La production sera dix fois supérieure à celle de Sasolburg, ou « Sasol I », dans l'Etat libre d'Orange, et elle couvrira 40 % des besoins du pays en 1980. Un milliard de rands seront investis dans ce seul projet ; les deux tiers en seront fournis par un Fonds stratégique du pétrole qui est financé par prélèvement d'une taxe spéciale sur les produits pétroliers et sert, en outre, à acheter du brut et à le stocker, en énormes quantités, dans d'anciens puits de mines.

Deux centrales nucléaires sont en construction dans la région du Cap, et la France doit participer à la fourniture d'une partie du matériel nécessaire à leur mise en route. A Velindaba, près de Pretoria, fonctionne une usine utilisant un des procédés d'enrichissement d'uranium les plus perfectionnés et les moins coûteux du monde. Un plan portant sur 300 millions de rands d'investissements est, d'autre part, prévu pour doubler en huit années, de 1975 à 1984, la puissance énergétique du pays.

A Newcastle, dans le nord du Transvaal, une aciérie géante permettra de porter en dix ans la production du pays de 5 à 15 millions de tonnes. Six cents millions de rands d'investissements sont prévus pour l'aciérie elle-même, et 100 millions de rands pour la construction d'une ville nouvelle destinée à héberger les travailleurs

Trois nouveaux ports sont en projet, ou en cours de réalisation : au Natal, Richard's Bay et le port minéralier de Sainte-Croix, destinés à réduire la dépendance à l'égard de Lourenço-Marques, actuel exutoire des mines du Transvaal et, dans la province du Cap, Saldanha Bay, qui doit faire disparaître l'encombrement du port du Cap. La mise en service de Richard's Bay est en principe prévue pour avril prochain. Deux lignes de chemin de fer desserviront ces nouveaux complexes portuaires : l'une de 850 kilomètres, à la construction de laquelle participe la Compagnie des Batignolles, reliera les gisements de fer à haute teneur de Sishen à Saldanha Bay ; l'autre, de 450 kilomètres, doit relier les centres industriels du Transvaal à Richard's Bay

L'expansion est si vive que, sur la seule périphérie de Durban, le gouvernement sud-africain se flatte d'avoir créé quatre nouvelles villes non blanches, avec une population de 400 000 personnes.

Les récentes découvertes minières faites à travers le pays autorisent de grands espoirs. *« La France, où nous avons apprécié hautement le résultat des élections présidentielles, l'an dernier, peut activement participer à l'exploitation »,* nous dit le ministre des mines, M. Koornhof.

Une crainte obsessionnelle du communisme

Cependant, l'obsession de la *« menace communiste »,* à l'extérieur comme à l'intérieur, jette une ombre sur l'optimisme de la minorité blanche. *« La réouverture du canal de Suez,* nous dit M. Vorster, *n'affectera en aucun cas notre économie, mais va accentuer l'infiltration communiste dans tout l'océan Indien, ce qui ne représente pas seulement une menace pour l'Afrique du Sud, mais pour l'ensemble du monde libre, car la route du Cap demeure vitale pour le ravitaillement de l'Europe. »*

Pour défendre cette artère contre le péril rouge, le premier ministre n'hésite pas à assimiler l'appartenance au P.C. à un crime de droit commun : *« Nous n'avons aucun détenu politique en Afrique du Sud, mais uniquement quelques centaines de personnes assignées à résidence, ou des détenus en prévention qui attendent de passer en jugement. Personne ne peut être détenu dans ce pays simplement parce qu'il est hostile à la politique du gouvernement. Mais il y a des condamnés de droit commun, comme Nelson Mandela, par exemple, trouvés porteurs d'une carte du parti communiste, et convaincus d'une série d'actes criminels. »*

Pour le ministre de la défense, M. Botha, *« les menaces communistes se précisent... En ce qui nous concerne, nous devons dissuader l'adversaire, entretenir en permanence une force capable de faire face à une situation d'urgence et éviter de dépendre trop étroitement de l'extérieur pour notre défense. »*

— Dans ce domaine, que pensez-vous de l'attitude française en matière de vente d'armes ?

« Je n'ai jamais cité publiquement, nulle part, nos sources d'approvisionnement en armes. C'est un principe. Nous n'entendons mettre personne dans l'embarras. »

Tous les hommes politiques qui appartiennent au parti nationaliste sud-africain placent la « menace communiste » au premier plan de leurs préoccupations et y voient la clé de l'évolution du reste du monde. Ainsi, M. Louis Pienaar, membre de la commission des affaires étrangères du Sénat, récemment désigné comme ambassadeur en France : *« Il y a des signes qui ne trompent pas. Il est évident, par exemple, qu'en Ethiopie le Front de libération de l'Erythrée est soutenu par les communistes... Il ne faut pas que nous laissions découvert le flanc occidental de l'océan Indien, parce que, du fait de l'absence de toute véritable politique de défense de la part de l'Australie, le flanc oriental de cet océan se trouve démuni de protection... Nous ne sommes pas trop inquiets parce que nous savons que la pénétration communiste reste superficielle sur notre continent, parce que les Africains ne veulent pas troquer leur liberté récemment acquise contre une nouvelle forme de domination... »*

Le « pouvoir pâle » et ses phantasmes

L'anticommunisme est un des thèmes qui divise les tenants du *« pouvoir pâle »* et qui souligne la césure profonde existant entre les deux principaux éléments qui composent la minorité blanche : Boers ou Afrikaaners qualifiant le second groupe d' « Anglais » ou de « Britishers ». Souvent liés sentimentalement à la Grande-Bretagne, les « Britishers » donnent volontiers leurs voix au parti uni, mouvement d'opposition que dirige Sir de Villiers Graaf, ils contrôlent encore, en grande partie, l'économie, mais ont totalement perdu leur suprématie politique. Partisans d'un *« apartheid »* plus subtil, ils témoignent d'un anticommunisme moins viscéral. *L'entente* est *d'autant* plus médiocre avec les Afrikaaners, au pouvoir depuis 1948, que ceux-ci s'emparent progressivement des leviers de la vie économique.

Très sensibles à l'action du *Broederbond,* dont le nouveau chef est le docteur Viljoen, recteur de l'université du Witwatersrand, beaucoup d'Afrikaaners conservent une haine presque aussi vive de tout ce qui est « british » que de tout ce qui est communiste. Société secrète dirigée par un conseil exécutif, l'*Uitvoerende* (les onze apôtres), le *Broederbond,* dont les activités ont parfois été comparées à celles du *Sinn Fein* irlandais avaient quatre objectifs essentiels, qui ont tous été atteints : la renaissance de la langue afrikaans (1925), la proclamation de la république (1961), la conquête du pouvoir par le parti nationaliste (1948) et l'amélioration progressive du statut économique des Afrikaaners.

Feignant d'ignorer l'anglais, ayant une notion foncièrement parternaliste des rapports avec les Noirs, la plupart des Afrikaaners votent « nationaliste » et exaltent le maintien d'une certaine forme de suprématie blanche. C'est dans leurs rangs que se recrutent presque tous les « petits Blancs », dont le nombre, en voie de diminution, est difficile à évaluer : chauffeurs de taxis de Durban ou de Johannesburg, garçons coiffeurs ou vendeurs de journaux de Bloemfontein, etc.

Mais leurs porte-parole appartiennent désormais à toutes les classes de la société et s'efforcent fort habilement de faire en sorte que l'Afrique du Sud ne soit pas considérée en elle-même par le monde extérieur mais perçue comme le point névralgique d'un ensemble militaire, politique et stratégique.

Inlassablement, ils exposent que *« 80 % du pétrole du monde libre passe au large des côtes sud-africaines ».* Il est vrai qu'en 1973, chaque jour, 1 million et demi de tonnes de pétrole et 466 000 tonnes de marchandises sont passées au large du Cap. A Durban, plus grand port d'Afrique et onzième du globe, le nombre annuel des navires a doublé en huit ans, passant de 2 500 à 5 000, tandis que triplait le trafic des marchandises.

C'est apparemment en fonction de cette importance accrue que M. Vorster et ses amis ont mis au point la politique dite de *« détente »,* destinée à triompher de certaines pressions internationales, mais encore à gagner aux dirigeants de Pretoria quelques nouvelles amitiés sur la scène mondiale.

Prochain article :

FRANCHIR LE RIDEAU DE PALMIERS

(1) Nouveau client, l'Iran achète 30.000 tonnes de sucre sud-africain par an, ainsi que de l'uranium, et fournit des quantités de pétrole qui couvrent 90 % des besoins de l'Afrique du Sud.

● *L'Organisation de l'unité africaine* (O.U.A.) invite, dans un communiqué, les Etats membres à réagir avec *« réserve et vigilance »* à la décision française de suspendre les ventes d'armements terrestres et aériens à l'Afrique du Sud. Ce texte ajoute : *« Tout embargo français sur les armes, pour être véritablement efficace, aurait dû être total et immédiat, et aurait dû s'appliquer à l'ensemble du honteux commerce français avec l'Afrique du Sud raciste. » — (U.P.I.)*

EN DÉPIT DE L'OPPOSITION DU M.P.L.A.

Lisbonne reprend en main l'administration de l'Angola

● L'UNITA contrôle le port de Lobito

Le général Antonio Luis Franca Ferreira Macedo, haut commissaire par intérim en Angola, a annoncé, jeudi 14 août, que, *« en raison de l'incapacité du gouvernement de transition à prendre ses responsabilités »,* il assurerait désormais lui-même les fonctions de celui-ci. Il a ajouté que les ministres se borneraient à expédier les affaires courantes.

Le gouvernement, au sein duquel les trois mouvements de libération étaient, théoriquement, représentés à égalité, ne fonctionnait plus depuis un mois. Le Mouvement populaire de libération (M.P.L.A.) s'était assuré le contrôle de Luanda, et les *représentants des deux autres mouvements* avaient dû quitter la capitale.

La décision portugaise a suscité l'irritation du M.P.L.A., qui jouissait, précédemment, de la faveur de Lisbonne. Quelques heures avant la publication du communiqué du général Macedo, le ministre des finances du M.P.L.A. dans le gouvernement de transition avait annoncé que tous les directeurs de banques privées en Angola étaient destitués. Cette mesure sera vraisemblablement révoquée par les autorités portugaises. Le M.P.L.A. a immédiatement répliqué à la décision portugaise en annonçant son intention de continuer à assumer ses responsabilités *« dans un gouvernement qui existe toujours ».*

Ce premier conflit pourrait être le prélude à une proclamation unilatérale d'indépendance de la part du M.P.L.A. Toutefois, ce mouvement vient de subir un sévère échec militaire en perdant le contrôle du port de Lobito, au profit de l'Union pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA). Le port, situé à mi-chemin entre Luanda et le Sud-Ouest Africain, revêt une importance stratégique considérable, non seulement pour l'Angola mais pour ses voisins, le Zaïre et la Zambie, qui exportent une partie *de leur cuivre par le chemin de* fer Benguela-Lobito. D'après des informations en provenance de Johannesburg, ce minerai serait, en raison de la situation en Angola, transporté depuis deux semaines par des trains sud-africains, qui font la navette entre le Zaïre, la Zambie et les ports du Cap et de Durban.

Une intervention de Pretoria ?

Le gouvernement de Pretoria a jusqu'à présent refusé de confirmer ou de démentir les informations selon lesquelles des troupes sud-africaines auraient pris le *contrôle du barrage de Caluque,* sur la rivière Cunene, destiné à approvisionner en eau le territoire Ovambo, dans le nord du Sud-Ouest Africain *(le Monde* du 15 août). Le porte-parole du ministère sud-africain de la défense a précisé, jeudi, que ces informations *« avaient été soumises à l'attention personnelle de M. Botha, ministre de la défense ».* D'après la presse sud-africaine, cette « intervention » ferait suite à de violents combats entre l'armée portugaise et les forces de l'UNITA, qui se seraient emparées du barrage le 9 août.

A Accra, où il était de passage, *M. Jonas Savimbi, chef de* l'UNITA, a assuré, le 14 août, que son mouvement *« veut la paix, et n'est aux côtés ni du F.N.L.A. ni du M.P.L.A. ».* Il a démenti les informations, pourtant concordantes, selon lesquelles l'UNITA soutient le F.N.L.A. dans les combats qui se déroulent actuellement dans le sud du pays. Le quotidien portugais *Diario de Noticias* croit savoir, pour sa part, que M. Daniel Chipenda, transfuge du M.P.L.A. rallié au F.N.L.A. à la tête de trois mille hommes, aurait activement soutenu l'UNITA dans son effort pour s'assurer le contrôle de la région centrale de Nova-Lisboa. — *(A.F.P., A.P., Reuter, UPI.)*

Ethiopie

Les deux mouvements de libération de l'Érythrée veulent constituer un front unique

Beyrouth *(A.F.P., Reuter, U.P.I.).* — Dans un communiqué publié jeudi 14 août, à Beyrouth, les deux mouvements de libération de la province éthiopienne d'Erythrée ont annoncé leur intention de constituer *« un front national démocratique unique, avec une direction politique et une seule armée de libération ».*

Les deux mouvements se rencontreront, le 1er septembre prochain, vraisemblablement à Damas, pour engager le dialogue.

Lu en arabe au nom du F.L.E. — Front de libération populaire — par M. Osman Saleh, puis en anglais par M. Alzein Yassin, responsable du F.L.P.-commandement révolutionnaire, le texte fait état d'une identité de points de vue entre les deux mouvements. M. Alzein Yassin a déclaré que les maquisards ont aujourd'hui repris l'offensive et sont *« à une dizaine de kilomètres d'Asmara »*

Un premier résultat de cet accord paraît être l'annonce de la prochaine libération de deux Américains, enlevés le 14 juillet au centre américain de télécommunications de Kagnew. Faits prisonniers par le F.L.E.-F.L.P., les deux hommes devaient initialement être jugés par un *« tribunal révolutionnaire ».*

[L'histoire de la rébellion érythréenne, de tout temps divisée, est d'une grande complexité (le Monde des 19 et 28 février 1975). Des rivalités qui ont parfois abouti à des heurts sanglants ont opposé, au *cours des dernières années, les* radicaux aux modérés et les musulmans aux chrétiens. Depuis 1970, les rebelles sont regroupés au sein de deux mouvements, le F.L.E.-C.R., en majorité composé de musulmans, et le F.L.E.-F.L.P., surtout formé de chrétiens. Les deux mouvements sont aidés par les pays arabes. Le second, plus marqué à gauche, reçoit l'appui de pays comme la Syrie et l'Irak, tandis que le premier a les faveurs de l'Arabie Saoudite et de la Libye. Le déclenchement de la guerre de sécession, au printemps dernier, a accéléré le rapprochement entre les deux tendances.]

Tchad

LE CHEF SPIRITUEL DES TOUBOUS RENTRE D'EXIL

N'Djamena (A.F.P.). — Le Derdei, *chef spirituel et temporel* des quatre-vingt mille Toubous vivant dans le Tibesti, est arrivé avec sa famille, jeudi 14 août, à N'Djamena, venant de Tripoli (Libye) où il a vécu neuf ans en exil.

Le Derdei était accompagné du commandant Kamougue, ministre tchadien des affaires étrangères et de la coopération, qui s'était rendu en Libye trois jours plus tôt. Il a été accueilli à l'aéroport par les membres du Conseil suprême militaire.

Considéré comme le plus puissant chef traditionnel du Tibesti, le Derdei, âgé de soixante-dix ans environ, s'était exilé en 1966 en Libye avec sa famille pour marquer son opposition au régime de M. Tombalbaye. Quatre de ses cinq fils menaient la rébellion et trois d'entre eux ont été tués dans des accrochages. Le quatrième, Boukouny, avait pris la tête de la deuxième armée du Front de libération nationale du Tchad ou FROLIMAT (armée du Nord), qui opère dans le Borkou-Ennedi-Tibesti (BET) et dont M. Hissene Habré est *l'actuel commandant* en chef. Boukouny demeure vice-président du conseil de commandement des forces armées du Nord.

On estime à N'Djamena que le retour du Derdei devrait entraîner le ralliement de son fils, qui, selon des informations puisées à très bonne source, est considéré par les rebelles toubous comme leur vrai chef.

Le seul point noir demeure l'attitude qu'adoptera M. Hissene Habré, qui détient depuis seize mois Mme Claustre. La libération de l'otage français dépend, en effet, des négociations entreprises directement par les autorités tchadiennes (*le Monde* du 14 août). Quoi qu'il en soit, le retour du Derdei est considéré dans les milieux autorisés de la capitale comme une victoire du Conseil suprême militaire *ouvrant* la voie à d'autres ralliements.

Selon un collaborateur de M. Waldheim

M. GISCARD D'ESTAING AURAIT ACCEPTÉ UNE INVITATION A SE RENDRE EN GUINÉE

M. Valéry Giscard d'Estaing a répondu favorablement à une invitation du président Sekou Touré à se rendre en Guinée, a déclaré, jeudi 14 août, à Dakar, M. Andre Lewin, proche collaborateur de M. Kurt Waldheim, et qui a joué un rôle de médiateur dans la reprise des relations entre Paris et Conakry. — *(A.F.P.)*

PROCHE-ORIENT

SELON LE JOURNAL « AL AHRAM »

Le nouvel accord israélo-égyptien sera signé avant le 1er septembre

M. Kissinger s'est donné, jeudi 14 août, un délai de deux semaines pour savoir si les négociations en cours aboutiront à la conclusion d'un accord intérimaire au Proche-Orient. Répondant à des questions à l'issue du discours qu'il a prononcé à Birmingham (Alabama), le secrétaire d'Etat américain n'a pas voulu dire si la signature de cet accord était imminente. Il a toutefois déclaré : *« Des progrès ont été accomplis ces dernières semaines. Nous espérons que de nouveaux progrès pourront être réalisés. Nous serons fixés aux cours des deux prochaines semaines. »*

Le secrétaire d'Etat américain a indiqué, d'autre part, que, si des techniciens américains étaient envoyés dans le Sinaï pour contrôler le système de surveillance électronique des cols stratégiques, il s'agirait d'un petit nombre de volontaires civils, qui ne seraient pas armés. Il a ajouté, à ce propos, que l'envoi éventuel de ces techniciens dans le Sinaï devrait au préalable être approuvé par le Congrès.

● AU CAIRE, cependant l'officieux *Al Ahram* croit savoir que M. Kissinger est attendu à Alexandrie, le mercredi 20 août. Selon le journal égyptien, le secrétaire d'Etat américain commencera sa tournée au Proche-Orient en se rendant d'abord en Israël, le 18 août. *Al Ahram* affirme que le nouvel accord de dégagement sera signé avant le 1er septembre.

● A JERUSALEM, tout en ne partageant pas entièrement l'optimisme *affiché au Caire, on* confirme dans les milieux politiques israéliens que l'écart entre les positions des deux pays s'est considérablement réduit.

Les divergences entre Israël et l'Egypte se limiteraient à deux points : la présence américaine dans les postes d'observation, que les Israéliens veulent *« significative »,* tandis que les Egyptiens veulent la limiter au *« strict minimum »,* et l'importance de l'avance des forces égyptiennes dans le Sinaï. Les Israéliens ne veulent pas que les troupes égyptiennes progressent de plus d'une dizaine de kilomètres, tandis que *le gouvernement du Caire souhaite* que ses troupes avancent jusqu'à l'entrée occidentale des cols du Sinaï.

● A TEL-AVIV, le parti Hérouth (un des principaux partis du bloc d'opposition (nationaliste) de droite Likoud, a lancé jeudi, dans un manifeste, un appel pour la démission immédiate du gouvernement Rabbin. Le manifeste, publié au terme d'un débat politique qui a duré plusieurs heures, marque le début d'une campagne destinée à convaincre l'opinion publique de rejeter l'accord intérimaire projeté avec l'Egypte.

Le *Hérouth* demande au gouvernement Rabin de refuser d'inviter M. Kissinger, dont, dit-il, *« le seul objet de la visite est d'ébranler les fondations de la sécurité d'Israël ».*

« Le projet de repli va dénuder les défenses d'Israël sans nous rapprocher d'un seul pas vers la paix », déclare le *Hérouth,* qui ajoute que l'accord est *« l'avant-prologue d'une nouvelle guerre qu'Israël sera obligé de livrer dans les pires conditions possibles. »*

EUROPE

L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION AU PORTUGAL

Lisbonne : tandis que les partis manifestent les militaires font de l'analyse de textes

De notre envoyé spécial

Lisbonne. — Les militaires négocient discrètement, les partis manifestent en ordre dispersé ; les clameurs des défilés et des meetings ne joueront guère dans la détermination des chefs du M.F.A. parvenus à l'heure du choix. Nulle part les foules n'ont été assez considérables pour modifier radicalement la situation politique. Il était sans doute aventureux de prétendre mobiliser en masse les Portugals à la veille d'un long week-end d'été. Fatigués d'une crise qui n'en finit pas, ces derniers sont partis nombreux vers les plages ou la campagne pour ne revenir que dimanche soir.

Le parti socialiste, décidé une nouvelle fois à manifester la force de son soutien populaire, a peut-être *été victime de l'exode* du 15 août. Quinze mille personnes environ ont participé sous ses banderoles et ses drapeaux à la « longue marche », désormais traditionnelle, du centre ville jusqu'au palais présidentiel de Belem. Plus de trois heures d'un lent *défilé pour obtenir* la démission du premier ministre. Dès les premiers pas, alors que le cortège *s'engage dans la rue de l'Or* pour gagner la rive du Tage, le ton est donné, la cible désigné : « *Dehors, Vasco !* », « *Vasco, c'est l'heure, vas-t-en !* », « *Une seule solution : Vasco démission !* », le général ne partagera la vedette qu'avec la 5e division, « *cinquième colonne du parti communiste* », dont les socialistes réclament la dissolution immédiate.

Sous les murs du palais de Belem, les manifestants ont écouté plusieurs membres du secrétariat national du parti, juchés sur la plate-forme d'un camion équipé d'une puissante sonorisation. La direction du P.S. hausse le ton : il y a un mois, devant cent mille personnes rassemblées sur l'alameda Alfonso-Henrique, M. Mario Soares avait seulement lancé le mot d'ordre de démission du premier ministre ; *cette fois*, les attaques *se font* plus rudes, les exigences plus pressantes : « *Il est urgent d'entreprendre la « degonçalvoisation » du pays* », affirme d'abord M. Joao Gomes, ancien rédacteur en chef de *Republica*, qui dirigera bientôt la rédaction de *A Luta*, quotidien lancé par l'équipe de journalistes exclus. L'un d'eux, M. Jaime Gama, accroche ensuite la foule en termes sans équivoque : « *Camarades antifascistes, camarades antigonçalvistes* », dit-il en préambule. Sa *conclusion* n'est pas moins violente : « *Le responsable de la crise politique, c'est le premier ministre, accroché au fauteuil du pouvoir comme l'était Salazar.* »

Dernier orateur en l'absence de M. Soares, malade, M. Jorge Campino, ancien secrétaire d'État aux affaires étrangères, couronne l'offensive : « *Monsieur Vasco Gonçalves, si vous êtes un homme digne, démettez-vous. Vous n'avez plus de légitimité révolutionnaire et vous êtes en train de diviser le M.F.A. C'est une honte d'avoir insisté pendant vingt-huit jours pour sortir un gouvernement fait d'une demi-douzaine de bons à rien.* » Et il conclut : « *Monsieur le président de la République, nous vous respectons, mais nous n'ignorons pas que c'est à vous qu'il revient, par la Constitution, de démettre le premier ministre.* »

Le général Costa Gomes a perçu, depuis son cabinet, les échos des discours. Mais la petite terrasse qui domine l'enceinte du palais et où, habituellement, il répond aux foules venues le saluer, est restée plongée dans l'obscurité. Le président ne parlera pas.

A l'heure où les socialistes se groupaient devant le palais, un autre cortège approchait des locaux de l'ambassade américaine au centre de la ville. Deux à trois mille militants d'extrême gauche étaient venus dire au « *représentant de l'impérialisme U.S.* » que le Portugal « *ne serait pas le Chili* ». Organisée par divers groupes révolutionnaires — notamment le Parti révolutionnaire du prolétariat, la Ligue communiste internationaliste *(trotskiste)* et l'Union démocratique populaire (maoïste), — la manifestation a entraîné la plupart des « touristes politisés » de la capitale qui ont crié en français, italien, anglais et... portugais, des slogans hostiles à la C.I.A. et en faveur d'une « *Europe rouge des travailleurs* ». Afin d'exprimer leur solidarité avec les organisations de base, « *embryon d'un double pouvoir naissant* », les manifestants sont passés devant les sièges de *Republica* et de Radio Renaissance passés aux mains des « commissions de travailleurs ».

Dernier rassemblement d'une soirée chargée, le parti communiste *a réuni sept à huit mille* personnes au palais des sports pour un meeting « *d'unité antifasciste* ». Dans la salle archicomble, ce n'était pas l'ambiance des grands soirs. M. Alvaro Cunhal a repris les thèmes essentiels de son intervention au dernier comité central du parti en appelant à l'unité de « *toutes les forces qui ont conscience de la gravité de la situation et veulent chercher ensemble une issue à la crise* ».

Mais il a aussi voulu fixer les limites de l'« *acceptable* » : « *Que les conspirateurs qui veulent instaurer d'abord un gouvernement de droite pour passer ensuite au fascisme ne se fassent aucune illusion. Le peuple portugais allié au M.F.A., aux soldats, marins, sergents et officiers progressistes, finira par infliger aux forces de la réaction une lourde et définitive déroute.* »

A l'écart de tout ce bruit, les militaires cherchent à sortir de l'impasse. Il se confirme que l'on cherche un « compromis » entre les documents présentés respectivement par les neuf « modérés » et les officiers du Copcon. Selon *A Capital*, nombre d'officiers réunis autour du général Otelo de Carvalho ont émis des réserves, sinon des critiques, au « programme politique » du Copcon. Son chef, qui ne s'est pas personnellement engagé derrière ce texte, reprendra à son compte les critiques qu'il adresse au manifeste des modérés, mais semble bien disposé à opérer avec ces derniers une « synthèse constructive ». Cela pourrait lui aliéner les plus déterminés de ses partisans qui, comme le note un communiqué des éléments de la police militaire, « *dénoncent le caractère bourgeois du document des neuf* », même s'ils lui « *reconnaissent la vertu de critiquer ouvertement le centralisme antipopulaire du parti communiste* »

Les motions et manifestes en tous genres continuent de circuler parmi les unités. L'armée discute, les polémiques s'enchaînent. Les responsables militaires mettront-ils à profit le long week-end du 15 août pour débloquer la situation ? Ils penseront sans doute, comme l'affirme l'hebdomadaire *O Jornal* dans son titre de une, que « *les documents ne suffisent pas pour gouverner* ».

DOMINIQUE POUCHIN.

LA 5e DIVISION DE L'ÉTAT-MAJOR : Les critiques contre le P.C. sont correctes.

Lisbonne (A.F.P.). — La cinquième division de l'état-major général, qui s'est réunie jeudi 14 août en assemblée plénière à Lisbonne, approuve dans l'ensemble le document élaboré par un certain nombre d'officiers du Copcon.

L'organisme d'information **et de propagande du M.F.A., dont la dissolution ou la restructuration est demandée par un nombre croissant de Portugais, militaires ou civils, estime que ce document a le mérite de « regrouper les forces progressistes** ***pour couper le chemin*** **à la réaction » au moment où l'on assiste dans le pays à des procédés « *plus ou moins démagogiques* ».**

La cinquième division déclare **que les critiques portées contre le parti communiste — auquel on l'accuse d'être liée — sont « correctes », mais elle reproche aux rédacteurs de ce texte de ne pas suffisamment critiquer le parti socialiste et les autres formations politiques et *de ne pas* faire la distinction entre « ceux qui ont une action de droite et ceux qui ont une action de gauche ».**

Enfin, la cinquième division **se défend contre les critiques qui lui ont été faites pour son rôle dans les campagnes de « dynamisation » dont elle est responsable. Elle estime que l'analyse du Copcon sur ce plan est incomplète.**

Échec relatif du meeting socialiste de Porto

De notre envoyé spécial

Porto. — Echec relatif, mais échec tout de même. Le parti socialiste, *qui affirme* compter cinquante mille membres dans ce qu'il est convenu d'appeler le « grand » Porto, n'en a pas mobilisé plus d'un tiers pour le meeting organisé jeudi 14 août dans cette ville. Vingt mille personnes environ, répondant à l'appel — tardif il est vrai — lancé le mercredi 13 par leur parti, se sont rassemblées jeudi soir sur la *place* du Général-Humberto-Delgado afin de manifester pour « *un gouvernement d'union et de salut national* ». *Le 18 juillet* dernier, lors d'une précédente manifestation, le P.S.P. avait pu réunir plus de soixante mille personnes au stade de football de Porto.

Cependant, plus que le score réalisé, c'est le ton de cette manifestation qui méritera de retenir l'attention. Sur cette place, au pied de la statue de Don Pedro IV, *le justicier à cheval affublé* par des titis révolutionnaires d'un sabre de bois, ce sont des slogans et des discours de combat politique que la foule a pu reprendre en chœur ou entendre.

Tout le meeting fut axé en effet sur le thème d'une opposition *renforcée* au parti communiste portugais, à « *son comportement stalinien* » et à l'opposition du parti *socialiste* au gouvernement actuel du Portugal. Et malgré ce que disait une immense banderole (*Défendons les libertés démocratiques contre le social-fascisme et le fascisme !*) il semble que chacun se soit davantage préoccupé du premier que *du second des deux* adversaires désignés. Choix dangereux que celui-là, choix en tout cas assez peu opportun à un moment où le nord du Portugal aurait davantage besoin de paroles d'apaisement que d'appels politiques à la lutte.

A 19 h. 30, le cortège, coloré et bruyant, encadré par un service d'ordre renforcé, s'ébranlait sous une forêt de *drapeaux rouges* pour un « petit » tour de ville. Façon pour le fleuve de s'enrichir en route de quelques affluents, façon aussi de faire connaître à une population pratiquement toute dans cette rue à cette heure-là les raisons de ce rassemblement « *pour le socialisme et pour le pouvoir démocratique des travailleurs* » Sur ce plan, les slogans scandés valaient sans doute bien mieux que de longs discours : « *Une seule solution, Vasco Gonçalves démission !* » : « *C'est l'heure, Vasco, va-t-en !* » ; « *Socialisme oui, dictature non !* » ; « *Cunhalistes, hors du gouvernement !* » ; « *Il est nécessaire de respecter la volonté populaire !* ».

Aussi, lorsque ce périple dans les rues se fut terminé sans autre incident que quelques sifflets adressés au passage aux journalistes du quotidien *Jornal de Noticias*, accusé de mensonges, et lorsque le meeting commença, on n'y apprit, à travers les longs discours des deux orateurs, rien de plus que ce que tout le monde sait déjà au Portugal, c'est-à-dire qu'aujourd'hui le parti socialiste mettant dans le même sac les « cunhalistes staliniens », le premier ministre Vasco Gonçalves, le Copcon et la 5e division, *entend* prendre un pouvoir qu'il considère comme légitimement sien.

C'est ce qu'a dit d'une façon un peu théâtrale M Manuel Alegre, tribun barbu qui, en d'autres temps, fut sur les ondes de Radio-Algérie la « voix de la liberté » portugaise. C'est ce qu'a affirmé de manière plus politique et plus caustique M. Salgado Zenha, membre du comité directeur du parti socialiste : « *C'est l'heure. Il faut respecter la volonté populaire !* ». Sous-entendu, la *volonté* populaire au Portugal, c'est d'abord nous, socialistes.

PIERRE GEORGES.

POUR UNE STRICTE « NON-INGÉRENCE »

(Suite de la première page.)

Selon les milieux diplomatiques, M. Henry Kissinger a jugé *probablement* que les Etats-Unis *n'avaient rien à perdre*, à ce stade de l'affrontement entre modérés et communistes portugais, à indiquer clairement le camp qu'ils soutiennent.

D'autre part, M. Kissinger a très sensiblement durci le ton de ses avertissements *à l'Union soviétique*, l'invitant à s'abstenir de toute intervention dans la crise portugaise. Certes, ce n'est pas la première fois qu'il dénonce les efforts faits par *Moscou pour « relâcher la tension d'une manière sélective »*, ou encore pour « *camoufle la recherche d'un avantage unilatéral...* », mais il n'avait sans doute jamais été aussi précis dans sa mise en garde à propos du Portugal. « *L'U.R.S.S.*, a-t-il dit *ne doit pas penser qu'elle a la permission d'influencer directement ou indirectement les événements à l'encontre du droit du peuple portugais àdéterminer son propre avenir* », et le secrétaire d'Etat a ajouté : « *L'immixtion de forces puissances dans les affaires d'un pays qui est un vieil ami et un allié des Etats-Unis est incompatible avec les principes gouvernant la sécurité européenne.* »

Cette mise au point très ferme doit être appréciée dans son contexte. Au lendemain de la conférence d'Helsinki, *qui a* cristallisé *et* renforcé l'opposition à la politique de détente, M. Kissinger se doit de parler fort, afin de mieux souligner que la poursuite de cette politique n'implique ni abandon d'un allié ni compromis sur les principes Jusqu'à présent, cependant, le secrétaire d'Etat s'était montré plus nuancé. Il *notait que l'Occident* ne pouvait trouver une excuse à ses propres carences et défaillances en imputant à Moscou l'évolution des événements au Portugal ou ailleurs. *Autrement dit, il rejetait le concept* cher à son prédécesseur Foster Dulles d'une « *conspiration communiste* »... Le changement n'est donc pas seulement de ton...

Enfin, le secrétaire d'Etat a rappelé une fois de plus que les pays *de l'OTAN auraient, à un certain* stade, à se demander si une influence communiste trop marquée à Lisbonne était « *compatible avec l'appartenance à une alliance dont l'objet est de résister à toute agression communiste* ».

D'une manière générale, M. Kissinger a parlé de manière tranchante, comme un homme sur la défensive, soucieux de se protéger du reproche de sacrifier trop aisément les *intérêts nationaux au maintien de la* détente ou de céder aux pressions des alliés des Etats-Unis. « *Nous n'accepterons jamais le chantage de ces alliés qui prétendent que leur sécurité est plus importante pour nous que pour eux-mêmes.* », a-t-il dit Enfin, dans une nouvelle défense de la C.I.A., le secrétaire d'Etat a ajouté que, si les Etats-Unis voulaient être vigilants face aux entreprises de subversion communistes, *ils devaient cesser de « démanteler ou de démoraliser leurs services de renseignements...* »

HENRI PIERRE.

LES RÉACTIONS

● « *Le processus révolutionnaire traverse actuellement une crise dangereuse* », constate M. Alvaro Cunhal, secrétaire général du parti communiste portugais, dans une interview à l'organe du parti communiste *ouest-allemand, vendredi 15 août.* « *Mais les forces révolutionnaires, dans les forces armées et dans le peuple, sont en mesure de résister avec succès à l'offensive contre-révolutionnaire. Les dirigeants du parti socialiste portugais ont commis le péché historique d'avoir brisé le front des forces progressistes* », ajoute M. Cunhal — *(Reuter.)*

● *Trente des cinquante journalistes du « Diario de Noticias »* ont publié jeudi 14 août un document dénonçant la ligne rédactionnelle du journal qu'ils jugent « *très proche des communistes* ».

Un représentant des protestataires, *qui ont cependant désiré* conserver l'anonymat, a affirmé que le *Diario de Noticias* court à *un discrédit total « en se faisant le porte-parole du premier ministre, le général Vasco Gonçalves, et de son organe de propagande, la cinquième division de l'état-major* ».

● *L'Association France-Portugal*, dont le président est l'écrivain Robert Merle, a publié un communiqué qui condamne « *un climat de violence propice au retour du fascisme* ». L'Association estime urgent que, « *s'appuyant sur la volonté démocratique du peuple portugais, les forces vives de la jeunesse démocratique unissent leurs efforts* ».

● *Le bureau politique du P.C.F.* examinera, et répondra au cours de sa prochaine réunion à la lettre de M. François Mitterrand (*le Monde* du 13 août) exposant le point de vue socialiste sur la crise portugaise (*l'Humanité* du 14 août a publié cette lettre).

● *Les radicaux de gauche* ont décidé d'envoyer une délégation composée de MM. Pierre Charron, Didier Schuller et Dominique Vastel, membre du comité directeur du mouvement, en mission d'information au Portugal.

● *La direction du P.S.* a envoyé M. Dominique Taddei, membre du secrétariat, en voyage d'information au Portugal.

● *L'Union générale des fédérations de fonctionnaires C.G.T.* appelle « *ses militants, ses adhérents, l'ensemble des fonctionnaires et agents de l'Etat, à exprimer partout, dans l'unité la plus large, leur opposition au fascisme, leur solidarité aux forces progressistes portugaises, et à participer, où ils se trouvent, à toute initiative d'action et de manifestation qui s'avérerait nécessaire pour la défense de la démocratie au Portugal* ».

● *Le Comité de solidarité avec le Portugal* des partis socialistes et sociaux-démocrates d'Europe de l'Ouest ne se mêlera jamais, selon le chancelier autrichien Bruno Kreisky, des affaires *intérieures* du pays. Dans une interview accordée jeudi à la radio ouest-allemande, le chancelier autrichien a assuré que le comité s'efforcerait de s'en tenir au document final de la C.S.C.E., qui reconnait à chaque peuple le droit de décider lui-même de son destin. — *(A.F.P.)*

A IT 1.

M. JACQUES CHAMBAZ : On ne parlerait pas de suffrage universel au Portugal sans le M. F. A.

M. Jacques Chambaz, membre du bureau politique du P.C., de retour d'une mission d'information au Portugal, au cours de laquelle il a notamment rencontré M. Alvaro Cunhal, secrétaire général du P.C.P., a déclaré jeudi 14 août sur I.T.1, à propos de la rencontre de la gauche qui avait eu lieu la veille : « *Il est vrai que la discussion de mercredi a été longue, mais chacun savait déjà que les analyses des uns et des autres étaient différentes. Cependant, il y a un fait nouveau : on s'est mis d'accord sur deux idées fondamentales : d'abord qu'il existe dans ce pays le risque d'un retour du fascisme ; ensuite, en exprimant le souhait que les forces démocratiques au Portugal trouvent le chemin de leur coopération et de leur rapprochement. En ce qui nous concerne, nous aurions exprimé ce souhait avec plus de clarté.* »

Interrogé sur le respect du suffrage universel au Portugal dans la constitution éventuelle d'un nouveau gouvernement, le député de Paris a répondu : « *La situation n'a rien de comparable avec celle de la France. On ne parlerait pas d'élections et de suffrage universel si le Mouvement des forces armées n'avait pas abattu la dictature. Tous les partis politiques ont reconnu cette situation exceptionnelle dans l'accord signé avec le M.F.A. à la veille même des élections du 25 avril dernier pour l'Assemblée constituante.* »

A travers le monde

Brésil

● SEPT CORPS criblés de balles et les mains attachées ont été découverts dans le faubourg de Nova-Iguaçu, à Rio-de-Janeiro. Les traces de torture et la façon caractéristique dont les victimes ont été assassinées laissent croire à une *reprise des activités de l'Escadron de la Mort.* — *(A.P., Reuter.)*

Chine

● M. KHIEU SAMPHAN, premier vice-premier ministre et ministre de la défense du gouvernement royal d'union nationale du Cambodge, est arrivé, vendredi 15 août, à Pékin.

Etats-Unis

● *POUR LA QUATRIEME JOURNEE CONSECUTIVE, DES VIOLENCES RACIALES* blessés à *Boston* (Massachusetts), tandis que près de Cleveland (Ohio), les autorités de la ville de Elyria ont dû faire appel à la police de la route pour rétablir l'ordre après une seconde nuit de troubles, au cours de laquelle seize personnes ont été blessées. — *(A.P.)*

Irlande du Nord

● APRES L'ATTENTAT de mercredi *14 août contre* un pub protestant de Belfast, qui a fait quatre morts et une *quarantaine* de blessés (*le Monde* du 15 août), l'organisation paramilitaire protestante Ulster Volunteer Force (U.V.F.) a donné une semaine au secrétaire d'Etat à l'Irlande du Nord, M. Merlyn Rees, pour dénoncer le cessez-le-feu conclu avec l'IRA provisoire au début de l'année. Les « Provisoires » ont démenti être les auteurs de l'attentat de mercredi.

ÉTATS-UNIS

M. FORD ET L'« AFFAIRE SOLJENITSYNE »

Un gêneur géant

Le séjour d'Alexandre Soljenitsyne aux Etats-Unis continue à semer la discorde, sinon la *cacophonie*, dans les milieux politiques et gouvernementaux américains.

Au printemps de cette année, l'écrivain entreprend un long voyage d'étude au Canada et aux Etats-Unis pour réunir témoignages *et documents* destinés à ses prochains écrits. A partir du 26 juin, il est l'hôte officiel de la centrale ouvrière A.F.L.-C.I.O., dont le président, l'octogénaire George Meany, est de longue date un champion de *l'antisoviétisme*. Un grand banquet en l'honneur de l'auteur du *Goulag* (dont la traduction américaine a déjà dépassé les trois millions d'exemplaires) est organisé à Washington le 30 juin. Soljenitsyne y prend la parole pendant une heure et demie sur le thème de l'inhumanité du régime soviétique. De nombreux membres du Congrès, deux *ministres de M. Ford*, assistent au banquet, où l'absence de tout représentant de la Maison Blanche et du département d'Etat est très remarquée

Le passage à Washington d'une célébrité de l'envergure morale de Soljenitsyne pose un cas de conscience à la présidence. L'opinion s'attend *que la Maison Blanche ouvrira* sa porte à ce contestataire hors du commun Il n'en sera rien. Le porte-parole de la présidence commence par déclarer que M. Ford a été empêché par des « obligations *familiales* » *de se rendre au* banquet de l'A.F.L.-C.I.O et que l'emploi du temps du président ne lui avait pas permis de recevoir Soljenitsyne à la Maison Blanche *Le 7 juillet*, le même porte-parole reconnaît que ce sont les « *répercussions internationales* » d'une rencontre entre le président et l'écrivain *qui ont motivé l'abstention* du premier.

Des remords viennent compliquer cet aveu. La Maison Blanche « relance » Soljenitsyne, lui propose un *premier* rendez-vous pour le 15 juillet, qui coïncide malencontreusement avec une réception donnée par le Sénat à l'illustre exilé. Le 18 juillet elle déclare que Soljenitsyne est « *invité en permanence* » à la Maison Blanche. L'écrivain ne l'entend pas ainsi. Il réclame les égards qui lui sont dus et une invitation officielle Le 21, les ponts sont rompus. Soljenitsyne n'a plus envie de rencontrer un président qui s'apprête à s'envoler pour Helsinki pour entériner « *l'esclavage de l'Europe orientale* ». « *Si le président considère*, déclare-t-il, *que la vague de totalitarisme qui balaye le monde depuis trente ans constitue une « ère de paix », quelle pourrait être la base de l'entretien que j'aurais avec lui ?* »

M Ford est de plus en plus *embarrassé par les critiques que* lui valent ses louvoiements dans cette affaire. Sa droiture l'incite à confier au *New York Times* du 25 juillet qu'il serait « *inutile de nier* » qu'il n'a pas eu la bonne réaction face à Soljenitsyne. Pour *le grand public*, la cause est claire : M. Ford n'a pas commis de « *maladresse* », il a seulement cédé aux instances de M. Kissinger qui, au nom de la détente, *aurait opposé son veto* à une poignée de main, fatalement spectaculaire, du chef de l'exécutif au prix Nobel 1970.

C'est ce qu'a confirmé un proche collaborateur de M. Ford, M. Warren Rustand, l'assistant chargé spécialement de planifier son emploi du temps, au cours d'un déjeuner du Rotary Club de Scottdale, petite ville de l'Arizona (Etat du sénateur Goldwater). Ou plutôt ce *qu'aurait* confirmé M. Rustand, qui, selon *une mise au point provoquée par* le compte rendu de ses propos dans le journal local *Scottdale Press*, n'aurait fait que se référer aux « *informations répandues par les journaux et la télévision* ». Le *Scottdale Press* ne démord pas de sa version et attribue à M. Rustand la paternité de ses explications.

Interrogé par téléphone sur cet incident, M. Kissinger, qui se trouve à Vail, dans le Colorado, aux côtés du président Ford, a déclaré que « *toute cette histoire était absurde* ». Il n'y aurait eu aucun « *marchandage* » avec l'U.R.S.S. *au sujet de* Soljenitsyne. Néanmoins, il a admis que, un mois environ avant l'expulsion d'U.R.S.S. de l'écrivain, il avait eu des conversations *avec des dirigeants* soviétiques et leur avait conseillé de laisser Soljenitsyne s'expatrier plutôt que de lui faire subir le sort d'autres contestataires russes. *S'il est vrai que cette* intervention a permis à l'écrivain *de respirer enfin l'air de la liberté*, il est tout aussi vraisemblable qu'elle était assortie de la promesse, au moins implicite, de ne pas exploiter contre le Kremlin le rayonnement de l'émigré — A. C.

...ATION AU PORTUGAL

...du meeting socialiste de Porto

ET SES PROLONGEMENTS

La crise provoque un rapprochement spectaculaire entre communistes et socialistes italiens

Rome. — MM. Berlinguer et De Martino, respectivement secrétaires généraux des partis communiste et socialiste italiens, ont signé une déclaration commune exprimant leurs « *plus vives préoccupations* » devant l'aggravation de la situation au Portugal.

« *Les démocrates italiens ont salué avec enthousiasme la victoire historique du 25 avril 1974 du M.F.A. et des partis démocratiques du Portugal sur le régime fasciste. Actuellement, cette victoire et la construction d'un nouveau Portugal sont menacées* », affirme ce texte qui a été diffusé, jeudi soir 14 août, à l'issue d'une série de rencontres qui se sont déroulées ces derniers jours entre dirigeants socialistes et communistes.

Après avoir souligné l'autonomie et la différence des opinions exprimées par les deux partis sur les événements du Portugal, « *face à la menace réactionnaire qui pèse sur le destin de ce peuple ami, et en prenant conscience du rôle important que le nouveau Portugal peut avoir pour le développement de la démocratie européenne et la détente internationale* », poursuit la déclaration commune, « *nous considérons de notre devoir d'exprimer le vœu que se réalise, au Portugal, un accord politique entre les partis démocratiques, et en premier lieu entre socialistes et communistes, ainsi qu'entre ces derniers et le M.F.A., pour surmonter la crise profonde que traverse le processus révolutionnaire du 25 avril. Cet accord doit être fondé sur la reconnaissance de la représentation populaire des partis, comme elle s'est exprimée lors du vote pour l'Assemblée constituante, sur la garantie du plein exercice des libertés démocratiques, à commencer par celles de la presse et de l'information, celles des organisations politiques et syndicales et de toutes les manifestations de la pensée* ».

De notre correspondant

Socialistes et communistes dénoncent enfin « *la violence contre les sièges et les militants du parti communiste portugais* ».

Cette déclaration, publiée intégralement, vendredi matin, dans les organes des deux partis, *l'Unita* et *l'Avanti*, a surpris les milieux politiques plongés dans la torpeur traditionnelle du 15 août. Il est exceptionnel, en effet, que les partis communiste et socialiste italiens expriment une position commune. Pratiquement, cela ne s'est pas vu depuis que, en 1962, les socialistes ont accepté de participer au pouvoir aux côtés de la démocratie chrétienne, en adhérant au centre gauche. L'événement apparaît d'abord comme une justification pour M. Berlinguer : la déclaration précise en effet qu'au Portugal le processus révolutionnaire est menacé « actuellement », c'est-à-dire au moment où le parti communiste portugais connaît les pires difficultés. L'appel lancé pour un accord entre communistes et socialistes au Portugal correspond à la nouvelle tactique de M. Alvaro Cunhal, mais aussi à la ligne préconisée depuis toujours par le parti communiste italien.

Il est remarquable que les événements du Portugal aient provoqué un rapprochement spectaculaire entre socialistes et communistes italiens, alors que c'est le phénomène inverse que l'on constate en France. Reste à savoir dans quel but le parti socialiste italien a tenu à s'associer à M. Berlinguer. Essentiellement pour des raisons de politique intérieure, semble-t-il. Le secrétaire général du P.S.I., M. De Martino, estime qu'après les élections régionales du 15 juin il convient de faire participer les communistes à la gestion du pays.

Tout le problème maintenant est *de savoir si cette déclaration commune se limitera à son objet* — le Portugal — ou si elle marque le début d'une collaboration de type front populaire, à la rigueur programme commun, ce qui risque de bouleverser l'équilibre précaire des forces politiques en Italie. Cette hypothèse doit être nuancée par le fait que les hommes politiques italiens *ne vont jamais jusqu'au bout* de leurs intentions.

Pour M. De Martino, l'alliance avec les communistes est moins une question de principe qu'une façon de faire jouer à son parti le rôle d'interlocuteur privilégié aussi bien auprès de la démocratie chrétienne que du parti communiste.

(Intérim.)

LE DIFFÉREND ENTRE M. JEAN DANIEL ET « L'HUMANITÉ »

Dans le différend qui l'oppose au parti communiste et à *l'Humanité* (*le Monde* des 14 et 15 août), M. Jean Daniel, directeur de la rédaction du *Nouvel Observateur*, continue de compter ses amis. C'est ainsi que M. André Bergeron, secrétaire général de Force ouvrière, lui confirme sa solidarité devant « *les vives attaques* » dont il a été victime de la part de *l'Humanité*.

Pour ne pas être en reste, le secrétariat du comité central du P.C.F. a assuré de sa « *totale et fraternelle solidarité* » M. Yves Moreau, chef des services de politique extérieure de l'organe communiste, dont les écrits ont valu au journal d'être attaqué en diffamation par M. Jean Daniel. Le secrétariat du comité central s'inquiète de « *cette agression contre la libre activité de notre journal et de ses rédacteurs* », mais constate que le fait qu'elle émane de quelqu'un se présentant comme un homme de gauche, s'il est affligeant, n'est pas sans précédent.

Grèce

Les Athéniens n'ont pas eu le « grand procès » qu'ils attendaient

Athènes. — Vingt jours d'audience pour sept ans de dictature, non, ce n'est pas le « *Nuremberg grec* » qu'annonçait en juillet la presse athénienne. Pas même une sorte de « *procès Pétain* » reconstitué au Pirée. Pas de grandes révélations, moins de solennité que de péripéties subalternes, des accusés frappés de mutisme et des témoins circonspects. Ouvert le 28 juillet, le procès des vingt principaux protagonistes du coup d'Etat du 21 avril 1967 s'achèvera sans doute au milieu de la semaine prochaine, sur un sentiment de frustration. A Athènes déjà, la curiosité s'essouffle.

Aucune foule n'assiège plus les tribunes de la prison pour femmes de Korydallos, où, sous un Christ *couronné d'épines*, siège la cour criminelle. La télévision a cessé de retransmettre les débats et se borne désormais à signaler les points forts de chaque audience sur fond de diapositives. Au centre de presse de l'hôtel Grande-Bretagne, où fonctionne un système de retransmission en circuit fermé, avec traduction simultanée, personne, parmi la maigre assemblée des journalistes présents, n'a le sentiment de vivre un grand moment d'histoire grecque qu'on pouvait imaginer un an après le rétablissement de la démocratie. Si les journaux athéniens continuent de oublier des pages entières de comptes rendus, l'intérêt de ces colonnes de notations méticuleuses, de caricatures féroces et d'« *indiscrétions* », reste largement anecdotique.

Quoi d'étonnant ? A Korydallos on ne juge pas un régime ni même une « *politique* ». Il s'agit d'examiner par le menu les mécanismes d'un vieux coup d'Etat, et d'un seul. Les colonels, les généraux, qui ont imposé à la Grèce sept années de *dictature plébéienne*, sont poursuivis sous deux chefs d'inculpation : haute trahison et rébellion au sein d'unités armées. Deux crimes passibles sans doute de la peine de mort *ou de la réclusion à perpétuité*, mais qui sont limités dans le temps à

De notre envoyé spécial

quelques mois du printemps 1967. Pas question de juger « *au fond* » les activités ultérieures du régime *militaire. Dommage.*

C'est en vertu de ce rétrécissement volontaire de la procédure qu'a pu être rejetée, par exemple, la demande du parti communiste « *de l'intérieur* » qui souhaitait se porter partie civile. C'est en vertu du même principe que sont ordinairement abrégées les déclarations trop politiques de certains témoins qui « *sortent du sujet* ». Contraint par l'opposition d'accélérer une épuration qui traînait en longueur, forcé surtout d'illustrer cette période politique par l'inévitable « *grand procès* » des dictateurs déchus, le gouvernement de M. Caramanlis a limité les risques, notamment en dissociant très nettement le procès des tortures infligées sous la *dictature de celui des dictateurs* eux-mêmes, dont on peut supposer, pourtant, qu'ils les avaient « couvertes ».

« Le pays a besoin de calme »

La position frondeuse d'une armée incomplètement épurée et humiliée par l'affaire de Chypre, l'agitation des « nostalgiques » regroupés notamment au sein de l'« *Organisation du 4 août* » (1), l'enchevêtrement des compromissions de la droite et de la bourgeoisie athéniennes avec l'ancienne dictature, la colère de l'extrême gauche des syndicats et des étudiants : tout cela justifiait sans doute que l'on renonçât à ce « *vrai grand procès* » que paraissent regretter les Athéniens. « *Le pays a besoin de calme* », rappelait encore, le 22 juillet, M. Caramanlis.

La méthode de défense choisie par les principaux accusés — le silence — interdit quant à elle, des *coups de théâtre et rend peu probables* des révélations de dernière minute qui pourraient embarrasser Washington. Par exemple sur le rôle de la C.I.A., du lobby gréco-américain à Athènes. Pour les protagonistes, qui récusent la *régularité* de la procédure, la cour a déjà tranché sur l'essentiel en leur refusant le bénéfice de cette pseudo-« légitimité » qu'aurait, selon eux, sécrétée durant sept ans, la dictature. Mais beaucoup d'Athéniens subodorent, à tort ou à raison, derrière ce mutisme commode des accusés, quelque arrangement de coulisse.

Il reste cependant le grand exorcisme, le symbolisme de la pénitence publique. C'est, sans aucun doute, en cette matière que le « *procès du 21 avril* » remplit une fonction spectaculaire. Les Grecs se sont bousculés pendant plusieurs heures devant leurs téléviseurs, moins pour entendre des témoignages précis que pour « voir » MM. Papadopoulos, Pattakos ou Makarézos, *les tyrans d'hier, en posture de criminels*. Les journaux grecs s'abandonnent avec une certaine ivresse — et parfois un peu de mesquinerie — à des réquisitoires rétrospectifs *contre la dictature. Pendant les* suspensions d'audience, et fort curieusement, accusés, avocats, témoins et public se mélangent longuement dans le brouhaha des invectives. *Accréditée en tant que journaliste* par un hebdomadaire grec, l'actrice Melina Mercouri a pu ainsi, à l'occasion d'un de ces tumultes, s'approcher à un mètre du général tortionnaire Joannidis et le gratifier d'un discours longuement mûri.

Privée peut-être d'un « *vrai procès* », la Grèce, au moins, aura eu droit au minimum de rites dont la nouvelle démocratie avait besoin.

J.-Cl. GUILLEBAUD.

(1) Dirigé par un ancien professeur de « *guerre psychologique* » à l'école de gendarmerie sous la dictature, ce groupuscule d'extrême droite, qui a distribué des tracts à Athènes au début du mois, a choisi de s'appeler Organisation du 4 août, en souvenir de l'instauration de la dictature fasciste du général Metaxas, le 4 août 1936.

La Pologne catholique et socialiste

II. — Du stalinisme au pragmatisme

De notre envoyé spécial ALAIN WOODROW

Les Polonais sont catholiques à 90 %, mais leur religion est traditionnelle, populaire et préconciliaire par bien des aspects. L'Eglise, véritable force nationale, se méfie autant du matérialisme occidental que du communisme athée et semble mal préparée pour affronter l'avenir. M. Gierek paraît décidé, pourtant, à continuer la normalisation des rapports Eglise-Etat. Il se trouve en face d'un interlocuteur de taille : le cardinal-primat Stefan Wyszynski (« le Monde » du 15 août).

« *Il y a au moins un point sur lequel l'Eglise et l'Etat en Pologne tombent d'accord*, nous déclare, avec un grand sourire, dans la belle résidence du cardinal Wyszynski, un prélat en soutane noire, ceinture verte. *Tous les deux souhaitent que leurs rapports soient « normalisés ». Malheureusement, ce qui paraît normal à l'un ne l'est pas forcément pour l'autre...* »

M. Skarzynski, alors sous-secrétaire d'Etat et directeur de l'Office pour les affaires confessionnelles, déclarait en 1971 : « *Nous pensons que dans le domaine de la normalisation sociale il y a des problèmes d'importance fondamentale pour l'avenir de la nation au sujet desquels les marxistes et les catholiques, bien que partant de conceptions philosophiques différentes mais animées par un même sentiment de patriotisme, ont des conceptions convergentes.* »

Comment l'Eglise a-t-elle accueilli cette main prudemment tendue ? Avec une égale prudence, mais positivement dans la mesure où cela représentait un début de réponse aux cinq conditions, posées par l'épiscopat quelques mois plus tôt dans une lettre pastorale, à l'établissement d'une vraie collaboration entre l'Eglise et l'Etat : la reconnaissance de la liberté religieuse ; le libre accès du peuple à l'éducation de la foi ; la satisfaction des revendications sociales de la nation ; l'établissement d'une réelle liberté d'expression et d'information ; la reconnaissance du droit de chaque famille à des conditions décentes d'existence.

Depuis, si les rapports entre la hiérarchie catholique, personnifiée par son président, le cardinal Stefan Wyszynski, et le parti communiste ont été mouvementés, ils demeurent tendus dans l'ensemble. L'Eglise continue de formuler *de nombreux griefs contre* l'Etat : insuffisance de permis de construire des églises ; taux d'imposition très lourds qui frappent lieux de culte et biens d'Eglise ; formalités administratives qui entravent souvent la liberté d'enseignement religieux ; interdiction frappant des groupements d'action catholique et d'autres organisations ; censure des *publications religieuses* et limitation arbitraire de leur tirage ; impossibilité pour l'Eglise d'accéder à la télévision et à la radio ; vacance prolongée de quatre sièges épiscopaux, dont Wroclaw (siège cardinalice) et Lublin...

L'Eglise ne se réduit toutefois pas à la hiérarchie, et le progrès est plus sensible à d'autres niveaux. Tout d'abord, l'*Ostpolitik* menée par le Vatican continue sans relâche depuis les négociations officielles ouvertes entre le Saint-Siège et le gouvernement de Varsovie, en avril 1971, jusqu'à la visite en Pologne, au début de l'année, de Mgr Poggi, représentant du Vatican (*le Monde* du 7 mai), en passant par l'établissement, en février 1974, de « contacts permanents de travail » entre Rome et Varsovie.

Pendant son séjour d'un mois, Mgr Poggi a rencontré des responsables du pays. Il a pu rassurer le cardinal-primat — toujours jaloux de son autorité et méfiant des *relations directes* entre son gouvernement et les diplomates romains — sur les intention du Saint-Siège en ce qui concerne la normalisation.

Le cardinal Wyszynski paraissait tellement rassuré qu'il a déclaré dans son sermon de Pâques : « *Nous ne devons qu'une seule chose : que dans notre patrie le Christ ait sa place, que l'Eglise soit reconnue dans sa mission et sa vocation. L'Eglise ne combat ni le régime ni le gouvernement.* »

Pax et Znak

Il existe, en effet, des chrétiens qui non seulement ne combattent pas le régime, mais collaborent avec lui. Si la masse des catholiques — pratiquants traditionnels d'origine paysanne — suivent docilement les directives de la hiérarchie et partagent la méfiance de celle-ci pour les communistes, une *minorité* d'intellectuels, qui forment les divers « clubs » de laïcs catholiques, jouent un rôle non négligeable dans la vie religieuse, voire politique, du pays. Mais il y a différents courants et différentes positions face à l'Etat et à l'Eglise.

« *Les marxistes et les chrétiens doivent constituer un front commun contre l'indifférentisme* », déclarait M. Boleslaw Piasecki, fondateur et président de l'association Pax, lors du symposium international réuni à Varsovie du 23 au 25 mai, sur le thème « Paix et justice : dialogue et coopération entre chrétiens et marxistes ». Il faut dire que les cent un participants (soixante-huit venus de pays capitalistes et trente-trois des pays socialistes) parlaient deux langages différents, les uns, *surtout ceux qui s'inscrivent dans* le courant des « chrétiens pour le socialisme », plaidant pour un pluralisme à l'intérieur du *marxisme*, les autres, la plupart de pays communistes, défendant la pureté idéologique.

Il faut ajouter que Pax, le plus puissant des clubs catholiques *est aussi le plus controversé*. Groupement élitiste, qui touche environ quatorze mille personnes, fondé en 1946 au lendemain de la guerre, il compte toujours parmi ses dirigeants une ancienne équipe de la Phalange (mouvement fasciste polonais d'avant-guerre). Jouissant de la faveur du parti, Pax, dont le président est conseiller d'Etat, *possède le plus important groupe de* presse catholique (1) et est propriétaire de nombreuses entreprises industrielles et commerciales (entreprises privées !) qui lui apportent des gains considérables (2). Pourquoi ce régime de faveur ? Certains prétendent que le mouvement fut fondé avec l'approbation et l'aide des services de sécurité polonais et soviétiques, qui *voulaient une « ant ne » à* l'intérieur de l'Eglise.

Quoi qu'il en soit, Pax, représenté par cinq députés à la Diète, s'est toujours aligné sur le parti, *se montrant parfois plus intransigeant* que lui. Staliniste jusqu'en 1956, il s'est opposé aux écrivains et aux intellectuels pendant les années 60, puis aux étudiants et aux juifs en 1968, allant jusqu'à défendre *l'intervention* armée soviétique en Tchécoslovaquie. D'autre part, il n'a jamais reçu de caution de l'Eglise officielle ; au contraire, il est toujours interdit aux prêtres d'adhérer au mouvement, même si celui-ci n'a jamais fait l'objet d'une condamnation formelle et même si les autorités ecclésiastiques ferment les yeux devant les auteurs catholiques *qui publient des livres aux* éditions Pax Réalistes, les évêques ont compris que le mouvement recouvre les positions les plus variées — sans parler de son utilité éventuelle de « *cheval de Troie à rebours* », selon la formule entendue dans les coulisses du symposium de Pax.

Tout autre est la position de l'association Znak (signe) qui, *dépendance d'opinion, est officiellement* reconnue par l'épiscopat. L'hebdomadaire socio-culturel du groupe, *Tygodnik Powszechny*, est né en 1945, six semaines seulement après la libération de Cracovie, créé par Jerzy Turowicz, directeur actuel du journal, et un groupe d'intellectuels catholiques avec le soutien de l'archevêque. Un an plus tard, ils fondent le mensuel *Znak* puis, en 1959, l'institut social d'édition Znak, qui regroupe non seulement les deux périodiques, mais aussi une maison d'édition qui assure à l'ensemble une autonomie économique précaire (3).

Politiquement, Znak se trouve entre l'épiscopat et Pax. La définition malicieuse d'un des dirigeants de ce dernier qui voulait faire comprendre la différence entre son mouvement et Znak — « *pour Pax, le socialisme est le « bonum necessarium » ; pour Znak, c'est le « malum necessarium »* » — n'est pas tout à fait exacte. La plupart des membres de Znak acceptent le socialisme, mais pas forcément selon les modalités *qui leur sont proposées...* Ce qui explique pourquoi ses cinq députés à la Diète sont souvent les seuls à voter contre certaines propositions. « *De mon temps*, confie un ancien député, *nous étions onze représentants de Znak. Actuellement, ils ne sont plus que cinq, et il est à craindre qu'on n'essaie de réduire encore le nombre de ces témoins gênants soit en demandant aux représentants des différents clubs de s'amalgamer, soit en les liquidant purement et simplement.* »

Mais, l'essentiel des activités de Znak est plus intellectuel que directement politique. Il est mené par l'intermédiaire des Klubv Inteligencji katolickiej (clubs d'intellectuels catholiques), créés en 1957 au nombre de quinze, mais dont cinq seulement ont un statut légal : à Varsovie, à Cracovie, à Poznan, à Torun et à Wroclaw. Les autorités de Gdansk ont refusé, encore en 1970, la création d'un tel club.

Il y a enfin *Wiez* (lien), revue mensuelle fondée à Varsovie par le club d'intellectuels Proche, par ses idées, de la revue française *Esprit*, ses prises de position, vis-à-vis de l'Eglise autant que de l'Etat, sont nettement plus critiques que celles de *Znak* — ce qui lui vaut de voir ses pages amputées d'un cinquième, en moyenne, chaque mois, par la censure.

La bataille pour le peuple

Edward Gierek est originaire de la Silésie, région minière et de forte tradition chrétienne. C'est un pragmatique, un ouvrier qui a travaillé en France et en Belgique. Il cherche une chose avant tout : *améliorer* le niveau de vie des Polonais et l'expansion économique du pays. Il n'est pas un idéologue — *on dit que Gomulka était « le dernier marxiste polonais »* — et il n'est pas hostile à *l'Eglise* — sa mère, sa *femme* et ses filles ne sont-elles pas toutes pratiquantes ?

On est loin des temps où le cardinal Wyszynski se trouvait en résidence surveillée, où *Tygodnik Powszechny* était interdit pour avoir refusé de publier un éloge funèbre de Staline, où le Saint-Office mettait à l'index les publications de Pax. L'arrivée au *pouvoir* de M. Gierek a *ouvert* une ère nouvelle qui permet un *modus vivendi*, quoique précaire, à l'Eglise. Des gestes comme la restitution à l'Eglise de ses biens dans les territoires ex-allemands, la suppression des inventaires d'églises en vue de calculer les impôts, la célébration comme un événement national de la béatification du franciscain Maximilien Kolbe, mort à Auschwitz à la place d'un autre détenu, l'adoption d'une politique familiale et nataliste plus conforme à la morale catholique, ne sont pas passées inaperçues des autorités religieuses.

Mais, en définitive, la querelle fondamentale, au-delà des tracasseries administratives, n'est rien moins qu'une bataille pour l'allégeance du peuple dont *l'Eglise et le parti se prétendent* également garant et porte-parole. L'Eglise n'est pas poussée par la tradition à une participation directe et active au pouvoir. L'histoire lui a appris qu'il n'y a rien de moins stable ni de plus passager que les régimes politiques. Ce qui importe à ses yeux, en revanche, c'est l'enracinement dans les masses populaires.

Le parti est toujours considéré par beaucoup comme une importation *étrangère* — soviétique de *surcroît*. Que M. Gierek et ses collègues soient des patriotes polonais change peu à l'affaire : *nombreux sont ceux qui ont* l'impression d'être gouvernés par un système étranger. Ainsi l'Eglise *et le parti se trouvent* dans des camps opposés, appelant le peuple chacun à sa façon et dans des directions différentes, créant une situation de tensions et de conflit larvé.

Or, la nation est une entité globale et indivisible, les deux idéologies en présence prétendant la représenter également. Qui a donc le droit de parler au nom de la *nation*, d'en exprimer les aspirations profondes, d'en défendre les intérêts : le cardinal primat ou le premier secrétaire ?

Aussi longtemps qu'il y aura une Eglise monolithique dans un Etat *totalitaire, cette question se* posera. Edward Gierek semble, pour sa part, avoir opté pour un certain pragmatisme. On ne peut pas en dire autant du cardinal Wyszynski, pour qui l'idée de pluralisme est anathème. D'où certains bruits qui circulent à Rome pour dire qu'on songe déjà à la succession — le cardinal aura soixante-quinze ans en 1976. On parle du cardinal Karol Wojtyla, archevêque de Cracovie ; de Mgr Dabrowski, secrétaire de la conférence épiscopale et bras droit du cardinal Wyszynski ; de certains des prélats polonais *actuellement à la Curie...*

En attendant, le cardinal Wyszynski est toujours là, bien en place. Il est de la trempe des Mindszenty — même s'il est très différent de caractère — et on le voit mal cédant sa place tant qu'il se sent indispensable. Ce paysan, né en 1901 à Zurela, petit village près de Varsovie, dans une *famille pauvre, a hérité de l'entêtement* de sa race.

Fils de l'organiste de la paroisse, il devient prêtre à l'âge de vingt-trois ans, grâce à l'aide de sa sœur aînée (il a sept ans quand sa mère meurt) et de son curé, qui le fait entrer au séminaire. Comme professeur d'études sociales au séminaire de Wloclawek, il acquiert rapidement une *réputation de réformateur dans le* domaine social. Pourtant, après sa nomination comme évêque de Lublin en 1944, il dit de lui-même, dans une lettre pastorale : « *Je ne suis ni politicien, ni diplomate, ni réformateur* ».

Il est vrai que, sur le plan doctrinal, le cardinal est conservateur. S'alignant sur la minorité réactionnaire au concile, il s'est battu *pour le maintien du latin* dans la liturgie. Très attaché au modèle traditionnel du catholicisme polonais, à la religion populaire, paysanne, sentimentale, mariale, *modèle marqué* par une fidélité inconditionnelle à la hiérarchie, il a des contacts difficiles avec les intellectuels catholiques, dont il se méfie. Son aversion à l'égard de la presse est légendaire.

Toutefois, le jugement qu'il porte sur ses dons politiques et diplomatiques est trop modeste. S'il manque de subtilité et de diplomatie, les batailles successives qu'il a engagées avec le régime *communiste révèlent un adversaire* tenace et habile.

Il ne lutte que sur son propre *terrain*, sans jamais oublier son arme principale : l'immense prestige de l'Eglise — et de son chef — en Pologne. Sans oublier non plus que, traditionnellement, entre la mort d'un roi et l'avènement de son successeur, l'évêque primat de Pologne assumait la *fonction suprême*, celle d'« *interrex* ».

FIN

(1) Pax édite un quotidien, *Slowo Powszechne* (Parole universelle), qui *tire à 75 000 exemplaires (200 000 le* dimanche), et un journal populaire illustré, *Zorza*, qui atteint 800 000 personnes.

(2) Selon *la Documentation française* en 1966 le revenu global des entreprises de Pax s'est élevé à 211 millions de zlotys (30 millions de francs), dont 135 900 ont été versés au budget de l'association Pax et le reste, 45 200 000, a été destiné aux développements des entreprises et aux primes versées aux employés et ouvriers. Par rapport à la production globale de la Pologne, Pax contrôlait, en 1963, 90 % des produits enrichissant le béton, 70 % des produits chimiques pour la conservation du bois, 80 % des adhésifs pour le revêtement de parquet, *18 % des appareils de mesure*, 90 % des isolants à froid.

(3) *Tygodnik Powszechny* tire à 40 000 exemplaires, maximum autorisé par le gouvernement (en 1959, le tirage était de 37 000). *Znak* tire à 7 000 exemplaires. Ces deux publications, déficitaires, sont subventionnées par les éditions Znak, qui ont publié cent quatre-vingts titres (vendus à 94 % des exemplaires parus). Elles n'ont le droit de publier que dix à quinze titres par an, et le programme proposé pour l'année prochaine a déjà été réduit de moitié.

JEUNESSE

DES ADOLESCENTS DANS UNE FERME DE L'ANJOU

Les psychotiques aux champs

Bruno Bettelheim et sa « Forteresse vide », Ronald Laing et ses « Fous de vivre », Maud Mannoni et le film « Vivre à Bonneuil » : par le livre, le cinéma, et surtout la télévision, le domaine de la psychose est tombé dans le domaine public. Les récits d'expériences thérapeutiques se succèdent sans qu'il soit toujours possible au profane de comprendre ce qui les différencie. Une seule chose apparaît clairement, au point d'être devenue un lieu commun : la folie est relative, tout le monde est fou ou personne ne l'est.

Mais on l'est plus ou moins : comment soigner ceux qui le sont plus ? Les isoler, les protéger ou — au contraire — les mettre en état d'affronter la réalité sociale ? Dresser des barrières — protectrices, répressives — ou faire sauter tous les écrans ? Le psychanalyste américain Bettelheim a choisi, pour les enfants les plus atteints, de créer un milieu clos, isolé des parents, mais où tous les comportements pathologiques sont permis et où le processus psychotique puisse s'inverser. Ronald Laing livre les fous à eux-mêmes dans une communauté où tout est permis mais où les ponts avec l'extérieur ne sont pas coupés.

Les mécanismes de la guérison des psychotiques sont aussi mal connus que les causes de la maladie mentale : les théories des psychanalystes ou des psychiatres s'affrontent, justifiant — « a posteriori » — des thérapies mises au point de manière empirique. A mi-chemin entre la « sur-protection » prônée par les uns et l'autonomie totale louée par ceux qu'on accuse de passivité thérapeutique, un hôpital de jour, à Paris, le centre Etienne-Marcel fonctionne — parmi d'autres — depuis treize ans avec des résultats qui n'ont rien à envier à ceux des institutions « vedettes ». Chaque année, les soixante adolescents de cet hôpital de jour font un séjour de deux semaines dans une ferme achetée dans l'Anjou.

De notre envoyé spécial

Challain-la-Potherie (Maine-et-Loire). — Vus de la route ces adolescents psychotiques n'ont rien de remarquable. Assis paisiblement dans l'herbe, Pierre et Martine peignent le paysage : pommiers, fermes en pierre d'ardoise, champs de maïs. A côté d'eux Gérard, cheveux en feu sur *le visage, tient un cerf-volant* qui se détache sur un ciel gris et pommelé. *Mais Pierre* n'est pas content de son œuvre et veut la déchirer, des tics agitent son beau visage fin, il replie son dessin avec une fureur brutale et inexplicable. Martine se détourne du sien et, le regard vers un horizon vague, remue indistinctement les *lèvres. Un sourire injustifié* orne son visage penché.

Quant à Gérard, il y a des heures qu'il joue au cerf-volant, tout comme hier, tout comme demain. Il agonit son jouet d'injures mais ne peut s'empêcher de l'admirer qui flotte *« là-haut à 200 mètres »*, en réalité à 20 mètres. D'autres adolescents psycho*tiques sont* partis, seuls, à vélo, visiter un château de la région. Ce soir, ils reviendront, c'est sûr. Quatre jeunes sont, depuis hier, à quelques kilomètres d'ici en « camp volant », avec un moniteur. Ils ont dormi sur la dure.

La marquise « dérape »

Pour le visiteur pressé, le paysan qui passe en tracteur devant la ferme de la Chevalerie, dans *ces confins* du Maine-et-Loire et de la Loire-Atlantique où la chouannerie a laissé des traces, les psychotiques en vacances sont des jeunes comme les autres. Mais à voir ces adolescents on ne tarde pas à croiser des regards perdus, à remarquer des corps mal dans leur peau, à entendre des discours incohérents ou des *murmures trop bas*. Geneviève, quinze ans, qu'on appelle ici *« la Marquise »*, parle, en vérité, comme écrivait la comtesse de Ségur. C'est d'abord amusant de l'entendre raconter qu' *« elle a dû déployer des trésors d'astuce pour se tirer de ce mauvais pas »*. Puis on se rend compte que ce ne sont que des phrases destinées *à remplir le vide. Et cette même* Geneviève on la retrouvera démente quand, après minuit, vociférante, insupportable, elle criera à travers la maison sa haine d'un autre pensionnaire, sans cause apparente. Le « dérapage » de *« la Marquise »* est spectaculaire et exprime l'angoisse qui l'étreint.

D'autres angoisses sont moins décelables et se traduisent par un mutisme épais, une prostration profonde ou une agressivité par*fois inquiétante*. Les bras en croix, son grand corps élancé barrant le chemin, Henri, un jeune Noir qui a vu mourir sa grand-mère dans son lit, supporte mal l'intrusion de l'étranger : *« Halte ! ici c'est la frontière, on ne passe pas, je suis le douanier, montrez vos papiers. »*

On ne pénètre pas l'univers des psychotiques, on tourne autour, à distance respectueuse : *« Vous venez voir les spécimens ? »*, nous *a demandé sèchement un chevelu* qui a fait des dizaines de tentatives de suicide. Les fous intriguent et inquiètent par leur différence mais, en même temps, ils rassurent. La ferme de la Chevalerie joue ce double rôle pour le *village de Challain-la-Potherie. Il* y a plusieurs années que des élèves du centre psychothérapique Etienne-Marcel, de Paris, viennent faire ici de courts séjours estivaux. Il en coûte environ 200 F aux familles, le reste étant pris en charge par la Sécurité *sociale*. Pour Mlle Thérèse Tremblais, psychanalyste, directrice de cet hôpital de jour qu'elle a fondé en 1962, la venue des enfants et des adolescents à la campagne est consécutive à des tâtonnements *empiriques dont elle pense qu'ils* permettent, par approches successives, de trouver parfois le moyen de guérir les malades mentaux.

Sans esprit de système, sans théorie habilement plaquée sur le réel, elle a créé avec ses collaborateurs un *lieu de vie* où *les* jeunes peuvent disposer — réellement quand ils sont ici mais aussi comme lieu de référence quand ils sont, pendant l'année, à Paris — d'une institution temporaire souple sans être laxiste. Mlle Tremblais est née dans cette campagne de bois et d'étangs où des paysans accueillants vivent, assez *mal*, sur *20 hectares*. Cela a bien facilité les choses : aucune hostilité ne s'est jamais manifestée contre « ceux de la Chevalerie », ces jeunes qu'on n'appelle pas ici des fous parce qu'on pense que les vrais fous sont enfermés.

Mme Marthe Robert, sympathique fermière déçue par la mort *lente de ce village de mille habi*tants qui en a perdu soixante entre deux recensements, aime accueillir ces adolescents qui lui rendent de menus services, par exemple en aidant à soigner des moutons : *« Je le fais parce que j'ai la chance d'avoir de beaux enfants qui vont bien, mais des gens, au village, sont méfiants. Ils sont étonnés qu'on les laisse aussi libres d'aller et de venir. Ils disent que ce sont des jeunes anormaux, à moitié fous, et qu'on ne sait pas ce qui peut leur passer par la tête. En tout cas, ça met toujours bien de l'animation dans notre village, sinon qu'y aurait-il ? »* Des malades mentaux qui viennent à la kermesse paroissiale ça ne peut pas être vraiment des *« fous »*.

Mlle Tremblais ne prétend pas forcer les villageois et les psychotiques à entrer en relations, encore moins à s'apprécier. Elle veut que les choses se fassent naturellement. Le jeune Gilles, par exemple, qui rêve de devenir pilote de Boeing et occupe pour l'instant un petit emploi de manu*tentionnaire*, a tourné pendant quelques jours autour de la ferme des Baudouin, les voisins immédiats de la Chevalerie. Il venait dire bonjour, puis repartait. Aujourd'hui, il s'est lancé : *« Je voudrais travailler. »* M. Baudouin, petit, chafouin, lunettes et casquette à carreaux, lui a expliqué qu'il n'y avait pas grand-chose à faire dans les cultures, mais qu'il y avait de l'ouvrage au jardin. Pour la première fois depuis le début du camp, Gilles a ôté sa cravate pour s'occuper des choux-fleurs.

Les Baudouin ; Mme Robert ; le *forgeron, chez qui on va souvent* ; la porcherie, où on accueille aussi les jeunes ; les étangs où ils se baignent ; *celui* où ils *pratiquent* la voile ; l'église, où quelques-uns vont à la messe, même si c'est pour murmurer des insanités au fond de l'église : autant de points de repère dans l'univers perturbé de ces psychotiques, dont beau*coup sont en voie de guérison*.

La campagne belle et paisible, les paysans, dont le bon sens peut aider les thérapeutes, la rupture provisoire avec des familles pathogènes, la cohabitation avec les moniteurs-professeurs du centre Etienne-Marcel — ils sont cinq pour une vingtaine de jeunes au camp — tout cela facilite, sans qu'on puisse exactement l'expliquer, l'évolution bénéfique qui se fait ici, même si, pour chaque adolescent, le séjour d'été ne dure pas plus de deux semaines.

M. Dinko Stambak, soixante-trois ans, Yougoslave venu en France *il y a trente ans, jeune d'esprit* et de corps, théologien, professeur de philosophie et humoriste, est l'un des piliers du centre Etienne-Marcel. Il ne croit guère aux théories, et les querelles des psychanalystes avec lesquels il travaille le font parfois plus rugir que sourire. Il sait que la psychanalyse est à la base du travail thérapeutique de l'hôpital de jour et de la ferme de la Chevalerie, mais cela ne l'empêche pas de constater : *« Dans la réalité de la vie, au contact de ces enfants, les théories n'aident pas, nous avançons dans un terrain vague, dans des sables mouvants. »*

Ni précaution ni répression

Pendant tout le séjour il faudra chaque jour inventer une pédagogie, un climat d'attention autour des jeunes qui ne soit ni autoritaire ni laxiste, et, comme le dit Mlle Tremblais, éviter aussi bien *« les regards de précaution que les regards de répression »*.

Ce soir, par exemple, l'équipe des éducateurs devra débattre cette question : peut-on autoriser les deux jeunes employées de la cuisine à inviter chez elles — comme elles en ont l'intention — tous les jeunes de la Chevalerie pour une « surboum » ? *A priori*, Pierre et Christine, deux des membres de l'équipe, n'y voyaient pas d'inconvénients, au contraire. Mais, après une *longue discus*sion, la directrice et le responble du camp, M. Tricky, professeur *de mathématiques d'origine tuni*sienne, estiment qu'il faut dire « non ». Les risques sont trop grands pour les deux jeunes employées (1).

A trop fréquenter le monde des *psychotiques, on s'y attache* parce qu'on s'y habitue et que — en dehors des périodes de grande dépression ou d'extrême agressivité — *il n'est pas hostile ni* désagréable et sait être séduisant. On serait parfois tenté d'oublier d'où viennent ces jeunes, de quelle solitude psychologique et affective, de quel mutisme de l'âme. Certains de ceux que nous avons rencontrés à la *Chevalerie* sont depuis trois ou quatre ans à l'hôpital de jour Etienne-Marcel. La *plupart d'entre eux s'en sortiront*, sans doute les trois quarts. Ils pourront suivre — ou suivent déjà — une formation professionnelle — qui dans l'agriculture, qui dans la comptabilité ou le commerce — et vivre normalement dans un monde qui prétend ne pas être fou. L'idéal serait qu'ils trouvent dans cette vie-là ce que permettent les *séjours à la Chevalerie* : la respiration dans un espace de liberté, au propre et au figuré.

BRUNO FRAPPAT.

(1) Dans une étude sur les hôpitaux de jour, Mlle Tremblais écrivait en mai 1974 : « *La structure de l'hôpital de jour doit être assez solide pour que les reprises identificatoires, les rôles, soient clairs pour l'adolescent, que ne s'installe pas la confusion d'identité des personnes ; assez souple aussi pour que chacun puisse changer ses positions, ses techniques, ouvrir sans cesse aux malades un champ de création et d'invention.* » Il existe, dans Paris et la région parisienne, une *quinzaine* d'hôpitaux de jour gérés par des associations et qui accueillent des enfants ou des adolescents.

CARNET

Décès

— M. Tony Callot,
Armelle et Sébastien Callot,
M. et Mme André Charoy
M. et Mme Claude Callot et ses grands-parents, frères, sœurs, beaux-frères, belle-sœur, parents et amis, ont la douleur de faire part de la mort accidentelle en montagne de
Mme Tony CALLOT
née Marie-Alix Charoy,
survenue le 9 août 1975 à l'âge de trente et un ans.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu, le 13 août, dans l'intimité à Nassandres, Eure.

Une messe sera célébrée ultérieurement à Paris.

12, rue de la Collinerie,
78870 Bailly.
53, boulevard Beauséjour,
75016 Paris.
Maumont,
16600 Magnac par Ruelle.

— Nous apprenons la mort de
M. Jean GUIMIER,
survenue le 14 août dans sa soixante-troisième année.

Les obsèques auront lieu le samedi 16 août, à 11 heures, cimetière de Saint-Christophe-les-Alès (Gard).

[Jean Guimier était un militant actif des milieux sportifs. Membre du parti communiste depuis 1933, il a été inspecteur de la jeunesse et des sports, puis chargé de l'éducation physique dans les écoles normales. Secrétaire de la commission sportive auprès du comité central du P.C., il consacrait en outre tous ses efforts, ces derniers temps, à ses fonctions de secrétaire général de la Fédération nationale des offices municipaux des sports.]

— Sallanches, Domancy, Sainte-Foy-lès-Lyon, Lyon.

On nous prie d'annoncer la disparition en montagne, le 8 août 1975, à l'âge de vingt ans de
François REPOUX
et François MASSOT.

Une messe sera célébrée à leur intention en l'église de Domancy (Haute-Savoie), lundi 18 août 1975 à 15 heures.

De la part de
M. et Mme Michel Repoux,
Béatrice, Armelle, Daniel, Emmanuel Repoux,
M. et Mme Gabriel Massot,
Pierre et Robert Massot,
Mme Marcel Pochat,
Mme Gabriel Massot,
M. et Mme Robert Menard,
M. et Mme Louis-Noël Repoux, leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Guy Repoux et leurs enfants,
M. et Mme Michel Grassal, leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Patrice Angebault, leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Xavier Dupré La Tour, leurs enfants et petits-enfants,
M. Pierre Pochat,
M. et Mme Alain Cornette de Saint-Cyr et leurs enfants,
M. et Mme André Gardet et leurs enfants,
M. et Mme Jean Menard, leurs enfants et petite-fille,
M. et Mme Jean Cadilhac, leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Pierre Menard, leurs enfants et petit-fils,
M. et Mme Pierre Soubes et leurs enfants,
M. et Mme Jacques Guinet et leurs enfants.

Cet avis tient lieu de faire-part.
Sainte-Foy-lès-Lyon et Lyon.

Anniversaires

— Pour le premier anniversaire de la mort accidentelle de
Me André DUBIGEON
Une pieuse pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

Visites et conférences

SAMEDI 16 AOUT

VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — Caisse nationale des monuments historiques. — 15 h., *devant Saint-Pierre de Montmartre*, Mme Lemarchand : « Le village de Montmartre ». — 15 h., 62, rue Saint-Antoine, Mme Pennec : « Hôtel de *Sully* ». — *15 h., métro* Halles, Mme Thibaut : « Dans les pas de Molière ». — 15 h. 30, hall gauche du château, Mme Zujovic : « Le *château de Maisons-Laffitte* ». — 21 h., marches de l'église Saint-Gervais, Mme Pennec : « Le Marais illuminé ».

15 h., entrée : « Le château de Vincennes » (L'art pour tous). — 11 h., 18, rue du Cloître-Notre-Dame : « La cathédrale Notre-Dame » (Association française des arts). — 15 h., 1, rue Saint-Louis-en-l'Ile : « Les hôtels de l'Ile Saint-Louis » (A travers Paris). — 15 h. 15, avenue Rachel : « Cimetière Montmartre » (Mme Barbier). — 15 h., devant l'église Saint-Thomas-d'Aquin : « Les hôtels de la rue du Bac » (Mme Ferrand). — 15 h., 45, quai Bourbon : « Les plus beaux hôtels de l'Ile Saint-Louis » (Paris et son histoire). — 16 h., 21, rue Saint-Louis-en-l'Ile : « Ile Saint-Louis, l'église, les hôtels » (Mme Rouch-Gain).

DIMANCHE 17 AOUT

VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — Caisse *nationale* des monuments historiques. — 15 h., centre de la place des Victoires, Mme Lemarchand : « Autour de la *place des Victoires* ». — 15 h., 2, avenue du Père-Lachaise, Mme Pajot : « Le cimetière du Père-Lachaise ». — 15 h., métro Botzaris, *Mme Pennec : « Les Buttes-Chau*mont ». — 15 h., 62, rue Saint-Antoine, Mme Vermeersch : « Hôtel de Sully ». — 15 h., métro Sully-*Morland. Mme Thibaut : « Dans* les pas de Mme de Sévigné au Marais ». — 15 h. et 16 h. 30, hall gauche du château, Mme Zujovic : « Le château de Maisons-Laffitte ». 14 h. 30, entrée rue des Abondances : « Les jardins Kahn à Boulogne » (L'art pour tous). — 15 h., 18, rue du Cloître-Notre-Dame : « Les parties interdites de Notre-Dame » (Association française des arts). — 16 h., 2, rue Pavée : « Les synagogues du vieux quartier israélite de la rue des Rosiers. L'église des Blancs-Manteaux » (A travers Paris). — 15 h., 12, rue de Tournon : « Le Sénat » (Mme Barbier). — 15 h., métro Lamarck-Caulaincourt : « Vieux village de Montmartre » (Mme Camus). — 10 h., métro Denfert-Rochereau : « Les Catacombes » (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

ÉDUCATION

L'AFFAIRE DU C.E.S. D'HARFLEUR

La décision du tribunal de Paris

Un article de notre collaborateur Bertrand Le Gendre, intitulé « La loi et l'ordre », paru dans *le Monde* du 13 décembre 1974, et qui mettait en cause le principal du collège d'enseignement secondaire Pablo-Picasso, d'Harfleur, M. Maurice Cupidon avait vivement ému ce dernier.

M. Cupidon avait alors demandé au tribunal correctionnel de Paris de constater que certaines expressions utilisées par notre collaborateur, telle *« loyauté ancillaire à l'égard du recteur d'académie »* ou encore, qu'une observation comme celle-ci : *« M. Cupidon est noir »*, revêtaient dans le contexte de cet article un caractère nettement péjoratif et injurieux.

Devant le tribunal, notre collaborateur a bien évidemment fait valoir que *le Monde* n'avait aucune vocation raciste, ce dont M. Cupidon a convenu bien volontiers, qu'il avait seulement tenté de rendre compte de la *situation qui régnait à l'époque* dans cet établissement. Bertrand Le Gendre n'avait pas manqué de déclarer qu'il regrettait que son compte rendu ait pu paraître injurieux ou malveillant à l'égard du plaignant.

Cependant, le tribunal de Paris, par un jugement en date du 8 juillet 1975, après avoir rendu *hommage* à M. Cupidon et souligne que sa brillante carrière était due à sa volonté et à ses qualités personnelles, a considéré que l'article incriminé contenait bien des expressions injurieuses à l'égard du plaignant. Il a, en conséquence, condamné M. Le Gendre à une peine d'amende de 2 000 F et a alloué à M. Cupidon des dommages et intérêts.

● *L'école occitane d'été* organisée, du 24 au 30 août à Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne), des cours audiovisuels de langue *occitane pour enfants* et adultes. Elle offrira également des cours de « civilisation d'oc » et des rencontres avec des représentants de l'université occitane d'été, de syndicalistes et de responsables de l'Institut d'études occitanes.

★ **Renseignements et inscriptions : M. Jean Rigouste, 7, rue du Docteur-Brocq, 47000 Agen.**

PRESSE

LA JOURNÉE D'ACTION DU 20 AOUT ET LA GRÈVE DU 21 AOUT

Le comité intersyndical du Livre parisien C.G.T. presse et labeur a examiné les modalités pratiques concernant la journée d'action du 20 août et notam*ment* :

— Dans le labeur, grève de vingt-quatre heures le 20 août ;

— Dans la presse quotidienne, aucun titre ne paraîtra le 21 août ;

— Aux N.M.P.P. et à Presse-Routage : arrêt du travail du 20 août, à 21 heures. Reprise du travail le 21 août à 21 heures ;

— Dans les agences de presse, arrêt du 20 août à 12 heures au 21 août à 12 heures.

Le rassemblement pour la manifestation centrale est fixé à l'angle de la place de l'Opéra et de la rue du 4-Septembre, à 14 h 30 le mercredi 20 août.

Le comité intersyndical du Livre parisien C.G.T. presse et labeur « *félicite les travailleurs pour leur large participation aux actions du 6 août. Leur participation massive à cette manifestation démontre leur ferme volonté de s'opposer aux attaques du pouvoir et du patronat conduisant au démantèlement de l'imprimerie, à la fermeture de nombreuses entreprises, aux atteintes aux droits acquis.*

» *Le comité intersyndical du Livre parisien appelle les travailleurs du Livre à mettre tout en œuvre pour faire de cette journée du 20 août une puissante démonstration de leur volonté de défendre leur droit au travail, pour battre en brèche les prétentions du pouvoir et du patronat qui entendent supprimer quinze mille emplois dans l'imprimerie* », conclut le communiqué.

● *L'U.N.S.J.* vient de procéder à l'installation de son nouveau bureau : *Président*, Gérard Gatinot (C.G.T.) ; *vice-président*, Pierre Marin (C.F.D.T.) ; *secrétaire général*, Edouard Guilbert (S.N.J.) ; *trésorier*, Louis-Georges Hétier (F.O.) ; *membres* : Nicole Boucher (C.G.T.), Maurice Bataille (F.O.), Christian Dernoncourt (S.N.J.) et Marc de Preneuf (C.F.D.T.).

AUJOURD'HUI

Journal officiel

Sont publiés au *Journal officiel* du 15 août 1975 :

DES DECRETS

● Portant nominations dans l'armée active ;

● *Modifiant* les dispositions du code du travail relatives à l'interdiction d'emploi des femmes et des jeunes travailleurs à certains travaux ;

● Fixant le montant de la contribution forfaitaire instituée par l'article 64 de la loi de finances pour 1975 (n° 74-1129 du 30 décembre 1974) à la charge de *l'employeur qui embauche un tra*vailleur étranger permanent en faisant appel à l'Office national d'immigration ;

● Portant nomination d'inspecteurs généraux de l'instruction publique ;

● Fixant la composition et les règles de fonctionnement du conseil supérieur des hôpitaux ;

● Portant création d'un institut universitaire de technologie des pays de l'Adour et arrêté complétant la liste des spécialités et des options enseignées dans les instituts universitaires de technologie.

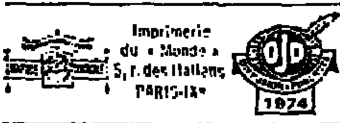
UN ARRETE

● *Modifiant* la liste des spécialités pharmaceutiques remboursables aux assurés sociaux.

MÉTÉOROLOGIE

En raison du mouvement de grève qui affecte les services de la Météorologie nationale depuis le 14 août, nous ne sommes pas en mesure de publier les prévisions habituelles et les températures enregistrées en France et à l'étranger.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.



MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1227

HORIZONTALEMENT

I. Ce peut être une invitation à se mettre à table ; Agent de liaison. — II. Terme musical ; Un jour vint où son aspect découragea ses prétendants ; Bien fourni ; Fis en sorte de ne pas perdre une chose de vue. — III. Mesure de sécurité ; Vieil *oncle*. — IV. Démonstratif ; Préfixe ; Ordonne ; Pas cher du tout (inversé). — V. Fin de participe ; Prouvera qu'il est en me*sure de prendre* une décision ; Délicat quand il est fin. — VI. Provoquent des départs en tombant ; Prénom épelé ; Conjonction. — VII. Possessif ; Avec elles, il faut s'attendre à avoir des pépins ! ; *Abréviation*. — VIII. Opération commerciale ; C'est le temps qui les fait presser. — IX. Pronom ; A pris parti ; Genre d'épine. — *X. Désigne* un religieux ; Champêtres ; Terme musical. — XI. Possessif ; Est haïssable ; Trébuchaient sous l'Ancien Régime. — XII. En Thessalie ; Sont souvent sinueux. — XIII. Arme éventuelle ; Disparu (in*versé*). — XIV. Manque d'énergie ; Fait apparaître une charpente ; Adverbe. — XV. Retarde une chute ; Cuvette ; Pour *le casser*, il faut au moins être deux.

VERTICALEMENT

1. Aujourd'hui moins qu'hier et bien plus que demain (pluriel) ; Devient glissante dès qu'elle est cirée. — 2. Travail d'une jeune mère ou d'une nourrice ; Passe rarement inaperçue ; A moitié plats. — 3. Abréviation ; Dans le nom d'une pâtisserie ; Un coup dans la caisse. — 4. Ville de France ; Ancien pays ; Tachent un tissu. — 5. Le plus désagréable des compères ; Mesures ; Saint. — 6. Pronom ; Sur un plan. — 7. Ses victimes se portent généralement très mal ; Dans l'Orne. — 8. Désigne une tête couronnée ; Objet de ruées ; Conjonction ; Brusque accès de fièvre. — 9. Forme de devoir ; Le séjour préféré du Premier Consul ; Ne resta pas fille après avoir connu l'amour. — 10. Elle prise (épelé) ; En moins ; Se signala aussi par de grands travaux. — 11. Peut convenir à une fille (épelé) ; Susceptible d'être mieux supportée ; Se désaltérait dans le Nil. — 12. Un qui n'a pas inventé la poudre (inversé) ; Comme une folle entreprise ; Canton de France. — 13. Matière éventuelle d'un pot ; S'opposent ; *Façon de parler*. — *14. Concerts* en plein air ; Chassés par nos lointains devanciers ; Source de bien-être. — 15. D'un auxiliaire ; Couvertes d'une certaine essence ; A souvent pour parrain un personnage historique.

Solution du problème n° 1226

Horizontalement

I. Tête ; Alep. — II. Urubus ; Ca. — III. To ; Purs. — IV. Esmeras. — V. Réer ; Na. — VI. Rait ; Io. — VII. Usent ; Rê. — VIII. Art ; Emir. — IX. Réélus ; Ee. — X. Assas ; Rus. — XI. Semer.

Verticalement

1. Tuteur ; Aras. — 2. Eros ; Aurès. — 3. Tu ; Tristes. — 4. Ebriété ; Las ! — 5. Me ; Usé. — 6. Aspérités. — 7. Ur ; Rê. — 8. Ecran ; Rieur. — 9. Passagères.

GUY BROUTY.

Le Monde du TOURISME et des LOISIRS

Hôtellerie 1975 : des clés pour une bonne étoile

I. — La famille aux fourneaux

UN robinet qui fuit, un lit qui grince, un volet qui bat. Ainsi va souvent l'hôtellerie française... On a le sentiment d'un laisser-aller général. Se faire servir paraît une exigence anachronique.

Il y a encore de « bonnes maisons » qui savent recevoir sans pour autant offrir le confort d'un palace. Mais beaucoup d'hôtels traditionnels ne sont plus à la *hauteur de leur réputation. Les* clients s'en détachent à regret pour fréquenter des établissements standardisés, où le côté pratique des choses compense la grisaille de l'accueil.

Les hôtels traditionnels ont du mal à joindre les deux bouts. Les charges salariales représentent un bon tiers des dépenses d'exploitation. « *Il y a vingt ans, un coefficient de remplissage de 25 % suffisait à couvrir les frais : le personnel ne coûtait rien. Aujourd'hui, pas de bénéfices possibles sans un taux d'occupation d'au moins 60 %* », affirme le directeur d'un établissement parisien. Une performance qui n'est pas à la portée du plus grand nombre.

L'hôtellerie familiale, qui tournait sans apport de main-d'œuvre « étrangère », s'en sortait plutôt bien. Mais les jeunes rechignent à travailler avec leurs parents, *comme leurs parents. Jadis, on* offrait au voyageur le gîte et le couvert. Pour économiser des bras, de nombreux hôteliers en viennent à condamner leurs fourneaux ou à simplifier leurs menus. Louer des chambres donne moins de tracas que servir des repas. Le client, dans cette opération, reste parfois sur sa faim. « *La cuisine est assez lamentable : plus de crabes, de tourteaux, de langoustes..., de la ratatouille comme partout* », se plaint un habitué.

Le temps des Rolls

Tout irait un peu mieux, pensent les hôteliers, si la rue de Rivoli se montrait plus compréhensive. Certes, les établissements classés « tourisme » bénéficient, sur la partie hébergement, d'un taux de T.V.A. minoré : 7 %. Mais les établissements non homologués, qui totalisent quand même sept cent mille lits sur un million et demi, sont taxés à 17,60 %. La profession souhaite que le gouvernement reconnaisse sa qualité d'exportateur — « *Nous prenons des devises aux touristes pendant leur sommeil* » — et qu'à titre d'encouragement, il veuille bien effacer toute trace de T.V.A. sur la facture des clients étrangers.

« *Nous employons plus de salariés — 525 000 — que l'industrie automobile* », notent les hôteliers qui réclament l'abolition d'un mode de calcul des cotisations de sécurité sociale, assis sur les salaires. Un système trop désavantageux pour une activité qui, contrairement à d'autres, ne peut améliorer sensiblement sa productivité. Pas d'hôtels presse-boutons possible : les lits, il faudra toujours les faire.

La France possède le parc hôtelier le plus important d'Europe. L'État n'a pas jugé utile de faciliter, en priorité, sa modernisation. Des années durant, les prêts bonifiés du Fonds de développement économique et social (F.D.E.S.) ont été réservés au financement de nouveaux établissements, spécialement des établissements de grande capacité en région parisienne.

Les pouvoirs publics ont, depuis trois ans, rectifié le tir. Les crédits du F.D.E.S. — 245 millions de francs en 1974 — vont aux hôtels de bas de gamme. Désormais, l'accent est mis sur les opérations de rénovation. Enfin, un effort en faveur de la petite hôtellerie rurale est à l'étude. L'attribution de primes spéciales d'équipement pour les 1 et 2 étoiles — 50 millions de francs en 1975 — complètent ce dispositif, qui a un défaut : avoir été mis en place un peu tard.

« *Il est inadmissible que des firmes semi-publiques utilisent des fonds publics*, » note toutefois M. Marcel Bourseau, président de la Fédération nationale de l'hôtellerie. *La S.N.C.F., par filiale interposée, construit des hôtels sur son domaine, et bénéficie, en outre, de prêts du F.D.E.S. Ce n'est pas une lutte à armes égales.* » L'avertissement vaut aussi pour les collectivités locales. La municipalité d'Orange, dans le Vaucluse, n'a-t-elle pas donné un terrain viabilisé à ses frais en concession à Euromotel, filiale des Wagons-Lits, pour y bâtir un hôtel de 104 chambres ? C'est là bien mal récompenser les « privés » qui viennent d'ouvrir un établissement de 45 chambres en centre-ville et d'en agrandir deux autres.

Beaucoup de professionnels n'ont plus cet allant. L'âge y fait. Se lancer dans l'aventure ne leur dit rien qui vaille. Ils veulent rester maîtres chez eux et refusent de se plier à des normes. *Une seule tentation les guette :* se débarrasser de leurs fonds de commerce, si l'occasion se présente, de réaliser une fructueuse opération immobilière.

Certains hôteliers seront peut-être obligés de mettre la clé sous la porte plus tôt que prévu. Ce sont, évidemment, les grands palaces qui « consomment » une main-d'œuvre abondante — quatre cents employés pour deux cents chambres au Plaza-Athénée, à Paris — qui s'effaceront les premiers s'ils n'ont pas su se moderniser à temps. « *Et puis, les grosses fortunes disparaissent. Il y a quinze ans, trois Rolls et deux Bentley stationnaient en permanence sous la marquise* », raconte un chasseur.

Pour se maintenir à flot, l'hôtellerie traditionnelle use souvent d'artifices. Ce sont, en général, des établissements entièrement amortis, gérés à l'économie, autant que faire se peut dans le cadre familial. « *Tout le système repose, en outre, sur une large fraude fiscale*, admet un professionnel, *sur laquelle l'administration ferme les yeux.* » Imposition avantageuse au forfait, calcul « serré » des charges sociales...

Il est aussi des hôteliers qui ne se contentent pas de sauver la face. Beaucoup s'efforcent de diversifier leur clientèle, de mélanger hommes d'affaires et touristes. Cette politique de « recrutement tous azimuts » permet de boucher les creux des fins de semaine, des jours fériés et des mois d'été. Une récente enquête a révélé que 7 % seulement des familles descendent à l'hôtel quand elles se déplacent, mais que 37 % souhaiteraient s'y arrêter si elles trouvaient des prestations adaptées et des prix abordables.

Quel établissement n'a pas, aujourd'hui, sa salle de conférences ? La mode est aux séminaires. Les hôteliers n'entendent pas être les derniers à en profiter. C'est un peu leur ballon d'oxygène. « *En louant des chambres, en servant des repas et en organisant des réunions, nous tenons là une bonne formule d'exploitation* », reconnaissent-ils.

L'affiliation à une chaîne volontaire est parfois, pour un hôtel traditionnel, la condition de son renouveau. Elle lui offre la possibilité de rationaliser ses méthodes de gestion et, surtout, de dégager la force de financement nécessaire à sa restauration. Le groupe britannique Trust House Forte, qui a repris le Plaza-Athénée — « quatre étoiles » luxe, — a dépensé 40 millions de francs en quatre ans pour moderniser, de fond en comble, ce palace parisien.

La situation de l'hôtellerie saisonnière est plus précaire encore. Le personnel n'est plus aussi « malléable » qu'autrefois : il ne se laisse pas facilement embaucher puis débaucher sans obtenir des garanties. La durée de la saison est trop courte : « *Quarante-cinq jours de bon par an en Bretagne : comment voulez-vous que nous nous en sortions ?*, souligne un professionnel. *Et puis, la fermeture entraîne des frais supplémentaires : assurances, gardiennage, entretien. Un hôtel, ça fatigue très vite, surtout au bord de la mer.* »

Pour s'en sortir, certains hôteliers recourent à des expédients. On « matraque » le touriste pendant trois mois. On mange ses revenus en six mois. Au printemps, on commence à tirer la langue. On vit alors à découvert en attendant la belle saison...

Certains professionnels tentent de s'organiser différemment. « *L'an dernier, nous avons réalisé 30 % de notre chiffre d'affaires, d'avril à juin, grâce aux séminaires*, dit le directeur du « Royal », un « quatre étoiles » de La Baule, en Loire-Atlantique. *On amortit ainsi nos frais fixes en avant-saison et on essaye ensuite de dégager un léger bénéfice avec notre clientèle d'été.* » Quoi qu'il en soit l'établissement est affilié à la chaîne « Lucien Barrière », qui possède des casinos et des hôtels. Et les premiers, si nécessaire, font vivre les seconds.

« *La construction d'un établissement saisonnier est une opération par nature déficitaire*, remarque-t-on chez Novotel. » « *Il n'y a pas de solution possible dans le cadre de la logique capitaliste* », assure-t-on chez Frantel. Les grandes chaînes refusent de s'intéresser aux hôtels de détente. Holiday Inn, dont la raison sociale est placée sous le signe des vacances, vient de « lâcher » son « quatre étoiles », de Tignes, en Haute-Savoie. « *Aux individuels de jouer cette carte-là*, précise-t-on chez Borel. *La conception de la chambre, de la restauration et de l'animation n'est pas la même en ville, à la mer ou à la montagne. A chacun son métier. Le nôtre, c'est de bâtir des hôtels d'affaires.* »

« Réchauffer » le marché

L'hôtel est un élément essentiel d'animation dans une station de sports d'hiver ou une station balnéaire. Pour encourager la réalisation de tels établissements, il appartient aux collectivités publiques de « réchauffer » le marché sous forme, par exemple, de cession gratuite de terrain, et aux promoteurs d'imaginer de nouveaux modes de financement sous forme, par exemple, d'opérations en multi-propriété. Au demeurant, n'est-il pas souhaitable de revoir la conception même des hôtels de vacances, d'en alléger les structures et, finalement, d'en réduire les coûts de construction et d'exploitation ?

Il n'y a pas de meilleur remède aux maux dont souffre l'hôtellerie saisonnière qu'un large étalement des congés. Jusqu'à présent, ni les encouragements publics ni les incitations financières n'ont réussi à modifier le comportement des millions de Français qui, chaque année, se jettent, tous ensemble, *sur la route des vacances.*

Près de 70 % des touristes qui visitent la Corse le font pendant les trois mois d'été : 86 % d'entre eux fréquentent le littoral. Concentration dans le temps et dans l'espace. L'hôtel ne suffit plus à la demande. Il faut imaginer d'autres formules : camping-caravaning, villages de vacances, gîtes ruraux, location d'appartements, résidences secondaires, *logement chez l'habitant.* Sur la côte Aquitaine, les hôtels représentent 10 % seulement du « réceptif ».

Pour beaucoup, cependant, les vacances sont le seul moment et l'hôtel le seul endroit où l'on puisse encore « se faire servir ». L'exotisme aidant, ils s'en vont d'un coup d'aile — et à bon compte — peupler les caravansérails de Tunisie, des Baléares, ou de la Costa-Brava. Il est vrai que le soleil ne s'y fait pas désirer, ce soleil qui joue de si mauvais tours aux hôteliers français.

JACQUES DE BARRIN.

(Nous publierons dans le prochain « Monde du tourisme et des loisirs », daté samedi 23 août, la suite de cette enquête.)

D'AVANT 14...

L'industrie hôtelière a réalisé, l'an dernier, un chiffre d'affaires de l'ordre de 17 milliards de francs. Dominée par les établissements de petite et moyenne importance — 38,6 % n'ont pas de salariés, — elle emploie environ 500 000 personnes.

En 1974, on comptait en France, 15 677 hôtels homologués pour 390 792 chambres, soit une moyenne d'à peine 25 chambres par unité. La clientèle étrangère représente plus du quart des nuitées dans l'hôtellerie homologuée.

Les « un et deux étoiles » totalisent, à eux seuls, 75 % de la capacité hôtelière. De 1969 à 1974, 1 527 établissements — en particulier des « trois étoiles » — ont été créés soit 41386 chambres. Les prêts du fonds de développement économique et social (F.D.E.S.) représentent environ 32 % des investissements globaux dans la construction et la modernisation de l'hôtellerie. Ces investissements se sont élevés, l'an dernier, à plus de 750 millions de francs.

Malgré tout, 58 % des hôtels français datent d'avant 1914, 21 % d'entre les deux guerres. 17 % des établissements sont localisés à Paris, 40 % dans les stations thermales, balnéaires et de sports d'hiver. Les « chaînes » réalisent encore moins de 5 % du chiffre d'affaires global de la profession ; elles pourraient couvrir 10 % de ce marché en 1980.

TAUROMACHIE

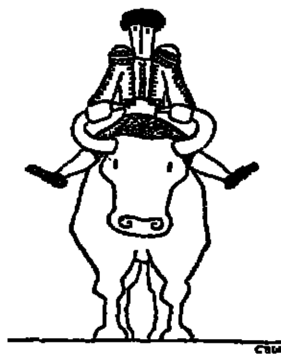
LE BON VIN DE LA MADELEINE

LE temps des veaux est passé. Un règlement qui, en 1970, a imposé aux éleveurs de marquer leurs bêtes du chiffre de l'année a été appliqué. Depuis 1974, on ne voit donc plus combattre dans les corridas dites formelles que des taureaux de quatre ans, ou de « cinq herbes ». A défaut d'autres vertus, ils ont au moins celle de n'être plus ces adolescents sans malice qui, de l'apogée du règne de Manolete (1945) à la retraite du Cordobés (1973) ont permis à quelques affairistes de transformer la tauromachie en chorégraphie, la gesticulation de l'homme à la pointe des cornes se substituant à ce qui faisait la signification même de l'art de Lagartijo et de Belmonte : une sérénité lucide apaisant une aveugle fureur. Dès lors que le mouvement changeait de camp et que l'homme s'en chargeait, face à une bête immobile de stupeur infantile, la tauromachie devenait une branche un peu magique du ballet, plus cruelle et plus périlleuse, avec ses vedettes, ses Noureev et ses Donn, éblouissants mais vains

Le retour à une certaine réalité du taureau ne résout pas tous les problèmes. De même qu'il ne suffit pas d'avoir l'âge d'homme pour être intelligent, il ne suffit pas qu'un taureau ait quatre ans pour rendre à la corrida sa grandeur. Si un certain régime alimentaire, ou on ne sait quelle drogue ou châtiment préalable lui donne des pattes de flanelle, si le limage de ses cornes et les brutalités qui l'accompagnent lui infligent un choc psychique irrémédiable, il redevient ce veau insipide, cet infirme dont on prétend guérir la tauromachie : on l'a encore constaté cette année, d'Arles à Séville. Mais le courant qui se développe contre ces pratiques, et qui s'est notamment manifesté lors des ferias de Madrid et de Pampelune, porte enfin ses effets. S'ils chutent trop souvent encore dans le cours du combat, la majorité des taureaux que l'on a vu pénétrer cette année dans les arènes françaises avaient au moins le « trapio », la prestance, qui sied à leur espèce. Ce qui ne veut pas dire qu'ils mettent au combat l'ardeur qu'on prête volontiers au taureau sauvage, ni que leur dignité retrouvée inspire toujours leurs adversaires.

Ainsi à Mont-de-Marsan, pour la feria de la Madeleine. Le médiocre bilan des trois corridas données là cette année ne saurait être imputé à l'absence de vrais taureaux — on en a vu de très beaux, ceux de Carlos Urquijo, surtout le deuxième jour, — ni même seulement à leur humeur revêche, mais surtout aux fautes des deux autres responsables de la fête : les toreros et le public. Le taureau est premier et c'est autour de lui, de sa force, de sa bravoure, de sa « caste » que tout s'organise et prend son sens. Mais si, face à lui, les toreros ne font pas leur métier et si, autour d'eux, les témoins corrompent le rite par imbécillité, incompétence ou ingénuité, alors le cirque est là, et l'animal noble bafoué.

Un mot de ce public, donc. On n'en veut pas à quelques ivrognes. Après tout c'est la fête, il fait chaud, le vin est bon et tout le monde ne peut se croire à vêpres, sur ces gradins. Jamais, « tinto » ou pas, jurançon ou pas, les « borrachos » des arènes montoises n'atteindront le degré de grossièreté avinée qui plaît si fort aux touristes de Pampelune. Les braillards de vin ont donc droit de cite. Mais les braillards « tauromachiques » !



(Dessin de Cadier.)

Un gitan au cœur ferme

La deuxième corrida avait tout pour s'épanouir en fête — des taureaux, un bon trio de toreros, une présidence vigilante. Un public d'aveugles sonores l'a transformé en foire. Prenons un garçon comme Paquirri, très doué et qui, dans son style de Figaro napolitain, a été, voici trois ou quatre ans, une manière de grand torero. Il se survit, chacun le sait, dans la facilité, jouant d'un métier sans faiblesse, sinon sans défaut. Le voilà à Mont-de-Marsan, face à un beau taureau plutôt franc de collier. Qu'il l'accueille dans sa cape, pose des banderilles ou le conduise dans sa muleta, il peut mesurer exactement l'ampleur de l'ovation à la vulgarité de ses gestes. Qu'il cède à la charge en esquissant le « pasito » en arrière, pour se jeter ensuite, corne passée, sur les flancs du taureau, et c'est le triomphe. Plus il danse et plus ils l'acclament.

Paquirri n'est pas un saint, il s'en faut. Il est devenu un homme de spectacle qui offre ce qu'on lui demande. Le public aime les trucs, en redemande ? Les voilà ! Figaro peut chanter sur trois tons, et même faux, si la clientèle le veut. Face à ce quatrième taureau d'Urquijo, le Paquirri de 1972 aurait donné, devant le public de Madrid ou de Séville, un cours de vraie tauromachie. Devant les badauds de la Madeleine, il a nonchalamment pris la mesure de son vis-à-vis, en attendant un coup d'épée superbe — car il lui reste cela, au sémillant Paco, ce point d'honneur qui fait que celui qui tue doit prendre le risque d'être tué.

Moins cyniques peut-être, mais non moins complaisants, ses confrères ont laissé s'enliser la féria dans l'ennui. Il y avait là cinq toreros à la mode — outre Paquirri, Galan, Teruel, Nino de la Capea et Paco Alcalde. On peut dire qu'en ces trois journées pas un d'eux n'a vraiment toréé, c'est-à-dire conduit un taureau, modifié l'axe et le rythme de la charge en lui imposant sa volonté. A qui lui en faisait grief, Antonio José Galan, que l'on a vu cette année fabuleux de courage et d'efficacité devant les plus forts taureaux de Seville et de Pampelune, ripostait en riant : « Face aux grands taureaux, je me bats pour la vie. Devant ceux qui n'en veulent pas à ma vie, je ne sais que faire du spectacle. »

Restaient les trois inconnus de la fête, les deux novilleros récemment sacrés matadors, Roberto Domininguez et Sebastian Cortes, et l'étrange Rafael de Paula, le gitan de Jerez dont les admirateurs disent qu'« il n'est bon qu'au sud de Guadalquivir, mais alors, quelquefois, admirable ». Il débutait ce jour-là en France. On a vu un grand diable à la distinction mystérieuse, au visage basané de lapin des steppes, sanglé dans un superbe costume goyesque, accueillir son premier taureau par quatre véroniques marquées d'une majestueuse inquiétude. On a eu ainsi, pendant dix secondes, l'illusion d'être au sud de Guadalquivir. Il ne lui en fallut pas plus pour repasser la rivière. Après, ce ne fut pas même désastreux. Médiocre, simplement.

Gitan aussi, mais au cœur plus ferme, est Sebastian Cortes. Un faciès superbe de spadassin exotique à l'œil vert, une belle ligne, des gestes, l'aptitude à attendre la charge, un répertoire fleuri : la recrue paraît bonne. Comme cette autre qui nous vient de Valladolid, Roberto Dominguez, neveu d'un petit maître des années 30, avec lui aussi une silhouette élancée, le bras ample, l'art de « composer la figure », une intelligence en éveil et l'évidente volonté de ne pas se satisfaire des effets à la mode. Il y a chez ces deux garçons une certaine façon d'occuper l'espace qui n'est ni banale ni vulgaire. La feria montoise de 1975 ne nous aurait-elle offert que ces deux noms, et les images fugitives qui déjà s'attachent à leur souvenir, on lui en saurait gré.

JEAN LACOUTURE.

Tourisme

IL ÉTAIT UNE FOIS LA COTE D'ÉMERAUDE

Un voyage «rétro» de Dinard à Saint-Malo

« *De tout le beau pays de France, il n'y a pas pour moi de coin plus attrayant que la côte d'Emeraude, et il n'y en pas certainement où le visiteur de l'Angleterre soit mieux accueilli. Ici le charme et la gaieté des habitants s'harmonisent parfaitement avec la couleur et l'enchantement du paysage* », écrivait en 1948 l'amiral lord Frazer, premier lord de la mer.

La côte d'Emeraude et la Grande-Bretagne sont inséparables. Une vieille histoire d'amour qui commence par de violentes disputes et se termine sur un « happy end » : les Anglais au cours des siècles bombardèrent *Saint-Malo et le Mont-Saint-Michel* ; ce sont ces mêmes Anglais qui lancèrent Dinard et firent le renom de cette côte.

En 1860, Dinard n'est qu'un village de marins. De 1900 à 1930, les Anglais et les Américains transforment la commune en un des lieux les plus huppés et les plus « fous » des côtes françaises. Même l'Angleterre traditionnelle y a ses habitudes : l'hiver les officiers en retraite de l'armée des Indes prennent quartier à Dinard. Existent à cette époque « le club des Messieurs » et le « club des Dames ». La fête franco-anglaise ne connaît pas de répit. On se reçoit dans de somptueuses villas dont certaines rappellent les demeures anglaises. Des hôtels luxueux sont là pour héberger leurs hôtes princiers. On joue au golf, au tennis, après avoir admiré le monoplan de Roland Garros sur la plage de l'Ecluse on se rend au champ de courses. Le Café anglais — qui existe toujours — et le pâtissier-glacier Lebras poussent leurs terrasses alors que, non loin de là, les bijoutiers Van Cleef et Arpels ouvrent boutique.

Madame Hughes-Hallet, « la reine de Dinard », tient table ouverte dans sa villa « Monplaisir », aujourd'hui l'hôtel de ville. Toutes les têtes couronnées de l'Europe se rendent à « Monplaisir » où l'on donnent dans l'actuelle salle du conseil municipal des soirées inoubliables. M. Henri Fermin souligne dans son livre *Dinard à la Belle Epoque : « La ville s'amuse et se distrait royalement et les fêtes se multiplient dans une débauche de couleurs, les plumes bleu gendarme des chapeaux, les larges dentelles et les froufrous des robes s'animent dans des bostons et des cake-walks endiablés.* »

Les congés payés, la guerre, la disparition de l'empire britannique, l'attrait des rivages méditerranéens et la suppression de la liaison maritime régulière entre Saint-Malo et Southampton portent un coup fatal à Dinard. La ville se recroqueville. Les hôtels tels le Gallic, le Royal, les Terrasses, le Michelet sont vendus en appartements ou sont simplement abandonnés comme le Crystal qui dresse toujours sa carcasse métallique au bord de la plage. Aujourd'hui le Printania, le Roche Corneille et le Grand Hôtel sont les derniers représentants de ce brillant passé. « *Il y a encore de l'argent ici,* confie un vieux Dinardais, *mais les riches ne descendent plus en ville. Ils jouent au golf, se retrouvent dans leurs villas de La Richardais ou de La Vicomté et font du bateau.* » Comme le déclare M. Joseph Frontin, directeur de l'Office touristique de la côte d'Emeraude : « *Le luxe ici c'est fini. On trouve maintenant à Dinard une clientèle bourgeoise et familiale qui vient du Nord, de Rennes et de la région parisienne* ».

Les villas blanches

La station d'autrefois n'est plus qu'un souvenir. Elle n'a perdu cependant ni de son attrait ni de son charme. Au contraire. Le quartier de la Malouine, désuet et mélancolique, possède toujours ses grandes villas du début du siècle. On les croirait sorties d'un film de Walt Disney avec leurs petits clochetons, leurs balastres blancs, leurs étages bizarrement disposés et leurs façades démodées. Ici le rétro n'est pas une mode, il existe. La couleur de la mer, le balancement des voiles, la calme atmosphère des rues, les maisons vieillotttes, la promenade avec ses messieurs portant cravate et blazer, les jeunes filles en robes à fleurs, tout cela donne à la station un charme tout droit descendu des tableaux impressionnistes.

Aujourd'hui Dinard s'articule, pourrait-on dire, autour de trois grandes plages, d'un club hippique, d'une piscine olympique d'eau de mer chauffée, des écoles de voile, d'un golf de dix-huit trous et d'un terrain de camping de 8 hectares qui s'étend le long de la mer, et de quarante-quatre hôtels. Un casino, ouvert toute l'année, *atteint 1 million de recette brute.* « *Une clientèle moyenne* », remarque son directeur. Mais Dinard ne possède pas, contrairement à Saint-Malo, de port de plaisance. Un handicap pour l'avenir.

Cette saison les mille appartements et villas mis à la disposition des estivants ont pratiquement tous été loués. « *Une bonne année* », assure un agent immobilier. Les locations varient entre 1 000 et 7 000 francs alors qu'un appartement de trois pièces se vend 260 000 francs.

Dinard compte 10 000 habitants. Ce chiffre, suivant la municipalité, passerait à 14 000 en 1981. Le développement de cette petite ville est lié, en fait, à celui de Saint-Malo. Naguère séparées par l'estuaire de la Rance, les deux cités sont aujourd'hui reliées par la route-digue de l'usine marémotrice de la Rance, construite en 1967.

Saint-Malo, contrairement à Dinard où on réside, est une cité où on passe. On y passe même beaucoup. Les touristes de la côte d'Emeraude (des Français mais aussi des Allemands, des Belges, des Hollandais, des Canadiens — pèlerinage à Jacques Cartier) arrivent en masse dans le pays de Robert Surcouf. Ce Robert Surcouf dont on vous dira ici qu'à tout prendre il est loin de valoir le grand homme de la mer que fut cet autre Malouin, René Duguay-Trouin, corsaire puis lieutenant-général de la marine royale.

« *Le monde cette année? Affolant* », déclare Mme Christiane Menhinick, directrice du syndicat d'initiative qui a embauché des hôtesses bilingues. La cité malouine, jumelée depuis 1966 avec Saint-Servan et Paramé, compte 45 000 habitants (3 000 intra-muros), qui sont submergés durant les mois d'été par des visiteurs dont le moins qu'on puisse dire est que pour beaucoup, comme le fait remarquer un libraire, ils « *manquent de panache* ». Comme aux Saintes-Maries-de-la-Mer, où on n'hésite pas à devenir cow-boy, il s'en faudrait de peu ici pour qu'on revêtît le costume de pirate... Mais il est sans doute d'autres façons d'approcher le pays corsaire que celles jusqu'alors proposées aux touristes.

Dans le cadre de la visite de la cité, pourquoi, comme le demandent certains responsables de la ville, ne pas envisager un itinéraire permettant de découvrir les malouinières dans leur cadre exceptionnel ? Il existe, en effet, aux portes de Saint-Malo, une quarantaine de magnifiques demeures du début du dix-huitième siècle totalement inconnues. Seule une exposition de photos, organisée par le secrétariat d'Etat à la culture, permet aujourd'hui de les découvrir.

Comme toute la côte d'Emeraude, la cité malouine souffre de la suppression de toute liaison directe avec l'Angleterre. La récente affaire du *Mary-Poppins* (*le Monde* du 30 mai 1975) est encore présente dans toutes les conversations. Ce bateau, appartenant à une compagnie allemande, la T.T. Line, se proposait de relier Saint-Malo à Southampton. Les Malouins ont peu apprécié que l'intervention dans leur cité des « gens de Roscoff » provoque l'échec de ce projet, contesté également par les syndicats. Un des principaux adversaires du *Mary-Poppins* est la société BAI (Bretagne, Angleterre, Irlande), de Roscoff, dont le président directeur général est M. Alexis Gourvennec. Cette société, qui assure une liaison entre Roscoff et Plymouth, se propose d'ouvrir une ligne, du 20 août au 12 octobre, entre Saint-Malo et Plymouth. Mais, comme l'a déclaré récemment M. André Blin, président de la chambre de commerce de Saint-Malo, « *il n'en reste pas moins que ces services commencent en fin de saison, et qu'ils ne compensent pas ceux du Mary-Poppins qui devaient débuter le 31 mai 1975 avec un service journalier jusqu'au 12 octobre* ». M. André Blin précise : « *Ce service aurait eu pour effet d'apporter à de nombreuses professions du tourisme, de l'hôtellerie et du commerce en général, un regain d'activité non négligeable et dont nous avons grand besoin* ».

« Mon pays natal »

Les représentants de la T.T. Line n'auraient pas abandonné leur projet et donneraient rendez-vous pour une liaison régulière Saint-Malo - Southampton à partir du 1er mars 1976, mais avec un autre bateau et... un autre équipage.

La côte d'Emeraude, c'est également une suite de petites stations tranquilles, échappées du temps, qui ont leurs fidèles et leurs familles. Ce sont, entre Cancale et le cap Fréhel : Saint-Lunaire, Saint-Briac, Saint-Cast, Lancieux et Saint-Jacut, vieux noms de saints celtiques venus d'outre-Manche au sixième siècle. Egrenées le long de la baie du Mont-Saint-Michel, se trouvent des communes moins fortunées, plus artisanales et plus sauvages, telles que Le Vivier, Cherrueix, Hirel et Saint-Benoît-des-Ondes. C'est le pays des polders et des grèves mouvantes. Un entracte entre Avranches et Saint-Malo.

Sur toute la côte, les terrains de camping et les maisons familiales se sont multipliés. Il en est de même pour les écoles de voile. La région est particulièrement bien choisie pour la pratique de ce sport. Les abris sont fréquents et la montée du flot dans le golfe de Saint-Malo est une des plus fortes du globe (le flux dure environ cinq heures et le reflux sept heures. L'amplitude de cette formidable pulsation dépasse parfois 13 mètres). Granville et Saint-Malo vont multiplier les installations à l'intention des vacanciers : on annonce, pour 1976, respectivement 800 et 1 000 emplacements.

Depuis quelques années, la côte d'Emeraude se présente comme une région de congrès à vocation européenne. Dinard, Saint-Malo, Granville, avec, pour soutien, l'abbaye du Mont-Saint-Michel, qui offre un cadre prestigieux à des manifestations culturelles, ont orienté une politique en ce sens. Mais le faible réseau hôtelier de la côte et la dispersion des possibilités d'hébergement permettront-ils à cette politique de réussir ?

Appuyée sur un arrière-pays attachant, avec des cités comme Dinan, Dol-de-Bretagne, Combourg et Fougères, la côte d'Emeraude, qui doit son nom à l'historien malouin Eugène Herpin, n'a pas eu à subir, comme certaines de ses sœurs, les méfaits d'une trop forte urbanisation. Tout est réuni pour que se développe dans cette région un tourisme de qualité. Peut-être manque-t-il de l'audace aux responsables régionaux et locaux de cette côte, comme aux hôteliers, qui se contentent de vivre sur la lancée du passé et de gérer ce qui existe et qui en vaut, c'est vrai, la peine. Né à Combourg, enterré sur l'îlot du Grand-Bé face à Saint-Malo, Chateaubriand écrivait : « *Je suis allé bien loin admirer les scènes de la nature, j'aurais pu me contenter de celles que m'offrait mon pays natal.* »

JEAN PERRIN.

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207 - 23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M. ex-COMMUNAUTÉ (sauf Algérie)	90 F	160 F	232 F	300 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE	144 F	273 F	402 F	530 F
ETRANGER par messageries — I - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS - SUISSE	115 F	210 F	307 F	400 F
II. — TUNISIE	125 F	231 F	337 F	440 F

Par voie aérienne tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus), nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en caractères d'imprimerie.

Jardinage

Bouquets sans larmes

LES Français aiment les fleurs et le disent... avec *des chiffres : de 29 % en* 1967, nos compatriotes sont passés à 54 % en 1972 pour estimer qu'il était indispensable d'avoir des fleurs chez soi. Evolution considérable liée à ce climat de plus en plus tourné vers la nature et l'environnement, mais qui place encore le consommateur français loin derrière ses partenaires de la C.E.E. (trois fois moins d'achats de fleurs que l'Allemand, deux fois moins que le Danois ou le Néerlandais).

Des fleurs, on en trouve aujourd'hui l'année entière. Et, pour peu qu'on le veuille, il existe des possibilités offertes pour tous les budgets. C'est du moins ce qu'affirment les représentants des quelque huit mille fleuristes en boutique qui quadrillent la France. *De plus en plus le vrai fleuriste* se veut l'anti-marchand de fleurs ou, plus exactement, le complément du marchand de fleurs. Des boutiques modernes, voire même un peu sophistiquées, un personnel de qualité (il faut plusieurs années pour devenir un bon ouvrier qualifié), un effort pour fournir un produit frais et durable sont les premiers résultats tangibles d'un certain renouveau de la fleuristerie française.

Certes les tenants de cette évolution sont encore la minorité, mais leur dynamisme fait tache d'huile, d'autant que le métier de fleuriste, en pleine expansion, offre un avenir certain aux jeunes qui s'y engagent.

En ce mois d'été, les prix des fleurs sont modestes, la gamme des produits variée, et pour le jardinier, client sans doute inconstant car « producteur » lui-même, il y a abondance dans les carrés et les plates-bandes. Aucune excuse n'est donc admise, et l'on peut à loisir garnir la maison de bouquets. Bouquets classiques, raffinés et opulents ; bouquets dans la tradition romantique, tendres, pastels et nuancés ; bouquets champêtres aux corolles plus rustiques qui font rêver à la fraîcheur des sous-bois et aux talus herbeux des chemins.

Il est toujours difficile de vider un jardin de sa substance, et les plates-bandes ne supportent qu'en cas de surabondance d'être légèrement dégarnies. Ceci est moins vrai au jardin de week-end, où une grande moisson est possible, voire recommandée avant le départ du dimanche. Cette cueillette devient une forme de nettoyage agréable qui favorise le retour de nouvelles floraisons pour les semaines suivantes. Une rotation naturelle s'établit très vite, et l'on peut ainsi disposer de fleurs au jardin comme dans les vases. Mais l'idéal demeure le « *jardin bouquetier* » — comme l'appelait si joliment Olivier de Serres, — et qui, sans être inesthétique, présente bien des avantages pour la culture et la cueillette.

Pour remplir le jardin bouquetier, le choix demeure assez vaste mais décisif, car de nombreuses fleurs ne supportent guère un long séjour en vase (1). On pourra y trouver :

● Des *annuelles* (*généralement* semées au printemps) : anthemis, campanules capucines, centaurées, choux d'ornement, chrysanthèmes à carène ou des moissons, clarkias, coleus (pour le feuillage), coreopsis, cosmos, godetias, gypsophiles, lavatères, lupins, mufliers, œillets, phlox de drummond, pois de senteur, reines-marguerites, roses d'Inde, soleils, souci, tabacs d'ornement, zinnias ;

● Des *bisannuelles* (*semées en* été pour fleurir au printemps suivant) : digitales, giroflées, myosotis, œillets de poète, pâquerettes, pensées, primevères, roses trémières ;



● Des *vivaces* : anémones du Japon, asters, campanules, doronics, gaillardes, *hellebores*, iris, leucanthemes, œillets mignardises, *pyrèthres*, pivoines, rudbeckias, scabieuses, valérianes, verveines, verges d'or, violettes odorantes.

● *Des bulbes* : anémones, agapanthes, ails d'ornement, alstroemères, dalhias à petites fleurs, lis, narcisses, renoncules, tulipes ;

● Des *feuillages* : quelques persistants (cotonesters, conifères...), des caduques (cornouillers, euphorbes, fougères, noisetiers pourpre...), et des emprunts au potager (feuilles d'artichauts, de cardons, de betteraves *pourpres*, d'asperges...) ;

● Des *fleurs pour les bouquets secs* si précieux en hiver : achillées, acroclinum, echinops, helipterum, immortelles, lavandes, lunaires, statices.

Dans la glace

Fournies par le fleuriste ou cueillies au jardin, les fleurs exigent un minimum de soins si l'on veut en profiter pleinement et prolonger leur durée. Pour le voyage, les rouler dans un journal humide glissé dans un sac plastique, si possible à l'obscurité. Que de fleurs terminent leur existence chaque dimanche sur la place arrière des automobiles ! A l'arrivée, faire boire les fleurs avant de les préparer en les disposant debout dans un seau largement rempli d'eau. Au moment de la confection du bouquet, bien tailler les tiges en biseau afin d'offrir une surface maximum pour la pénétration de l'eau.

L'arrangement lui, reste une affaire de goût et d'un peu de technique. Un bon pique-fleurs lourd (*Camelia*, qui se double d'une ventouse, est un des meilleurs modèles sur le marché) ou un pain de mousse synthétique qui se gonfle d'eau permet de maintenir en place toutes les tiges au gré de sa fantaisie.

Pour les *mains* par trop timides ou inexpertes, des cours de bouquets d'amateurs existent (Société nationale d'horticulture de France, 84, rue de Grenelle, Paris-7e). Ils permettent d'apprendre à choisir un vase, à ne pas *hésiter au moment du sacrifice* d'une longue tige, à marier feuillages et fleurs, à oublier ce « bouquet » encore si fréquent fait de quelques tiges longues et rigides, fichées dans un vase à l'eau plus ou moins limpide.

Pour prolonger les souvenirs d'un été fleuri, il est possible de congeler des boutons de fleurs dans un bloc de glace. Ce n'est évidemment qu'un amusement et l'on ne doit pas songer en faire un jour un bouquet. Pourtant, le soir de Noël, un centre de table fait d'une coupe ou semblent éclore au milieu des glaçons les fleurs apparues au cœur de l'été demeure un spectacle aussi charmant qu'éphémère.

MICHELE LAMONTAGNE.

(1) Traitons les rosiers, à part. Nous avons sélectionné (en gras) quelques variétés qui nous paraissent les plus remarquables. Blanc : Youki San, *Message*, *Reine des neiges*, *Iceberg* ; jaune : Mme A. Meilland, Sun King ; rose : Carlita, Chicago Peace, Maria Callas, Michèle Meilland, Queen Elizabeth, Sonia ; rouge : Baccara, Allegro, Chrysler Imperial, Super Star, et la toute nouvelle Golestan, dont le nom seul fait rêver aux jardins de roses de Saadi : mauve : *Charles de Gaulle*, Intermezzo, Sissi ; bicolore : Mme Dieudonné, Rose Gaujard.

(*) Renseignements sur les métiers de fleuriste : Fédération nationale des fleuristes de France, 22, rue du Pont-Neuf, Paris-1er, tél. : 231-40-32.

Plaisirs de la table

CAVES BUISSONNIÈRES

LE Bas-Médoc est la partie du Médoc située vers l'embouchure de la Gironde, de Saint-Seurin-de-Cadourne à la pointe de Graves. Ses meilleurs crus sont établis sur des croupes graveleuses. C'est le cas de Potensac. D'autres en terrains plats de nature argilo-calcaire. C'est le cas d'Ordonnac. Mais ces deux noms forment un petit village (moins de quatre cents habitants) sous le nom d'Ordonnac et Potensac.

Cette érudition toute neuve parce que j'ai découvert l'autre jour, à table, un cru bourgeois : château potensac. Cru bourgeois ? Cela peut paraître un peu mièvre si l'on s'en tient au classement de 1855 (1er, 2e, 3e, 4e et 5e crus) suivi du classement de 1932 distinguant en dessous de ceux-ci trois autres catégories : crus bourgeois supérieurs du Haut-Médoc, crus bourgeois du Haut-Medoc et enfin, petits derniers, les crus bourgeois du Médoc. Seulement voilà ! Il y a les classements et il y a les vins. Il y a les classements et il y a les cépages et la vinification. Ainsi château potensac reflète-t-il un domaine exclusivement complanté en cépages nobles, cultivé avec grand soin, bien situé et dont les vins ont une bonne richesse de sève, de la finesse et de la distinction. Bref des vins au-dessus de leur classification.

Donc je goûtai un château potensac 1971. Je le trouvai aimable et même peut-être mieux. Mais mon émerveillement vint du 1972, léger, fringant, avec un petit goût framboisé qui m'enchanta.

Château potensac appartient aux mêmes propriétaires que le léoville las cases qui est lui un deuxième cru classé sur la commune de Saint-Julien et, bien entendu, tout autre chose. J'ai, sur mon élan, goûté le léoville 1971 et le 1972.

On sait que les 1972 sont mal considérés. J'ai sous les yeux le classement des millésimes établi, pour 1975, par la Compagnie des courtiers-jurés piqueurs de vins de Paris. Dans les bordeaux rouges, 1971 mérite quatre étoiles (grande année) et les vins de 1972 deux étoiles (année moyenne). Je n'ai pas la superstition des millésimes. Je veux dire que je crois que, même dans une année mauvaise ou simplement médiocre, on peut trouver (date de la récolte, soins de la vinification) de très bons vins. De même les « années du siècle » peuvent livrer de méchantes bouteilles. Eh bien, en ce qui concerne le léoville las cases je trouve ici confirmation de ma thèse : ce 1972 est tout particulièrement réussi et... pas très loin du 1971 !

Et pour potensac ? Eh bien ! je préfère encore le 1972 au 1971, ce qui n'est pas je crois l'avis de son producteur.

M. Paul Delon est ancien président du syndicat des grands crus classés du Médoc. Je suppose donc qu'il accepte ce classement. Mais, à propos, lorsqu'il y a deux ans le mouton-rothschild devint (enfin) premier grand cru, ne nous dit-on point que, tous les deux ans, la suite du classement de 1855 devait être, petit à petit, revue ? Qu'en est-il ? J'imagine que léoville las cases pourrait passer premier cru. Et que potensac devrait quitter sa bourgeoisie originelle... Ce sont les mystères (encore d'autres !) de Bordeaux !

La vieille glycine

Mais, au demeurant, sur la route des vacances, vous rencontrerez peut-être d'autres mystères et d'autres vins. Des petits vins de pays, comme on dit quelquefois — et mal — avec dédain ! Voire de grands vins inconnus, oubliés. N'est-ce pas l'occasion d'en découvrir les charmes, d'en goûter l'originalité, d'en réhabiliter les qualités ?

Il y a des années et même des lustres que je n'ai trouvé, par exemple, sur une carte, un vin rouge d'Arbois du Château d'Arlay. J'ai gardé un souvenir pourtant parfait de ce vin d'exception. Si vous en rencontrez, au coin d'une table, ne le manquez point !

Combien de vacanciers, sur la Côte d'Azur, passent à côté de ce vin de Ballet, niçois et mal connu, et qui vaut mieux que quasi tous ceux dits de Provence ? Combien, en Savoie, passent à côté du crépy, de l'arbin, de la mondeuse mais surtout de cet étonnant blanc de chasselas de La Ripaille que le bon docteur Ramain plaçait, avec celui des Abymes, au dessus de tout ?

C'est ainsi qu'il y a déjà, oh ! bien longtemps ! passant par Chavignol, j'ai découvert la tonnelle avec la vieille glycine du « Pé » Maréchal et son étonnant vin. Le vieil homme n'est plus, mais le petit village de vignerons, le plus anciennement connu du sancerrois, reste égal à lui-même. Ses habitants, depuis des siècles, cultivent la vigne avec amour et, selon l'expression de Pierre Bréjoux (« Les Vins de Loire » édition de la revue du vin de France), les Chavignolais font montre « d'un état permanent de disponibilité pour faire plaisir à leurs amis ». Il y a maintenant à Chavignol une trentaine de vignerons. Cette année, je viens de faire la connaissance du vin de l'un d'entre eux : ce sancerre-chavignol 1974 de M. Roger Moreux a obtenu une médaille d'argent au concours général 1975. Il est parfait, je ne saurais en dire plus. Et je répéterais avec Bréjoux que le nom de chavignol ajouté, sur l'étiquette, à l'appellation sancerre est « un sous-titre qui prend des dimensions telles que le nom de sancerre paraît éclipsé ».

LA REYNIERE.

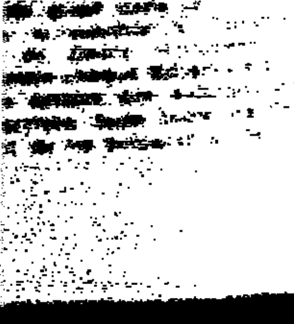
Alvignac-les-Eaux

JE ne sais pas ce que soignent les eaux d'Alvignac, mais la villette est charmante avec les ruines de son cimetière mérovingien et les promenades alentour aux gouffres de Revellion et de Padirac. Rocamadour n'est qu'à 3 kilomètres, belle aussi à visiter, et où l'on trouvera, chez la veuve Pégourié, de ces charmants fromages de brebis, ronds et plats, qui, en vieillissant, durcissent au point de devoir être cassés au marteau. C'est sur le causse de Gramat, au début de l'hiver, que l'on commence de fabriquer des cabécous au lait de brebis ; ensuite, on utilise le lait de chèvre, puis de vache (et, hélas ! de plus en plus de vache). Les vrais « rocamadour » sont bons entre avril et novembre.

Donc, à Alvignac-les-Eaux, je vous signale le Grand Hôtel Palladium (avenue de Padirac, tél. 23). Dans un cadre champêtre, une trentaine de chambres confortablement modernes, avec piscine. Des menus de bonne cuisine saine. La gentillesse d'une bonne hôtesse, Alice Vayssouze.

A la carte, je relève le confit d'oie du Quercy, la galantine du Périgord, l'omelette aux truffes, le coquelet au vin de Cahors, la fricassée de cèpes paysannes, la salade aux noix et un succulent gâteau au chocolat. Mais encore, si vous le demandez à « Alice », vous pénétrerez plus profondément dans la cuisine quercynoise avec les tourins (soupes diverses, depuis celui des mariés aux tomates, celui des chasseurs, aux raves, jusqu'au tourin à l'ail). J'ai goûté un tourin bourru, au Palladium, qui était un vrai régal simple et « joyeux ». Ou encore avec les miques. La mique de Rocamadour, celle de Souillac, celle de Lacapelle-Marival, sont différentes et semblables à la fois : ce sont des boules de farine (de blé ou de maïs, voire de pain) additionnées de lard et cuites dans le bouillon du pot. Cela tient au corps, mais le vin de Cahors est là pour faire passer... — L. R.





Maison 

ASTUCES

CE qui intéresse le plus les femmes lorsqu'elles feuillettent un catalogue de cuisine, ce sont les astuces de rangement dont sont pourvus les éléments les plus sophistiqués. Sans avoir à s'engager dans un achat onéreux, il est possible d'équiper soi-même un élément simple, à l'aide de quelques accessoires rationnels.

● *Pour ranger les casseroles* dans le minimum de place, il existe une tige télescopique (à fixer au sommet de l'élément de cuisine) dotée de cinq crochets : les ustensiles y sont suspendus en s'emboîtant (*Kipantou, 18,50 F*, grands magasins et catalogue des Trois-Suisses). Sur un montant vertical s'étagent cinq bras de longueurs décroissantes où accrocher les casseroles (*Evenlux*, 31 F, aux Galeries Lafayette). Une armature verticale, de 46 cm de haut, permet de superposer cinq casseroles, maintenues horizontalement *dans des cadres en* fil d'acier chromé (Samaritaine, 51 F).

● *Les tasses*, suspendues par leur anse, s'insèrent facilement dans un placard. Un porte-tasses, à visser au sommet d'un élément, est fait d'une tige télescopique supportant six barres munies d'un crochet à chaque bout (Trois-Suisses, 11 F). Une potence, fixée sur une paroi latérale, supporte un « manège » pour douze tasses (*Evenlux*, aux Galeries Lafayette). Même système pour accrocher les petits instruments de préparation.

● *Les piles d'assiettes* seront fractionnées en hauteur pour éviter toute casse et permettre une meilleure préhension. Un porte-assiettes en *fil d'acier* plastifié blanc superposé, sur trois étages, dix-huit assiettes de même taille, plates ou creuses et à dessert (25 F, aux Trois-Suisses). Un plateau rond supporte, au sommet, neuf grandes assiettes et à la base neuf sous-tasses, encadrées par un carrousel où sont suspendues les tasses (25 F, catalogue de La Redoute).

● *Un tiroir* n'est pratique que bien compartimenté. Pour y parvenir, des plaquettes en plastique beige sont extensibles (de 32 cm à 60 cm) et existent en deux hauteurs *différentes* (Samaritaine, 12 F et 15,70 F). Des casiers en plastique de couleurs vives, de huit formats différents, se juxta*posent et reçoivent tous les types* de couverts de table et de cuisine (*Rubbermaid*, grands magasins).

● *Pour avoir l'épicerie* courante à portée de main, un double plateau rond tournant est monté sur roulement à billes (La Redoute et les Trois-Suisses). Un nouveau type de rangement, à fixer sous une étagère *ou sous un élément* de cuisine, apparaît en deux fabrications différentes : soit un fond tiroir en plastique transparent coulissant sur un cadre à glissière (32,50 F le lot de trois, à La Redoute), soit un support-rail à *trois alvéoles*, dans *lesquels* s'insèrent les couvercles de boîtes transparentes, de diverses tailles (*Graloc*, 6,50 F *le support* et de 4,50 F à 10 F la boîte, aux Galeries Lafayette). Le même fabricant présente des bacs-tiroirs compartimentés de 40 × 30 cm et 9 cm de haut, à installer à l'aide de deux glissières sous une étagère ou un élément de rangement.

JANY AUJAME.

Expositions

● A Londres, le Design Centre, installé près de Piccadilly Circus, présente une exposition de cadeaux et souvenirs sélectionnés parmi les meilleures créations britanniques. (Shopping in Britain, jusqu'au 27 septembre, 28 Haymarket, Londres.)

● A Limoges, une exposition de porcelaine groupe les dernières créations des fabricants de la région et les services à décors traditionnels. Un film et des panneaux photographiques expliquent l'histoire d'une pièce de porcelaine, de sa création à sa fabrication. (hôtel de ville de Limoges, jusqu'au 15 septembre. Entrée gratuite.)

Mode 

CHEVEUX LISSES

COUPES courtes, petits chignons et effets *lisses*, voilà ce que suggèrent les coiffeurs à la veille des départs en vacances. Alexandre, J.-M. Maniatis, Daniel Harlow, Jean-Louis David, Carita, Jacques Dessanges et Gaston Lèbre, entre autres, cherchent en effet à aérer les coiffures de façon qu'elles s'entretiennent toutes seules... ou presque.

Pour ce faire, ils coupent les cheveux de façon à dégager la *nuque et les oreilles*, en laissant assez de longueur sur le dessus pour varier les volumes. Les cheveux mi-longs se rejettent en arrière, maintenus par de petits peignes ou des barrettes, à moins que l'on ne préfère la natte en queue de cheval.

Pour garder l'effet de lisse une fois les cheveux secs, Gaston Lè*bre (1) les coiffe à la gomina* « argentine » (autour de 5 francs dans les grands magasins), qui fera ressembler à Carlos Gardel. On l'éliminera le soir par le brossage. Sans alcool, elle n'abîme aucunement les cheveux.

Quelques nouveautés en permanentes donneront un peu de gonflant *(Volumod* de l'Oréal) sans friser les cheveux. Luis Llongeras (2) applique pour sa part un mélange secret de traitements qui assure — *dit-il* — une coiffure impeccable pendant deux mois ! Alexandre (3), lui, ne boucle que les extrémités des cheveux, tandis *que Maniatis (4)* mélange mèches raides et bouclées.

L'été au soleil peut aussi donner l'occasion d'essayer de nouveaux produits. La brillantine revient, notamment chez Antoine (25,50 F) pour blondes ou pour brunes, chez René Furterer (en oombe, entièrement végétale, 28 francs). *Photo-Plage*, de Solba, se veut un « écran solaire » pour cheveux secs ou mouillés (20 francs, chez Patric Alès) (5). Quant aux cheveux décolorés, on les entretiendra par quelques applications d'eau oxygénée autour du visage et sur la nuque, suivies d'un rinçage à l'eau douce.

NATHALIE MONT-SERVAN.

(1) 27, rue Saint-Sulpice, Paris (6e).
(2) 229, rue Saint-Honoré, Paris (8e).
(3) 120, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris (8e).
(4) 35, rue de Sèvres, Paris (7e).
(5) 37, avenue Franklin-Roosevelt, Paris (8e).

Hippisme 

POUR UN PARI A 100/1

LE bleu revient à la mode. Lianga en pare le prix Jacques le Marois. La coupe est celle du grand faiseur : six longueurs, à l'arrivée, sur *Ski Commander* et *Delmora*, décidément ressuscités ; huit sur l'inusable *El Toro* et *Dandy Lute*. *Angel Penna* sait habiller les pouliches.

Daniel Wildenstein n'a pas assisté au succès de ses couleurs. Probablement effectue-t-il quelque croisière en dehors des eaux territoriales pour justifier une domiciliation en France sur laquelle le fisc, on le sait, n'a pas toujours été d'accord. Mais la stratégie fiscale est-elle seule en cause ? Le bleu, s'il s'impose à *Deauville, est désormais définiti*vement absent d'Auteuil et ne s'est pas retrempé aux ventes du Kentucky, auxquelles il empruntait une partie de son teint. On a l'impression d'une desaffection, au moins d'une baisse d'intérêt, étayant les rumeurs de transfert qui circulent autour de l'écurie française (pardon pour la domiciliation) numéro un.

Dans l'immédiat, c'est de transferts de poulains qu'il s'agit. Deauville commence à vivre à l'heure des ventes de yearlings. Elles *se* dérouleront du 29 août au 3 septembre. Sept cent vingt et un poulains et pouliches sont inscrits.

A l'échelon mondial, le pur-sang — première victime des récessions économiques — est en régression. A Keeneland (Etats-Unis), qui ouvre le calendrier des ventes, le prix moyen par sujet s'est maintenu : 53 540 dollars, pour 53 489 en 1974. Mais si l'on tient compte de l'inflation et de la dépréciation du dollar intervenues depuis un an, la stabilité apparente du prix équivaut, en fait, à une diminution, *en monnaie constante*, de l'ordre de 10 à 12 %.

A cette baisse mondiale s'ajoutent des facteurs spécifiquement français. La récession générale est plus sensible ici que *dans d'autres pays, en tout* cas qu'aux Etats-Unis. A la suite des récents mouvements des lads, et les augmentations de prix de pension qui en ont résulté, l'écart s'est creusé entre le prix de revient d'un cheval à l'entraînement et les espérances de gain (environ 18 000 F, en moyenne, par an et par cheval, déduction faite des pourcentages au jockey et à l'entraîneur). La différence est difficile à chiffrer avec précision : elle dépend des éléments qu'on fait entrer dans les calculs ; mais on peut considérer *que chaque cheval* à l'entraînement dans la région parisienne coûte en moyenne à son propriétaire 6 000 F à 8 000 F de plus qu'il ne gagne, étant entendu que quelques champions, dont l'existence nourrit tous les espoirs, rapportent, quant à eux, mille fois cette somme.

« Achetez français »

Parmi les facteurs de baisse, il faut encore évoquer la contre-publicité que Deauville fait à Deauville. Le programme n'ayant pas *été changé — ou peu*, — les courses de la côte normande continuent d'être un festival de *chevaux étrangers. Dans les six* épreuves qui leur étaient ouvertes dimanche, ils ont pris douze places sur vingt-quatre. Le dimanche précédent, leur réussite avait été plus éclatante encore : vingt places sur vingt-huit. On comprend l'embarras de ceux qui, à 200 mètres de là, voudraient imposer le slogan : « *Achetez français* ».

Cependant tout n'est pas noir. La Société d'encouragement vient de porter à 30 % (au lieu de 20 %) le « surprix » payé aux chevaux vainqueurs lorsqu'ils sont *nés en France. Grâce à cette* mesure, « *achetez français* » devrait être, plus souvent, une bonne affaire. Surtout, des chevaux provenant des ventes de Deauville ont connu ces derniers mois des destins extrêmement brillants. *Val de l'Orne*, gagnant du Jockey-Club, *Matahawk*, gagnant du Grand prix de Paris, *Top Gear, Vitiges, Citoyen, Dandy Lute* (à qui on peut pardonner l'unique déception qu'il a causée dimanche) ont fait leur entrée dans le monde des courses aux ventes de Deauville 1973.

Le succès se reproduira. A mesure que les grands éleveurs-propriétaires baissent les bras (la catégorie n'est plus guère représentée que par l'Aga Khan, Guy de Rothschild et Daniel Wildenstein), la réussite doit, plus souvent, visiter le camp des éleveurs-vendeurs. Parmi les sept cent vingt et un sujets qui seront présentés entre le 29 août et le *3 septembre* figurent, à coup sûr, trois ou quatre grandes vedettes de l'année 1977 et des suivantes. La *proportion peut paraître fai*ble. Elle est suffisante pour tenter les acheteurs. On est dans un domaine où les paris à cent contre un, ou davantage, font partie de la règle du jeu.

Pour ce qui nous concerne, après avoir lu les catalogues, si nous avions à soutenir de tels paris, nous irions d'abord examiner en détail dans leurs boxes (par ordre d'inscription) : *Bartelano, Spring Valley, Diatrelic, Halomata, Bold Burglar, Grakao, Lutway, El Senor, Le Vicomte, Mister Paddy, Dark Danger, Manriver, Tegmen* et *Reine de l'Orne*.

Bartelano est un proche parent d'*Amen* ; *Spring Valley*, un bon étalon américain. *Jacinto, Diatrelic* et *Halomata* sont des demi-sœurs respectivement de *Dandy Lute* et *Matahawk*. *Bold Burglar* a pour mère une propre sœur du grand *Bold Ruler*. *Lutway* est un proche parent de *Diatome* ; *El Senor*, un fils de *Pola Bella* ; *Le Vicomte, Mister Paddy* et *Tegmen*, des frères ou sœur de *Koblenza*. *Budapest* et *Oak Hill*. *Dark Danger* et *Manriver* sont des rejetons des excellentes juments que furent *Koblenza* et *La Manille*. Quant à *Reine de l'Orne*, elle est fille de la bonne *Northern Tavern*, le dernier produit (posthume) de *Sea Bird* : déjà, en soi, tout un destin...

LOÏS DÉNIEL.

Philatélie

N° 1394

ANDORRE : « Georges Pompidou ».

A la mémoire de Georges Pompidou, qui fut également coprince d'Andorre, un timbre-poste à son effigie sera émis le 23 août.





0,80 franc (probablement monochrome).

Dessiné et gravé par Jean Pheulpin.

Imprimé en taille-douce dans les Ateliers du Timbre de France.

● A MARIGNANE, *les 30 et 31 août, dans la salle basse du château (hôtel de ville), l'Amicale philatélique organise une exposition.*

● A VIERZON, *les 13 et 14 septembre, la Société philatélique locale organise une exposition à l'occasion du jumelage de la ville avec Rendsbourg (R.F.A.) et Bitterfeld (R.D.A.).*

Jeux

Échecs

N° 619

ESCARMOUCHES

(VIe Spartakiade de l'U.R.S.S., août 1975.)
Blancs : V. Kupeirstich
Noirs : L. Ney
Partie espagnole

1. é4	é5	15. Dç4! (k)	Fb6 (l)
2. Cf3	Cç6	16. Da2 !	Fb7 (m)
3. Fb5	a6	17. F×b7 !	T×b7
4. Fa4	Cf6	18. Dd5 ! (n)	ç6
5. Dé2 (a)	b5 (b)	19. D×é5	Té8
6. Fb3	Fç5 (ç)	20. Df5	Fç7
7. a4 (d)	Tb8 (é)	21. d4	Tb5
8. a×b5	a×b5	22. Dg4	b×ç3
9. Cç3 (f)	0-0 (g)	23. b×ç3	Té6
10. 0-0 (h)	b4	24. é5	d6
11. Cd5	C×d5	25. Fg5	Df8
12. F×d5	Cd4	26. f4	Té8
13. C×d4	F×d4	27. Dd7 !	Fd8
14. ç3 (i)	Fç5 (j)	28. Ta8 !	abandon.

No 619 bis (même tournoi)
Blancs : A. Kapengut
Noirs : O. Pavlenko
Début Nimzovitch

1. é4	Cç6 (o)	12. C×d5	C×d5
2. d4	d5 (p)	13. T×d5	Db6+
3. Cç3 ! (q)	d×é4 (r)	14. Fé3 !	D×b2 (v)
		15. Tb5 !	Dç3
4. d5	Cb8 (s)	16. Tç5 ! (w)	Da3
5. Ff4	Cf6	17. Cg5! (x)	Fg4 (y)
6. Fç4	g6 (t)	18. T×f7 !	
7. f3 !	é×f3		T×f7 (z)
8. C×f3	Fg7	19. Df2 !!	Ff5 (aa)
9. 0-0	0-0	20. Tç8+	Ff8
10. Dé2 (u)	ç6	21. F×f7+	Rg7
11. Ta-d1	ç×d5	22. Fd4+	abandon (ab.)

NOTES

a) Une continuation très solide qui évite la « variante ouverte » 5..., C×é4 mais qui ne pose pas de grands problèmes aux Noirs.

b) D'autres systèmes sont possibles : 5..., d6 ; 6. ç3, Fd7 ; 7. d4, Fé7 ou 5..., Fé7 ; 6. 0-0 (si 6. F×ç6, d×ç6 ; 7. C×é5, Dd4), b5 ; 7. Fb3.

Une faute est 5..., Fç5 à cause de 6. F×ç6, d×ç6 ; 7. C×é5, Dd4 ; 8. Cd3, Fa7 ; 9. Cç3 ou 9. f3 et les Blancs *ont un bon pion de plus.*

c) D'autres lignes de jeu sont 6..., Fé7 ; 7. a4, Tb8 ; 8. a×b5, a×b5 ; 9. d4, d5! ou 6..., Ca5 ; 7. C×é5, C×b3 ; 8. a×b3, Dé7 ; 9. d4, d6 ; 10. Cç6, D×é4.

d) Ou 7. ç3, d6 ; 8. 0-0, 0-0 ; 9. d3 (si 9. Td1, Dé7 ; 10. d4, Fb6 ; 11. Fg5, h6 ; 12. Fh4, é×d4 ; 13. ç×d4, g5 ; 14. Fg3, Fg4), Dé7 ou Fé6 avec un jeu satisfaisant pour les Noirs.

e) Et non 7..., b4 à cause de 8. F×f7+, R×f7 ; 9. Dç4+, d5 ; 10. D×ç5.

f) Après 9. d3, d6 ; 10. Fé3, Fg4 ; 11. h3, Fh5 ; 12. Cb-d2, 0-0 ; 13. 0-0 le jeu est égal (Alekhine-Duras, 1913).

g) 9...,b4 est jouable : 10. Cd5, 0-0 ; 11. d3, C×d5 ; 12. F×d5, Cd4 ; 13. C×d4, F×d4 ; 14. 0-0, ç6 ; 15. Fb3, d6 ; 16. Rh1, Fé6 (Walbrodt-Schlechter, Cologne 1898) mais 9...d6 est faible : 10. C×b5, Fg4 ; 11. Fa4, 0-0 ; 12. ç3, Ch5 ; 13. d3 avec avantage aux Blancs (Alapin-Spielmann, Munich 1913).

h) La prise 10. C×b5 est trop dangereuse : 10...d5! ; 11. é×d5, é4! ; 12. Cg5, Cb4!

i) Après 14. d3 l'on retrouve la partie Walbrodt-Schlechter où les chances sont totalement égalisées après 14...ç6.

j) 14...b×ç3 n'est pas meilleur : 15. b×ç3, Fç5 ; 16. Dç4!

k) Début d'une jolie manœuvre de D. Si 15...Dé7 ; 16. d4!

l) Maintenant si 16. D×b4 ?, F×f2+ et si 16. d4?, ç6.

m) Les Noirs comprennent le plan de leur adversaire qui consiste à exercer une forte pression sur la case f7 (après d3 - Fé3 - F×b6 - f4) et cherchent à se débarrasser immédiatement du F-R.

n) Gagnant simplement le pion é5 et la partie.

o) Un début rarement joué qui *présente, après 2. d4, d5 ; comme* dans la défense scandinave (1. é4, d5) un essai prématuré de prendre l'initiative.

p) 2...,é5 mérite un examen. Selon Boleslavsky, après 3. d×é5, C×é5 ; 4. Cç3, Fç5 (si 4...Cf6 ; 5. f4 et 6. é5 et si 4...Fb4 ; 5. Dd4, Dé7 ; 6. Ff4) ; 5. Cf3, Cg4 ; 6. Fç4, F×f2+ ; 7. Ré2, Fb6 ; 8. Tf1 les Blancs auraient une forte attaque.

q) Meilleur que 3. é5.

r) Après 3...é6 ; 4. é5, b6 ; 5. Cf3, Cg-é7 ; 6. Cé2, Fa6 ; 7. g3 suivi du petit roque, de Té1 et de Cf4 les Blancs dominent nettement.

s) Si 4...Cé5 ; 5. Ff4!, Cg6 ; 6. Fg3, a6 ; 7. Fç4, Cf6 ; 8. Dé2, Ff5 ; 9. 0-0-0.

t) Après 6...ç6 ; 7. Cg-é2, ç×d5 ; 8. C×d5, C×d5 ; 9. F×d5, é6 ; 10. F×é4, D×d1+ ; 11. T×d1 les Blancs ont un grand avantage de développement.

u) Au prix d'un pion, les Blancs ont mis en jeu toutes leurs forces.

v) L'acceptation du deuxième pion ne sera pas supportée par les Noirs qui devaient se contenter de 14...Dç7.

w) Menace 17. F×f7+.

x) Déjà le coup de grâce.

y) Si 17...é6 ; 18. C×f7!, T×f7 ; 19. T×ç8+. Les Noirs espèrent 18. D×g4?, D×é3+.

z) Si 18...F×é2 ; 19. T×f8++, R×f8 ; 20. Tç8 mat.

aa) Ou 19..., Cç6 ; 20. D×f7+, Rh8 ; 21. Dg8+, T×g8 ; 22. Cf7 mat.

ab) Si 22...Rh6 ; 23. Dh4 mat.

CLAUDE LEMOINE.

ÉTUDE

E. POGOSSIANTZ
(1965)

BLANCS (3) : Rç8, Ca6, Ph5.
NOIRS (4) : Rç6, Pé5, é4, g4.
Les Blancs jouent et gagnent

SOLUTION DE L'ETUDE N° 618
Y. MERKINE « 64 » 1928

Blancs : Rd2, Db5, Cb1, Pb4, é2, g4. Noirs : Ré4, Dç7, Fa7, Pç6, d5, g5.

1. Cç3+, Rd4 ; 2. Cb5+ !, ç×b5 ; 3. Db8+, Ré4 ; 4. Dh1+, Rd4 ; 5. é3+, Rç4 ; 6. Dç1+ et 7. D×ç7.

Ou bien 5..., Ré5 ; 6. Dh2+ et 7. D×ç7.

Bridge

N° 615

CHAMPIONNAT D'EUROPE

Voici une des meilleures donnes du récent championnat d'Europe de Brighton. Le coup a été joué par Arturo Franco, qui faisait partie de l'équipe italienne victorieuse au championnat du monde des Bermudes.

	♠ A D 7 ♥ D 4 3 ♦ 10 4 2 ♣ V 7 3 2	
♠ 10 9 3 2 ♥ 10 8 5 ♦ A 9 6 ♣ 10 6 4	N O E S	♠ R V 4 ♥ 9 7 6 2 ♦ V 8 7 5 ♣ A D
	♠ 8 6 5 ♥ A R V ♦ R D 3 ♣ R 9 8 5	

Ann. : S. don. N.-S. vuln.

Sud	Ouest	Nord	Est
1 SA	passe	2 ♣	passe
2 ♦	passe	2 SA	passe
3 SA	passe	passe	passe

Ouest ayant entamé le 2 de pique, Est a pris le 7 de pique avec le valet et il a contre-attaqué cœur pour la dame du mort. Le déclarant a alors joué le 2 de trèfle et il a couvert la dame d'Est avec le roi. Il a rejoué le 8 de trèfle pour l'as sec d'Est qui a continué cœur. Sud a pris avec l'as, puis il est monté en Nord avec le 9 de trèfle pris par le valet sur lequel Est a défaussé un cœur. *Comment Arturo Franco a-t-il gagné* TROIS SANS ATOUT contre toute défense ?

Réponse :

Après avoir trouvé la solution pour ne perdre qu'un seul trèfle, le déclarant, qui avait maintenant trois levées sûres à trèfle et trois à cœur, devait essayer de faire, soit deux carreaux et un pique, soit un carreau et deux piques. Il fallait, en principe, espérer l'as de carreau en Est, et Franco joua le 2 de carreau pour la dame de carreau. Ouest décida de prendre immédiatement et de rejouer le 10 de pique. Mais Franco, qui avait bien deviné les mains, renonça à l'impasse. *Il mit l'as*, puis, après avoir réalisé le 7 de trèfle et l'as de cœur, *il a joué la dame de pique* pour donner la main à Est. Celui-ci fut obligé de contre-attaquer *le 8 de carreau* sur lequel Sud fournit le 3, et le 10 de carreau permit de trouver la levée qui manquait.

Si Sud avait refusé de prendre la dame de carreau, la tâche de Franco aurait été plus difficile, *mais il ne se serait sans doute* pas trompé. Il aurait tiré le quatrième trèfle et le dernier cœur, et Ouest (♠ 10 9 3 ♦ A 9) aurait été forcé de défausser un pique pour ne pas « sécher » l'as de carreau. Alors le déclarant aurait fait le même placement de main en jouant lui-même l'as de pique, puis la dame de pique pour obliger l'adversaire à jouer carreau...

LA CHUTE DE L'ARTISTE

On peut être un très grand artiste et chuter un contrat qui semble sur table. C'est la mésaventure qui est arrivée à John Collings au cours d'un des tournois du *Sunday Times*.

	♠ V 9 ♥ A 3 ♦ 8 7 6 4 2 ♣ A 6 5 4	
♠ D 7 6 5 ♥ V 9 6 ♦ 9 5 ♣ V 7 3 2	N O E S	♠ 3 ♥ R D 10 7 4 2 ♦ D V 10 3 ♣ R D
	♠ A R 10 8 4 2 ♥ 8 5 ♦ A R ♣ 10 9 8	

Ann. : N. don. E.-O. vuln. (tournoi par quatre).

Ouest Sharif	Nord Schapiro	Est Garozzo	Sud Collings
—	passe	1 ♥	contre
passe	1 SA	passe	2 ♠
passe	3 ♠	passe	4 ♠...

Omar Sharif, en Ouest, ayant entamé le 9 de carreau pour le 2 du mort et le... 10 d'Est, *comment Collings aurait-il dû jouer* pour gagner QUATRE PIQUES contre toute défense ?

Note sur les enchères :

Sur « 1 cœur » la main est trop belle, non vulnérable pour la surenchère de « 2 piques », et il est logique de contrer. Sur le contre d'appel, Nord ne doit pas dire seulement « 2 carreaux » (annonce qu'il ferait avec les deux as en moins !). D'autre part, la couleur est bien laide pour bondir à « 3 carreaux ». Le *moindre mal* est donc de faire la réponse positive de « 1 SA ». Ensuite, sur « 2 piques », il faut, avec deux as, reparler.

PHILIPPE BRUGNON.

ARTS ET SPECTACLES

Théâtre

Le marchand de rêves

(Suite de la première page.)

Il n'est plus, n'en faisons pas un drame, déjà son fils, revenu hier au village, regarde de loin une autre jeune fille, qui danse sous l'arbre. Il lui demandera l'impossible. *Il lui tendra la clé.* Un autre château tout rouge provoquera la tempête, château léger, maison de rêve, dentelle que traverse le chant des grillons, comme un rien.

Les contes sont forts comme l'incendie. Seuls ils font tomber les murs, seuls ils élèvent dans la lumière les tours dont ma sœur Anne regarde venir les chances de la vie. L'œuvre de Jean-Pierre Bisson *a ceci d'irremplacable qu'elle* est à corps perdu un conte de théâtre. Le théâtre de Bisson n'est pas un phénomène que l'on percevait du dehors. *Il entre dans* nous, la nuit, comme un voleur, il est quelque chose qui parcourt nos vies, qui nous arrive, qui incube en nous comme un conte de Perrault, sans que l'on comprenne ce qui s'est passé.

Sur les berceaux de Perrault, les fées n'étaient pas seules. Et Jean-Pierre Bisson à tout prendre n'est sans doute au jour le jour qu'un homme parmi d'autres qu'on ne sait quels vents mauvais traversent, *mais il n'est pas seul, et de* conte de théâtre en conte de théâtre, nous retrouvons les mêmes sorciers, Jean Percet d'abord, sorcier des machines et des apparences qui pour « Barbe-Bleue » a construit le château, maison-mirage, fiction de foyer comme tissée de toute l'espérance que l'amour d'autrui a su d'abord donner, château qui bat comme les cœurs, qui monte au ciel, qui tend les bras de toutes ses forces mais qui ne peut l'impossible, qui bat des ailes, qui se consume, château mensonger malgré lui et cependant tout offrande, tout transparence, au travers duquel, dans ce beau théâtre de Châteauvallon, se tordaient les pins, tombaient les étoiles et respirait lentement la mer.

C'est Jean Percet aussi qui, avec Raymond Bleger, a modelé les costumes de Barbe-Bleue et de sa femme, des princes et des paysans, tels des images vivantes que chacun de nos cœurs aurait en secret gardées, images légères et libres où les siècles s'enjambent comme dans une ronde de petites filles, et qui donnent à la féerie une jolie fleur d'éternité.

Ce conte de Barbe-Bleue est dansé et chanté. Catriona Maccoll a tracé dans l'air la chorégraphie, on dirait des désirs brusques, des papillons noirs et des idées folles qui soudain se posent, des hirondelles étonnées qui se prennent les ailes dans une double croche. Catriona Maccoll danse elle-même comme un oiseau, elle est la jeune étrangère dont tombe amoureux le fils de Barbe-Bleue, et elle a mis dans cette histoire la beauté inquiète de l'exil.

Les chansons de Lino Leonardi semblent continuer les chimères des esprits, comme si le vent les apportait, vent des sables, vent *du dedans, et la voix de Monique* Morelli passe sur les crimes et les horreurs comme la paume toute chaude d'une main familière à qui l'on fait confiance.

Et nous retrouvons les actrices *et les acteurs qui, de légende en* légende, de ville en ville, accompagnent Bisson : Christian Bezamat, pierrot fragile d'une tendresse aiguë et dont on dirait que le cœur bat sur un rythme impair *comme une ballade de Paul Verlaine*; Jean-Marc Bisson, tige de blé noir montée en graine, dont la voix d'enfant part déjà en tempête comme celle de son frère aîné ; Jean-Paul Farré, Barbe-*Bleue décomposé et haché* par sa solitude, sautant en staccato entre Faust et le Chat botté ; Nicole Garcia, glissant sur la ligne d'horizon avec la douceur souveraine d'un voilier, belle comme le point *du jour et* dont la voix *si claire*, si scandée, semble attaquer, comme un océan obstiné, la pierre d'une tragédie ; Greg Germain, précis, délié, naturel comme un Adam d'une séduction courtoise sous lequel couverait le feu ; Françoise Latarge, desdichado ténébreux chez qui affleurent l'amertume, la démarche *lente et sûre du peuple* ; François Lalande, image exacte du diable tiré à quatre épingles, venant converser une heure avec *Dieu après avoir flâné sur terre* ; Michel Robes, chef de la révolte paysanne, image nette et forte du courage ; Henri Viscogliosi, d'une rondeur trompeuse, qui donne au personnage de Perrault une dimension florentine, un climat « Borgia » ; Jean-Paul Zehnacker, acteur merveilleux de franchise, de fraîcheur, sorte de Robinson dont on a l'impression que la jeunesse ne s'atténuera sur l'île, jamais.

Par à-coups, Bisson apparaît sur scène à la recherche d'une femme, d'un père, d'une amitié vraie. Il cherche, mais tout est déjà su. Dans le jeu de Bisson acteur, il n'y a *aucune distance* entre l'enfance et la mort. C'est un lyrisme suicidaire, inéluctable.

Au cœur de la pièce, au cœur de ce conte et dans le cœur de *Barbe-Bleue, se tient, solitaire, une* femme. Elle garde la clé tachée de sang, et elle est elle-même la clé des amours, la clé des meurtres. Jean-Pierre Bisson a confié le rôle-pilier de cette femme à *Martine Pascal*. Si cette féerie de « Barbe-Bleue, », toute en cauchemars rapides, en frissons inconnus, en apparitions que l'on voudrait garder, oui si ce conte de théâtre immatériel et fugitif s'engouffre dans nos êtres comme la foudre, il le doit avant tout à cette actrice hors du commun, dont la charge de poésie est comme un aimant qui orienterait la pièce, et dont la force d'âme illumine le drame, calme les flots, ramène lentement à l'abri les barques désemparées, oriente enfin ce désordre vers une douceur infinie, où tout s'endort apaisé, par la grâce d'une actrice qui était une fois, sous un ciel zébré d'étoiles, sur la mer du théâtre.

MICHEL COURNOT.

Formes

L'aube spirituelle

Voici un peintre, un jeune peintre, encore inconnu, qui rame à contre-courant de toutes les modes d'aujourd'hui — « *L'art n'a rien à voir avec* la mode, la mode c'est Balenciaga », me disait André Malraux, — et rien que pour cela la peinture de Robert Einbeck mériterait qu'on s'y arrête. La torpeur du mois d'août n'y est pour rien, *ni le fait* que cette exposition (1) soit une des rares qui rompent le lourd silence parisien — en dehors des musées bien entendu. Vous qui entrez, laissez tout souvenir. Vous êtes confronté avec un monde désensibilisé : le nôtre au sens de cosmos.

Car les ambitions de Robert Einbeck sont grandes, peut-être présomptueuses. Elles dépassent la peinture, ou plus exactement ne demandent à la peinture que de fournir un langage analogue à celui de la poésie. Ce poète, qui s'était auparavant servi de mots, qui s'en sert encore, tente de faire exprimer à la peinture ce qui se dérobe au poème. Musicien, il traduirait pareille*ment l'indicible. Rien d'étonnant à ce* qu'il soit parti de Kandinsky pour un voyage aussi inactuel que sa formulation. Ne parle-t-il pas d'une recherche spirituelle, ou mieux d'une ascension vers la spiritualité ? *L'Esprit pur* auquel Vigny *faisait* aspirer l'humanité...

L'important, pourrait-on rétorquer aux contempteurs d'un mot suspect — et la chose donc ! où le physique cède la place au métaphysique, — c'est que ça soit bien peint, et ça l'est, avec une gamme de couleurs réduite, volontairement pauvre, entièrement exécutée *a tempera* afin d'obtenir une matité parfaite. Les formes, toujours abstraites, sont généralement géométriques, à deux ou trois dimensions ; seulement ces formes sont des signes, et dans telle grande toile, qui *date de l'année dernière*, l'espace, respirable ou interstellaire, envahit, de son opacité balafrée de quelques stries, toute la surface ; supporte un carré, symbole traditionnel de la matérialité, que peuplent les cercles de *la spiritualité*, alors que l'éclatement multicolore d'un de ces éléments s'éparpille un peu plus loin.

On peut suivre, en parcourant l'ensemble de toiles plus anciennes ou plus récentes, une évolution des formes simples, souples, vers une plus grande complexité, composées on dirait de tableaux juxtaposés, absolument distincts les uns des autres, ou superposés sur trois étages. Mais leurs composants *font partie d'un tout, racontent une* histoire. Celui qui se découpe en trois niveaux fait assister à l'implosion-explosion de la représentation cosmique, représentation symbolique, il va sans dire.

On salue ici une peinture encore à ses débuts (quatre ou cinq ans), mais suffisamment concertée pour autoriser de légitimes espoirs ; une peinture où rien n'est abandonné aux vagabondages de l'humeur ou de l'inconscient. Parce qu'elle s'engage dans la voie de la beauté — et pas seulement par les fenêtres bleues dont tout être humain éprouve la nécessité., — si beauté signifie encore quelque chose pour nos contemporains.

JEAN-MARIE DUNOYER.

(1) Espace Tecno, 242, boulevard Saint-Germain. Jusqu'au 15 octobre.

Danse

AU JARDIN DES TUILERIES

Les ballets nautiques de Maurice Béjart

Je savais que Béjart avait modifié sa chorégraphie du *Roméo et Juliette* de Berlioz et *c'est ce qui m'intéressait tant* de revoir aux Tuileries ce chef-d'œuvre, neuf ans après sa création, interprété par son Ballet du vingtième siècle — mais pas à ce point-là !

En cette soirée orageuse, veille du 15 août, j'étais arrivé devant les grilles du jardin des Tuileries à l'heure militaire, revêtu de mon imperméable et porteur à tout hasard d'un bon parapluie londonien. Je ne m'arrête pas sur l'impossibilité d'obtenir la moindre place des *préposés aux divers contrôles*, pas mécontent au fond d'être mêlé à la foule debout et ambulatoire. Ayant traversé toute la terrasse des Feuillants, me voici *donc* dans les ténèbres autour de la grande pièce d'eau où les marmousets poussent toute l'année leurs *esquifs* et qui est *ce* soir recouverte en son centre d'un podium circulaire auquel les danseurs accèdent par un plan incliné des coulisses, c'est-à-dire des baraques de fortune transformées en loges. De la situation tournante *que j'occupe* sous les ombrages, je vais prendre tour à tour la scène de profil puis de dos tandis que me fait face *la multitude de l'immense am*phithéâtre édifié au-dessus du bassin. Les projecteurs s'allument dans la chaleur d'une nuit déjà zébrée d'éclairs, et les danseurs font irruption plus ou moins *familièrement* sur le podium en maillots de travail pour se livrer devant le public à ces premiers assouplissements collectifs dont raffole Béjart. Celui-ci d'ailleurs participe à la fête avec sa célèbre petite barbiche et en modeste tenue noire, animant de l'index du créateur le moindre de ses interprètes. Cette présentation que je n'ai jamais goûtée est à la fois primaire, faux-simple, très spectacle de masse et au fond furieusement démagogue. La sono diffuse une musique médiévale et de lunaires tirades *de Shakespeare solennellement* débitées sur un ton pompeux. Puis apparaissent les protagonistes dans de beaux voiles blancs sous des masques de plâtre tandis qu'une grande veuve *mêlée* aux groupes psalmodie, en voix off mal réglée. Mais voici qu'est attaquée la partition de Berlioz et les groupes se règlent sur le plateau.

Là-dessus l'orage crève, répandant les cataractes célestes.

Les Montaigu et les Capulet subitement réconciliés s'enfuient à toutes jambes non sans ramasser *quelques billets* de parterre. Les *projecteurs* s'éteignent. *C'est* le *désastre.*

Bientôt Béjart revient seul comme un maître-baigneur dans une piscine, il veut s'adresser au public stoïquement douché, mais sans micro il ne parvient *pas à se faire entendre et en* est réduit à une mimique muette pour expliquer que le podium dont le dispositif scénique doit s'articuler en cercles concentriques est devenu impraticable. *Seule une voix s'élève, pous*sant le traditionnel « remboursez ! » du radin de service. Finalement, le son revenu, il est annoncé que la représentation, sur la demande de Béjart, est remise à samedi en *matinée* (15 heures).

Par bonheur, j'avais eu l'inspiration d'assister l'après-midi à la répétition de *Roméo*. Et là dans ces séquences de travail minutieux où l'on voit à l'œil nu Béjart modeler et remodeler son œuvre, j'avais retrouvé toute mon admiration pour le superbe adage de Roméo et de Juliette qui constitue le sommet du ballet, ainsi que pour le duel de Tybalt et de Mercutio qui en exprime la violence à la manière de *West Side Story*.

Aucune inquiétude pour demain : Béjart tient son public.

OLIVIER MERLIN.

■ **Le grand prix du premier *Festival international du film pornographique* a été attribué au « Sexe qui parle » de Frédéric Lansac. « S.O.S. » de Jim Buckley a obtenu le Phallus d'or.**

■ **Zsigmond Kisfaludi-Strobl, *sculpteur hongrois* et professeur à l'Académie de Budapest, est mort le jeudi 14 août, à l'âge de quatre-vingt-onze ans.**

FEUILLETON



NUMERO 34

le beau Solignac

DE JULES CLARETIE
de l'Académie française

Paris, automne 1809. — Le *beau colonel de hussards*, Henri de Solignac, fort épris de la charmante Louise de Farges, jeune et jolie veuve, va, peut-être, se décider à agir...

LE BATARD

SOLIGNAC revint, ce jour-là, un peu troublé à l'hôtel de La Rigaudie. Il ne parlait pas ; il songeait. Mlle de La Rigaudie essaya vainement de connaître la cause d'un tel silence ; il demeura muet.

Solignac se fit annoncer, le lendemain, chez le marquis de Navailles. Le vieillard venait justement de passer deux longues heures avec M. Lanjallais. On avait parlé art héraldique, et Lanjallais, toujours imperturbable, achevait de réciter une sorte de litanie de la noblesse de France.

Le *marquis montra* un fauteuil à Henri :

— Asseyez-vous, monsieur !

Il se reprit, mais avec un certain effort :

— Asseyez-vous, colonel !

Ce colonel-là lui semblait avoir comme *escroqué ses grades*. Parlez-moi du temps où on les achetait ! Ils étaient du moins bien à vous !

— Monsieur le marquis, dit Solignac assez vivement ému, je viens vous adresser une demande que vous accueillerez, *j'espère*, avec bienveillance ; car du résultat de ma démarche d'aujourd'hui dépend assurément le bonheur de toute ma vie et peut-être aussi — m'est-il permis de vous le dire ? — celui d'une personne qui vous est extrêmement *chère !*

Le vieillard dressa l'oreille aussitôt.

Le colonel était un peu embarrassé. Il eût certainement préféré enfoncer un carré autrichien.

— Monsieur le marquis, reprit-il, je vais vous parler, *si vous le* voulez bien, avec la franchise d'un soldat.

— Parfaitement, parfaitement, dit M. de Navailles... J'ai été marin... Je connais le langage du métier... quoiqu'il ait beaucoup changé depuis le temps, il faut l'avouer... Car, je dois vous le dire, colonel, autrefois nous étions des guerriers, mais nous *n'étions pas*... des... des... le mot m'échappe... des... ah ! m'y voici, ne vous fâchez pas, des soudards !

— Vous étiez ce que nous sommes, monsieur le marquis, des soldats français, c'est-à-dire de braves gens !

Solignac s'imposait de ne point s'irriter du mot qu'avait à dessein cherché le marquis, mais le vieillard fut assez mécontent de ces mots : *braves gens !*

« Va-t-il donc, se dit-il, m'appeler *mon brave homme* ? »

— Eh bien, monsieur *le* marquis, reprit le colonel, pour parler franc, j'aime... et de toute la force du dévouement le plus ardent et le plus respectueux..., Mme la comtesse de Farges, votre petite-fille.

— Oui-da ! fit le marquis. Et alors ?

— J'ai l'honneur de vous demander sa main, monsieur le marquis.

— La main de ma petite-fille ?

— Oui, monsieur le marquis.

M. de Navailles prit dans sa tabatière une prise de tabac, s'essuya le nez et dit avec un sourire à la fois aimable et ironique :

— Voyons, mons..., voyons, *colonel*, vous m'avez demandé de parler net... Je vais me permettre, moi, d'être... eh ! mon Dieu ! oui, quasi brutal. Mais nous sommes ici pour nous entendre, n'est-ce pas ? et je vous prie d'oublier d'avance ce que je pourrais vous dire.

Solignac ne répondit point. Il était inquiet et prévoyait un réel danger, l'obstacle dont Louise de Farges avait parlé.

Le vieillard attendit un moment. Il regarda ensuite le beau *colonel des pieds* à la tête et lui dit, de ce ton spécial aux gens bien nés du dix-huitième siècle qui rendait même la politesse impolie et donnait à la fois du piquant et presque du charme à la grossièreté :

— Ah ! ça, colonel, j'aime à croire que vous avez réfléchi avant de faire la démarche que vous tentez aujourd'hui. Eh *bien ! mais il me semble* qu'avant toutes choses, ce qu'on doit offrir à une femme, en dehors du rang même et de la fortune, eh palsembleu ! monsieur, c'est un nom !

Le colonel devint vert. Cette *fois, il crut bien que son cœur* allait l'étouffer. Le vieux marquis venait de toucher à la plaie secrète du soldat.

— Assez, monsieur le marquis, interrompit violemment Solignac, allez-vous me reprocher aussi d'être un bâtard ?

— Je n'aurais jamais dit le mot, colonel, mais puisque vous l'avez prononcé vous-même... Oh ! ne craignez pas que je vous en fasse un reproche... Il y a des *bâtards auxquels l'histoire tire* son chapeau, si elle en a, ce que j'ignore... M. de Vendôme était quelqu'un, je suppose, et nos souverains légitimes ont souvent donné en apanage les biens des moines à d'aimables enfants nés, comme vous, *de l'aventure*... Mais, que voulez-vous ! je suis vieux, j'ai des préjugés. Je comprendrais que ma faiblesse allât jusqu'à permettre que ma petite-fille épousât un *m'sieu* quelconque, doté d'un nom bourgeois, un nom *aussi sot au besoin que* celui de votre maréchal Lannes — vous voyez que nous avons les idées larges — mais un bâtard, comme vous dites..., un bâtard..., jamais ! Je vous le garantis, colonel, ma petite-fille n'épousera jamais un...

— Un homme, interrompit encore Solignac, qui, jeté dans ce monde sans parents, a choisi pour famille le régiment, pour mère la patrie, et a conquis, je ne dis pas un titre, mais un poste d'honneur, à la pointe de son sabre !

— Eh ! vertubleu ! colonel, qui donc nie ici vos mérites militaires, je vous prie ? Que votre empereur vous donne le bâton que le roi accordait autrefois à M. de Villars, je ne demande pas mieux, j'applaudirai même, si vous le voulez, des deux mains... Mais vous donner ma petite-fille !...

— Mme de Farges m'aime !

— C'est bien possible. Qu'elle oublie donc que je suis le chef de la famille. Qu'elle passe outre. *Ah ! bon Dieu ! elle n'aura pas à s'en repentir* beaucoup. On a vu plus fort que cela depuis un *certain temps. Je lui octroierai* tout simplement ma malédiction et nous n'en parlerons plus !

— Vous savez bien, monsieur le marquis, que Mme de Farges *vous respecte et respecte en* vous le souvenir de son père...

— Son père, monsieur, n'eût jamais consenti à ce que sa noblesse s'unît à une bâtardise !

— Allons, dit brusquement Solignac, encore une fois, c'est *assez, monsieur le marquis ! Pas* un mot de plus ! Il n'appartient même pas à la vieillesse et à l'honneur d'insulter un homme qui porte le poids de la faute des siens ! Vous me refusez la main de la femme que j'aime ? Vous *faites* le malheur de deux êtres à la fois ? A votre aise ! C'est Mme de Farges elle-même qui vous dira ce que coûteront peut-être votre folie, votre orgueil et votre entêtement !

***

Le colonel était revenu trop profondément triste de sa visite à M. de Navailles pour que Mlle de La Rigaudie ne s'aperçût pas du changement qui s'était produit dans l'humeur du jeune homme.

— Je crois que je commence à comprendre, dit-elle. Vous avez demandé à M. de Navailles la main de Mme de Farges ?

— Oui, répondit Solignac.

— Et il a refusé ?

— Nettement.

— Voyez-vous cela ! Sous quel prétexte, je vous prie ?

— C'est ce que je *ne* voudrais point redire, fit Solignac, car le mot qu'il a prononcé me brûle les lèvres en passant !

— Quoi ! il a osé, ce diantre de marquis, dit-elle d'une voix courroucée... Vieux fou pétri de préjugés !... Je vous demande un peu !... Le colonel de Solignac ne vaut-il point tous les Navailles de la terre, morts ou vifs ?... Et qu'a-t-il fait en ce monde, ce *monsieur*, pour oser faire la petite bouche quand on lui présente un héros ?... M. de Navailles ! Un débris du temps de Louis XV !... Ah ! maugrebleu ! c'est moi qui me charge de lui dire son fait.

— Vous ?

— *Moi ! j'irai le trouver*... En vérité, une La Rigaudie est d'une autre souche qu'un Navailles ! Et s'il veut faire montre de parchemins et d'arbre généalogiques, j'en ai, moi, des rouleaux par centaines, que les Jacobins n'ont pas *brûlés, et je lui montrerai* ce que c'est que le pur sang des preux !

***

La vieille fille sortit ainsi comme une folle, et comme une folle aussi elle se présenta devant M. de Navailles, après avoir, en chemin, tourné et retourné dans sa cervelle tout ce qu'elle pourrait dire au marquis afin de le *convaincre de sottise.*

Le vieillard la reçut d'ailleurs avec le cérémonial que tout homme *né* doit à une femme — « même quand elle ressemble à un os de seiche », songea le marquis après avoir dévisagé Mlle de La Rigaudie. Il lui demanda ensuite, avec sa politesse affectée, en quoi il pouvait lui être agréable et ce qui lui valait le plaisir et l'honneur d'une telle visite. Il connaissait, au surplus, Mlle de La Rigaudie et de réputation et pour l'avoir rencontrée.

— Ma foi, monsieur le marquis, dit-elle, ce n'est pas à moi que vous devez ma visite, c'est à madame votre petite-fille.

« *Quoi donc ! encore* Louise ? » songea le marquis.

Et il se mit aussitôt sur ses gardes.

— *Le* colonel Henri de Solignac vous a demandé la main de Mme la comtesse de Farges, et vous avez refusé de consentir à ce mariage.

— Oui, mademoiselle, répondit le marquis, dont les sourcils *s'étaient froncés* au *nom* de Solignac, et si le colonel persistait dans sa demande — ce que je doute qu'il fasse — je persisterais dans mon refus.

— Tout de bon ?

— Tout de bon, dit M. de Navailles *un peu étonné.*

— Et que reprochez-vous au colonel, s'il vous plaît ?

— Pardieu, dit le marquis, je le lui ai assez franchement dit à lui-même pour qu'il *me* semble inutile de vous le répéter... Etes-vous, d'ailleurs, chargée par lui d'essayer de renouer une négociation rompue ? Etes-vous une amie, une parente fondée de pouvoirs ? Alors, restons-en là, mademoiselle, je vous fais ma révérence et je vous demande la permission de me retirer dans ma chambre de repos !

— Je suis ici ce que vous voudrez, répondit Mlle de La Rigaudie, mais je souhaite que vous me donniez de votre refus une raison valable !

Le vieux marquis ne put s'empêcher de rire.

— Sambleu ! fit-il, voilà qui est plaisant ! Valable !... Valable est charmant ! Valable est superbe !. Quel nom a-t-il à mettre *sur le contrat votre colonel* ?

— Bien. C'est donc parce qu'il n'a point de nom que vous le repoussez ? Et s'il en avait un !

— Ah ! s'il en avait un !

(A suivre.)

SPECTACLES

théâtres

Les salles municipales

Châtelet, 20 h. 30 : Valses de Vienne.
Nouveau Carré, 20 h. : Cirque à l'ancienne.

Les autres salles

Charles-de-Rochefort, 20 h. 45 : le *Troisième Témoin*.
Comédie Caumartin, 21 h. 10 : Boeing-Boeing.
Comédie des Champs-Elysées, 20 h. 45 : Viens chez moi, j'habite chez une copine.
Cour des Miracles, 20 h. 30 : La golden est souvent farineuse ; 22 h. : Elle, elle et elle.
Daunou, 21 h. : Monsieur Masure.
Gymnase, 20 h. 30 : le Saut du lit.
Hébertot, 21 h. : l'Amour fou.
Huchette, 20 h. 45 : la Cantatrice chauve ; la Leçon.
Lucernaire, 19 h. 30 : Arrabal ; 20 h. 30 : les Chaises ; 22 h. 15 : Sade.
Michel, 21 h. 10 : Duos sur canapé.
Nouveautés, 21 h. : la Libellule.
Théâtre Présent, 20 h. 30 : Ah bon !
Théâtre Campagne-Première, 19 h. : 1 m 80, 95 kilos, et ça cause ; 20 h. 30 : le Presse-Purée des Destaing ; 22 h. : *Loretta Strong* ; 23 h. : Argentine Show.
Troglodyte, 22 h. : l'Inconfortable.

Vendredi 15 août

La danse

Tuileries, 21 h. 30 : Ballets Maurice Béjart (Roméo et Juliette).
Hôtel de Sully, 21 h. : Ballets historiques du Marais.

Festival estival

Bateaux-Mouches, 18 h. : Ensemble *de cuivres de Prague*.
Jardin d'acclimatation, 15 h. 30 : L. Shankar.
Jardins du Palais-Royal, 20 h. 45 : Artisanat vivant.
Musée Guimet, 18 h. 30 : Films.
Eglise Saint-Séverin, 20 h. 30 : L. Shankar.
Notre-Dame, 17 h. 45 : P. Cochereau.

cinémas

Les films marqués (*) sont *interdits aux moins de* treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Chaillot, *15 h.* : les Enfants du paradis, de M. Carné ; *18 h. 30* : le Mystère Picasso, de G.-H. Clouzot ; 20 h. 30 : le Conformiste, de B. Bertolucci ; *22 h. 30* : Porcherie, de P.P. Pasolini ; 0 h. 30 : The Devil in Miss Jones, de G. Damiano.

Les exclusivités

AGUIRRE, LA COLERE DE DIEU (All., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (033-39-19).
ALLONSANFAN (It., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40), Marais, 4e (278-47-86).
L'ANGE NOIR (All., v.o.) : Olympic-Entrepôt, 14e (783-67-42), Ven., L.
L'AIGLE AVAIT DEUX TETES (All., v.o.) : *Olympic - Entrepôt, 14e* (783-67-42).
LA BALLADE SAUVAGE (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38).
CAPONE (A., v.f.) : La Rotonde, 6e (633-08-22).
C'EST DUR POUR TOUT LE MONDE (Fr.) : Quintette, 5e (033-35-40), U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
LE DEMON AUX TRIPES (**) (*It.*, v.f.) : Gaumont-Opéra, 9e (073-95-48), Montparnasse 83, 6e (544-14-27), *Clichy-Pathé, 18e (522-37-41)*, Gaumont-Sud, 14e (331-51-16).
EFFI BRIEST (All., v.o.) : Olympic-Pigozzi, 14e (783-67-42), J.
EXHIBITION (**) (Fr.) : La Clef, 5e (337-90-90), Miramar, 14e (326-41-02), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41), U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08), Napoléon, 17e (380-41-46), *Marotte, 2e (231-41-39), Helder, 9e* (770-11-24), Ermitage, 8e (359-15-71).
FRANKENSTEIN JUNIOR (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82), Quintette, 5e (033-35-40) ; v.f. : Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Gaumont - Convention, 15e (828-42-27).
FRENCH CONNECTION II (A., v.o.) : Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23), *Paramount-Odéon, 6e (325-59-83)* ; v.f. : Ermitage, 8e (359-15-71), Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Max-Linder, 9e (770-40-04), Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17), Moulin-Rouge, 18e (606-34-25), Boul'Mich, 5e (033-48-29), Magic-Convention, 15e (828-20-64), Paramount-Orléans, 14e (580-03-75), Paramount - Gobelins, 13e (707-12-28), *Paramount - Maillot, 17e* (758-24-24), Passy, 16e (288-62-84), Lux-Bastille, 12e (343-79-17).
LE FUTUR AUX TROUSSES (Fr.) : U.G.C.-Marbeuf (8e) (225-47-19) ; Studio Médicis (5e) (633-25-97)
LA GRANDE CASSE (A., v.o.) : Ambassade (8e) (359-19-08) ; v.f. : Berlitz (2e) (742-60-33) ; Montparnasse - Pathé (14e) (326-65-13) ; Clichy - Pathé (18e) (522-37-41) ; Gaumont - Sud (14e) (331-51-16) ; Murat (16e) (288-99-75).
L'INDE FANTOME (Fr.), première partie : Olympic (14e) (783-67-42) ; deuxième partie : Olympic-Entrepôt.
INDIA SONG (Fr.) : Hautefeuille (6e) (633-79-38) ; le Seine (5e) *(325-92-46)*.
LENNY (A., v. o.) : P. L. M. - Saint-Jacques (14e) (589-68-42) ; Gaumont - Champs - Elysées *(8e)* (359-04-67) ; Hautefeuille (6e) (633-79-38).
LILY AIME-MOI (Fr.) : Hautefeuille (6e) (633-79-38).
OPERATION LADY MARLENE (Fr.) : Murat (16e) (288-99-75) ; Fauvette (13e) (331-56-86) ; Clichy-Palace (17e) (387-77-29) ; Bretagne (6e) (222-57-97) ; Mistral (14e) (734-20-70) ; Normandie (8e) (359-41-18) ; Rex (2e) (236-83-93) ; U. G. C. - Odéon (6e) (325-71-08) ; Magic-Convention (15e) (828-20-64).
PAS DE PROBLEME (Fr.) : Mercury *(8e)* (225-75-90) ; Montparnasse-Pathé (14e) (326-65-13) ; Gaumont-Convention (15e) (343-04-67) ; Lumière (9e) (770-84-64) ; Clichy-Pathé *(18e) (522-37-41)* ; *Le Paris* (8e) (359-53-99) ; Cluny-Palace (5e) (033-07-76).
PEUR SUR LA VILLE (Fr.) : Bretagne (6e) (222-57-97) ; Normandie (8e) (359-41-18).
PROFESSION : REPORTER (It.) : Concorde (8e) (359-92-84) ; Saint-Michel (5e) (326-79-17), v. f. : Impérial (2e) (742-72-52).
QUE *LA FETE COMMENCE (Fr.)* : Cinoche-Saint-Germain (6e) (633-10-82) ; Marignan (8e) (359-92-82).
LE SHERIFF EST EN PRISON (A., v.o.) : Studio Galande (5e) (033-72-71) ; Elysées-Point-Show (8e) (225-67-29).
LA TENDRESSE DES LOUPS (All., v.o.) : Olympic (14e) (783-67-42), sauf mardi.
THE GROOVE TUBE (A.) (X) (v.o.) : Biarritz (8e) (359-42-33) ; Bienvenüe-Montparnasse (15e) (544-25-02) ; Studio J.-Cocteau (5e) (033-47-62).
TITI SUPERSTAR (A., v.f.) : Gaumont-Madeleine (8e) (073-56-03), de 14 h. à 17 h. 20 ; Gaumont-Rive-Gauche (6e) (548-26-36), matinée.
TOMMY (A., v.o.) : U.G.C.-Marbeuf (8e) (225-47-19) ; Paramount-Opéra *(9e) (073-34-37)* ; *Studio Alpha (5e)* (033-39-47).
UNE ANGLAISE ROMANTIQUE (Angl., v.o.) : Concorde (8e) (359-92-84) ; Saint-Germain-Village (5e) (633-87-59), v.f. : Montparnasse-Pathé (14e) (326-65-13) ; Gaumont-Madeleine (8e) (073-56-03), en soirée : Mayfair (16e) (525-27-06).

Les films nouveaux

LE BAGARREUR, film américain de Walter Hill, avec C. Bronson et J. Coburn, V.O. : Saint - Germain - Village, 5e (633-87-59), Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70), Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74), Gaumont - Sud, 14e (331-51-16), Cambronne, 15e (734 - 42 - 96), Caravelle, 18e (387-50-70), Gumont-Bosquet, 7e *(551-44-11)*.
LE RETOUR DU DRAGON, film américain de Norman Foster, avec Bruce Lee. V.F. : Hollywood-Boulevard, 9e (770-10-41), Marignan, 8e (359 - 92 - 82), *Wepler, 18e* (387-50-70), *Montparnasse - Pathé*, 14e (326-65-13), Danton, 6e (326-08-18), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27), Gaumont - Gambetta, 20e (797-02-74), Fauvette, 13e (331-56-86).
QUI ETES-VOUS, INSPECTEUR CHANDLER ? film français de Michele Lupo, avec Claudio Brook, George-V, 8e (225-41-46), Paramount - Opéra, 9e (073-34-37), Paramount-Maillot, 17e (758-24-34).
POPULATION ZERO, film américain de M. Campus, avec Oliver Reed et Géraldine Chaplin. V.O. : Publicis-Matignon, 8e (359-31-97).

VA TRAVAILLER VAGABOND (It., v.o.) : Saint-André-des-Arts (6e) (326-48-18).
VILLA DES DUNES (Fr.) : Olympic-Entrepôt (14e) (783-67-42), mer. et dim.
VIOLENCE ET PASSION (It., v.o.) : Cinoche de Saint-Germain (6e) (633-10-82).

Les festivals

AFRO - AMERICAIN (v.f.) : Palais des glaces (10e) (607-49-93) ; les Quatre de l'Ave-Maria.
WESTERNS (v.o.) : *Action Lafayette* (9e) (878-80-50) : l'Aventurier du Rio Grande ; Châtelet - Victoria (1er) (508-94-14) : Un homme nommé Cheval.
A. HITCHCOCK (v.o.) : Action République (11e) (805-51-33) : les Trente-Neuf Marches.
H. BOGART (v.o.) : Grands-Augustins (6e) (633-22-13) : la Comtesse *aux pieds nus*.
A. BAZIN (13e) (337-74-39) : Deep End (v.o.).
A. CHRISTIE (v.o.), Noctambules (5e) (033-42-34) : Lady Détective entre en service.
I. BERGMAN (v.o.), Racine (6e) (633-43-71) : le Septième Sceau.
W. ALLEN (v.o.), Studio Logos (5e) (033-26-42) : Tombe les filles et *tais-toi*.



RADIO-TÉLÉVISION

LES PROGRAMMES

« Le Monde » publie tous les samedis, numéro daté du dimanche-lundi, un supplément radio-télévision avec les programmes complets de la semaine.

VENDREDI 15 AOUT

CHAINE I : TF 1

13 h. 30 (R.), « les Dernières Vacances », de R. Leenhardt (1947). Avec O. Versois, M. François, R. *Devillers, P. Dux, B. Bovy.*

Le dernier été d'un domaine familial du Gard, qui va être vendu. Au cours de ses vacances, un adolescent s'aperçoit qu'il est épris de sa cousine, déjà passée, elle, à 15 ans, dans le clan des « grandes personnes ».

20 h. 30 (R.), Au théâtre ce soir : « Mademoiselle », de J. Deval, avec J. Morel, L. Delamare, J. Darche.

Une jeune fille de bonne famille doit dissimuler qu'elle attend un enfant ; son « chaperon » — une vieille fille apparemment revêche — lui trouvera un alibi.

22 h. 25, IT 1 journal.

CHAINE II (couleur) : A 2

20 h. 35, Documentaire : L'odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau, « Le trésor englouti » ; 21 h. 25, Dramatique : « Ce soir, on improvise », de Pirandello. Mise en scène J. Destoop. Réal. J.-M. Coldefy. Avec G. Fontanel, J. Destoop, J.-Cl. Arnaud.

A travers un spectacle improvisé sur scène par des comédiens, un metteur en scène intervient sans cesse — interpellant le public — pour expliquer ce qu'est la création théâtrale. Du théâtre dans le théâtre.

23 h. 35, Journal de l'A 2.

CHAINE III (couleur) : FR 3

20 h. 30, La vie filmée (1936-1940), de J.-P. Alessandri et J. Baronnet ; 21 h. 25 (R.), Les dossiers noirs : « Conrad Killian », réal. J. Lefèvre.

22 h. 10, FR 3 actualités.

FRANCE-CULTURE

20 h., Ce qu'on n'entend pas dans les opéras de Mozart, *par R. Stricker* ; 22 h. 30 (R.), Mémoires improvisés de Paul Claudel, par J. Amrouche ; 23 h., De la nuit ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30, Anthologie des orchestres de Radio-France, par C. Guy : septembre 1968, *l'Orchestre national interprète*, au Festival de Stresa, « les Biches » (Poulenc), « Symphonie en ut » (Bizet), « Boléro » (Ravel), « Symphonie n° 7 en ré *mineur opus 70* » (Dvorak) ; 22 h. 15 (S.), Autour d'un quatuor, par E. Chevalley (Ravel, Turina, Gerardo Gombo Guerra, Halffter, Britten, Loucheur, *Moussorgsky*) ; 24 h. (S.), Anonymes et sentimentales, par J. Markovitz et S. Darmagnac.

SAMEDI 16 AOUT

CHAINE I : TF 1

20 h. 30, Variétés : Show Adamo ; 21 h. 50, Série : Van der Valk, « La Baignade tragique » ; 22 h. 25, Athlétisme : Finale de la Coupe d'Europe à Nice ; 22 h. 55, IT 1 journal.

CHAINE II (couleur) : A 2

20 h. 25, Athlétisme : Coupe d'Europe, à Nice ; 21 h., Feuilleton : La jeunesse de Garibaldi. Réal. F. Rossi. Avec L. Mandara, M. Merli.

Garibaldi rentre en Italie avec une soixantaine d'hommes. A la conquête de l'indépendance.

22 h., Variétés : Tiens, il y a de la lumière. *Carte blanche à Jacques Bertin.*

23 h., Journal de l'A 2.

CHAINE III (couleur) : FR 3

20 h. 25, (R.) Série : La famille Boussardel, « Le temps d'aimer » ; 22 h. 15, FR 3 actualités.

FRANCE-CULTURE

20 h., « Le Serin muet », de G. Ribemont-Desaignes, par R. Pilaudin ; à 20 h. 27, Chansons d'écrivains, par J. Chouquet ; à 21 h. 33, « Les Fleurs bleues », de R. Queneau, par J.-J. Vierne ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30, (S.), Soirée lyrique : « la Défense d'aimer » (Wagner) ; 23 h., (S.), Indéterminées, par M. Victor ; 24 h., (S.), Douze-seize-dix-sept.

DIMANCHE 17 AOUT

CHAINE I : TF 1

14 h. 10 (R.), Il y a trente ans, la libération : « Charles Dequenne » (Jean de Lattre de Tassigny).

Les témoignages de la maréchale de Lattre de Tassigny et de MM. Pierre Raugel, Henri Gorce - Franklin, Paul Rivière, Eugène Claudius - Petit et le Group Captain Hugh B. Verity.

14 h. 55, Evasion : Nord-Yémen n°2, « Au cœur des tribus », d'A. Voisin et J. Cholet.

20 h. 30 (R.), film : Don Camillo... Monseigneur », de C. Gallone (1961). Avec Fernandel, *G. Cervi, A. Rignault, G. Rouere, V. Ciangottini.*

Don Camillo, devenu « monsignore » au Vatican, et Peppone, devenu sénateur à Rome, regagnent leur village pour régler un conflit entre la municipalité et la paroisse.

22 h. 30, Athlétisme : Finale de la coupe d'Europe, à Nice ; 23 h. 10, IT 1 journal.

CHAINE II (couleur) : A 2

20 h. 25, Sport : Coupe d'Europe d'athlétisme, à *Nice ; 21 h.*, Jeux sans frontières (à Mannheim) ; 22 h. 25, Journal de l'A 2.

CHAINE III (couleur) : FR 3

20 h. 30, Série : Les grands mouvements de la peinture au vingtième siècle : « Le Pop'Art et l'art américain d'aujourd'hui », de M. Blackwood ; 21 h. 30 (R.), La cervelle d'autrui : « Michel Serres ».

Professeur, historien des sciences, Michel Serres s'est intéressé, en tant que scientifique, au maître italien Carpaccio.

FRANCE-CULTURE

14 h., Poésie ; 14 h. 5, « Le Mystère de la charité de Jeanne d'Arc », de Charles Péguy, présenté par la Comédie-Française, réalisation J. Reynier ; 16 h. 5, Orchestre symphonique de la radio autrichienne, direction Ernest Bour (Ligeti, Christobal Halffter, Stravinsky).

20 h., Poésie, par M. Giroux, avec Bernard Heidsieck ; 20 h. 40, Festival de Prague : Récital de violon par Shizuki Ishikawa : « Sonate n° 3 » (Haendel), « Sonate en fa mineur » (Prokofiev), « Sonate pour violon » (Bartok), « Sonate » (Janacek) ; 22 h. 10, Disques ; 23 h., Black and blue, par L. Malson : le groupe Orégon au Festival d'Avignon ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

14 h. (S.), Concert pour mon chat, par Jean Couturier ; 17 h. (S.), Pal Tarapapapoum, par F. Auclain (Ketelbey, Weber, Yvain, Poulenc, Stravinsky).

20 h. 30 (S.), Anthologie des orchestres de Radio-France, par C. Guy (1968-1969), l'Orchestre national interprète « *Toccata et Fugue en ré mineur* » (Bach), « Transcription pour orchestre » (S. Skrowaczewski), « Concerto pour orchestre » (Lutoslawski), « Musique funèbre dédiée à la mémoire de Bela Bartok » (Lutoslawski), « Symphonie n° 5 » (Tchaïkovski).

TRIBUNES ET DÉBATS

● *M. Georges Marchais*, secrétaire général du parti communiste français, est l'invité de François Bonnemain et de Jacques Hebert, au cours de l'émission « Dix questions, dix réponses pour convaincre », le lundi 18 août, à 19 h. 20, sur France-Inter.

● *Un document sur la détention du maréchal Pétain*, à l'île d'Yeu de 1945 à 1951, sera diffusé pour la première fois ce vendredi 15 août, à l'occasion du trentième anniversaire de sa condamnation, au cours du journal télévisé de *20 heures sur I.T. 1.*

VU

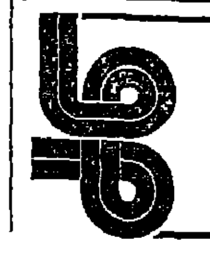
« L'Espagne et la mort »

Espagnes, *c'était le titre d'une série de portraits mythologiques réalisés par Jose Berzosa autour des dépouilles du Cid, de Don Miguel de Mañara, et du Quichotte. Espagnes, ou le soleil et la violence, Dieu et la mort, l'amour et la folie. Et le temps qui se mélange, le présent et l'éternité.*

Les Espagnes de Berzosa sont indispensables à la « lecture » de la Dame de l'aube d'Alejandro Casona, dont Antenne 2 a diffusé jeudi soir une mise en images réalisée par Aldo Altit. Le réalisateur n'est pas vraiment en cause : il a maîtrisé son récit, homogénéisé sa figuration du fantastique, comme il n'avait su le faire ni dans le Cygne ni dans la Barque sans pêcheur, passés sur l'ancienne troisième chaîne : il progresse. Mais, manifestement, son idée de la féerie, du conte, est dérivée du monde pictural de Disney, un Anglo-Saxon qui avait précisément l'art de mettre du matérialisme là où il n'en faut pas, histoire de rationaliser un peu la fantasmagorie. En bon Américain, il avait peur des dégâts.

Mais Altit est d'origine espagnole, et c'est là qu'on frôle l'incompréhensible : Emmanuelle Riva interprète la mort, elle ne l'incarne pas ; Virginie Billetdoux, trouvée entre deux eaux, semble annoncer : « Le petit chat... », Germaine Delbat promène une justesse terre à terre de paysanne française ; Françoise Lugagne est une Elvire de Molière, pas des bords du Guadalquivir. Quel intérêt porter, alors, à cette intrigue où dame pèlerine vient chercher à date fixe ses compagnons d'éternité ; s'endort à l'heure du travail ; fustige les amours d'un jeune veuf et d'une « Boudu » reconnaissante, et parle d'un monde froid et doux, envers d'un concert dont on ne perçoit ni la chair ni la chaleur ? C'est un peu comme du Grimm, du Perrault, ou du Beaumont (Mme de B.) quand on les met en illustrés pour les enfants (le voici, Walt Disney) : il faudrait un inconscient sérieusement espagnol pour reconstituer ce qui est censuré. Mais évidemment, on ne le passerait ni avant 22 h. 30 ni la veille du 15 août.

M. E.



FAITS DIVERS

L'incendie de la lande de Lüneburg pourrait avoir une origine criminelle

De notre correspondant

Bonn. — L'incendie qui fait rage depuis une semaine dans la lande de Lüneburg, en Basse-Saxe, paraissait, dans la soirée du jeudi 14 août, avoir été maîtrisé. Les autorités considèrent que, si les conditions climatiques ne s'aggravent pas dans les jours qui viennent, une partie des quatorze mille pompiers, soldats de la Bundeswehr et de la police des frontières, pourront être retirés. La majorité des deux mille personnes qui avaient dû être évacuées ont pu regagner leur domicile. La ligne de chemin de fer Hanovre-Hambourg a été rouverte. Cependant, les hélicoptères de l'armée et de la police continuent leur mission de surveillance, et les chars agrandissent la tranchée coupe-feu, large de 250 mètres et longue de 10 kilomètres, qu'ils ont creusée dans la forêt.

Les autorités n'excluent pas que l'incendie soit la conséquence d'un ou de plusieurs actes criminels. Des bougies calcinées auraient été retrouvées à différents endroits par les enquêteurs, qui ont déjà appréhendé un suspect. Cependant, les polémiques sur les responsabilités de l'ampleur de la catastrophe continuent : jeudi, le ministre de l'intérieur de Basse-Saxe a retiré son commandement au général de la police des frontières, qui avait été chargé de la coordination de la lutte contre le feu.

Plusieurs observateurs reprochent aux autorités régionales, seules compétentes, selon la Constitution, pour la lutte contre des catastrophes naturelles, d'avoir, à l'origine, sous-estimé l'ampleur du sinistre, tardé à demander à l'État fédéral des moyens plus puissants que ceux dont pouvaient disposer les pompiers locaux, et enfin d'avoir mal organisé la coordination des différentes forces de secours.

D. Vt.

Du 1er juin au 31 juillet

DEUX CENTS CAMBRIOLEURS ONT ÉTÉ ARRÊTÉS A PARIS

Deux cents cambrioleurs ont été arrêtés à Paris dans la période *comprise entre le 1er juin et le 31 juillet* par les équipes de la police municipale spécialement chargées de la surveillance des immeubles, indique-t-on à la préfecture de police de Paris.

La direction générale de la police municipale avait mis en place, il y a quelques années, un dispositif particulier de rondes diurnes et nocturnes pendant la période des vacances afin de dépister les cambrioleurs qui profitent de l'absence de nombreux Parisiens pour s'introduire dans les habitations.

Durant les mois de juin et juillet, 12 500 immeubles parisiens ont été ainsi inspectés par ces policiers ; *5 613 personnes ont été interpellées* pour vérification d'identité et 200 délinquants appréhendés et déférés au parquet.

● *Après la mise à sac, le 17 juillet, d'un cabaret de Limoges, le Club-87*, huit militaires du *20e régiment d'artillerie* en garnison dans la ville — un sous-officier de carrière et sept soldats du contingent — viennent d'être inculpés par le magistrat instructeur, M. Gilbert Thiney, de coups et blessures volontaires, dégradations et atteinte à la propriété immobilière d'autrui.

SPORTS

VOILE

La Grande-Bretagne gagne pour la sixième fois l'Admiral's Cup

De toutes les sources d'énergie, le vent est la plus capricieuse. Le Fastnet l'a démontré une fois de plus. A l'aller, entre Cowes et l'Irlande, la plupart des deux cent quatre-vingts concurrents, dont cinquante-sept (dix-neuf équipes nationales de trois bateaux) disputant l'Admiral's Cup, véritable championnat du monde de haute mer, avaient progressé à bonne allure, et l'on pouvait même espérer voir tomber le record de l'épreuve (trois jours, sept heures, onze minutes pour 605 milles). Mais sur la route du retour, à Plymouth, le vent a faibli ou a disparu, tandis que certains bateaux avaient affaire à des courants de marée manquant d'esprit d'à-propos.

A ce jeu-là, les Anglais, qui ont des atouts dans leur manche, montrent plus d'habileté que d'autres, et ce Fastnet, dernière des quatre épreuves de l'Admiral's Cup, leur a *permis d'accroître* l'avance acquise dans les deux petites courses disputées près de Cowes, haut lieu du yachting britannique.

En de telles circonstances, la chance joue un rôle important même pour les bateaux étrangers qui — précaution utile — avaient à leur bord un équipier anglais. Pour la sixième fois depuis la création (1957) de cette grande compétition disputée les années *impaires,* la Grande-Bretagne enlève l'Admiral's Cup, gagnée *deux fois* par les États-Unis (1961 et 1969), une fois par l'Australie (1967) et par l'Allemagne fédérale (1973). Avec 980 points, l'*Angleterre* se détache devant la R.F.A., 872 points, et les États-Unis, 843 points. Les Pays-Bas (763), neuvièmes avant le Fastnet, terminent à *la quatrième* place, tandis que l'Australie déçoit en se contentant du neuvième rang. La France est dixième, ex aequo avec la Suisse.

A l'arrivée à Plymouth, les première et troisième places *étaient* occupées *par* deux concurrents néerlandais, à l'aise dans le petit temps, *Goodwin* et *Standfast*, dus à *l'architecte et constructeur* Frans Maas de Breskens ; l'architecte américain Stephens est représenté par les deuxième et quatrième bateaux.

A l'arrivée du Fastnet, les Anglais sont seuls à placer leurs trois bateaux dans les douze premiers (5e, 11e et 12e). Dans l'équipe de France, *Revolution* obtient une belle sixième place, alors que *Katsou* est vingt et unième et *Coriolan* dernier. Ce voilier de 15 mètres, tout récemment construit à grands frais sur plan danois, s'est révélé consternant. Son propriétaire avait misé sur l'architecte Elvström, mais en réalité le meilleur architecte d'Europe est français : il s'appelle André Mauric.

La France, qui obtient des succès spectaculaires dans le domaine du dériveur (F.D., 470, Finn), est surclassée en haute mer. Heureusement pour nous, les Jeux olympiques ne réservent pas de place à la course au large.

YVES ANDRÉ.

FOOTBALL

STEPHAN KOVACS CONFIRME SON DÉPART

Le Roumain Stephan Kovacs a confirmé, le jeudi 14 août, qu'il quitterait définitivement la France le 1er décembre prochain. Le directeur des équipes de France a déclaré qu'il resterait en Roumanie, où il était tenu de retourner, bien que son contrat avec la Fédération française de football ne doive prendre fin que le 1er juillet 1976.

Avant d'annoncer son départ, M. Kovacs avait communiqué les noms des seize joueurs retenus pour le match France - Real de Madrid, qui sera disputé le 19 août, à 20 h. 30, au Parc des Princes :

Gardiens : Baratelli (Nice), Dropsy (Strasbourg) ;

Défenseurs : Domenech (Lyon), Trésor (Marseille), Lopez (Saint-Étienne), Adams (Nice), Bracci (Marseille) ;

Milieu de terrain : Huck (Nice), Michel (Nantes), Larqué (Saint-Étienne), Guillou (Nice) ;

Avants : Rocheteau (Saint-Étienne), Molitor (Nice), Coste (Lille), Bereta (Marseille), Emon (Marseille).

D'UN SPORT A L'AUTRE...

ATHLÉTISME. — *L'athlète de République fédérale d'Allemagne, Walter Schmidt, a battu le record du monde du lancer du marteau avec un jet de 79,30 mètres. Le précédent record était détenu par son compatriote Karl-Hans Riehm (78,50 mètres).*

FOOTBALL. — *Monaco et Bordeaux ont fait match nul, 1 à 1, au terme d'un match comptant pour la deuxième journée du championnat de France de première division.*

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

AFFAIRES

L'AUGMENTATION DU PRIX DU PÉTROLE NE DEVRAIT PAS ÊTRE DRACONIENNE déclare M. Yamani

« Certains pays au sein de l'OPEP insistent pour que les prix [du pétrole] *subissent une augmentation de 35 %. L'Arabie Saoudite se prononcera, elle aussi, pour une augmentation qui, toutefois, ne devrait pas être draconienne »,* si les pays industrialisés ne réduisent pas *le prix* de leurs produits, a déclaré Cheikh Ahmed Zaki Yamani, ministre saoudien du pétrole, dans une interview accordée à l'hebdomadaire milanais *Europeo*.

Le Venezuela, l'Algérie, l'Equateur, l'Irak, le Gabon et la Libye seraient, selon M. Yamani, partisans d'une hausse « draconienne », mais *« nous nous rendons compte,* a indiqué le ministre, *que pour ne pas ruiner l'économie mondiale, nous devons nous opposer à la politique de certains membres de l'OPEP ».* M. Yamani a affirmé que son *pays avait les moyens, en augmentant* ou en réduisant sa production pétrolière, de ruiner soit les pays consommateurs, soit les pays producteurs de pétrole.

LA COMMISSION DE LA C.E.E. CONTINGENTE LES IMPORTATIONS DE PRODUITS TEXTILES EN PROVENANCE DE LA CORÉE DU SUD.

Les importations de produits textiles de la Corée du Sud vers les pays de la C.E.E. seront contingentées jusqu'au 31 décembre 1975, a décidé la commission de Bruxelles. Cette mesure de sauvegarde, qui prend effet immédiatement, fixe pour chaque produit des plafonds d'importations correspondant au niveau atteint en 1974. Cette décision s'explique, précise-t-on à Bruxelles, par les perturbations sérieuses que les importations en provenance de ce pays ont provoquées sur le marché européen des textiles, en ce qui concerne notamment la lingerie, les chemises pour hommes et la bonneterie (chandails, chaussettes, etc.). Les négociations entreprises depuis le mois d'avril entre Séoul et la C.E.E. en vue d'une auto-limitation des exportations textiles n'ont pas abouti, mais on espère, à Bruxelles, parvenir bientôt à un accord bilatéral, qui permettrait d'annuler les mesures de sauvegarde.

UNE FILIALE DE LA S.N.C.F. EST CHARGÉE DE L'ÉTUDE D'UNE VOIE FERRÉE EN AFGHANISTAN

La compagnie française Sofrerail a conclu, le 3 juillet, avec l'Afghanistan, un contrat d'étude pour un projet d'une ligne ferroviaire trans-afghane de 1 800 kilomètres au maximum. L'étude, financée par un don iranien, coûtera 19 millions de francs. Elle devrait durer dix-huit mois.

L'Afghanistan est totalement dépourvu de voies ferrées. A ses frontières s'arrêtent les lignes soviétiques, iraniennes et pakistanaises. La construction du « chaînon manquant » du réseau ferroviaire eurasiatique revêt une importance particulière tant pour les liaisons internationales entre l'Europe, le Moyen-Orient, l'Asie centrale et le sous-continent indien que pour l'Afghanistan lui-même, qui, disposant d'importantes ressources minérales et agricoles, souffrait considérablement de son enclavement ferroviaire.

EMPLOI

● *Menace de licenciements chez Elisabeth Arden.* — Le trust américain Eli Lilly, qui, depuis 1970, contrôle la société de parfums Elisabeth Arden, aurait décidé de fermer l'établissement de Levallois-Perret (Hauts-de-Seine). Cette mesure entraînerait le licenciement de cent vingt personnes. Dans un communiqué daté du 12 août, le Syndicat C.G.T. de l'entreprise annonce *« le blocage de la distribution des produits »* en attendant la recherche d'une solution.

BOURSE

LONDRES

Calme

Dans l'attente de la publication de l'indice des prix de détail, le marché marque une pause vendredi matin, après le vif repli que le déficit de la balance commerciale avait engendré la veille. Les industrielles et les fonds d'État varient peu. Effritement des pétroles. Les mines d'or oscillent faiblement dans les deux sens.

OR (ouverture) (dollars) : 161 60 contre 161 80

NEW YORK

Nouvel effritement

L'effritement des cours s'est poursuivi jeudi à Wall Street, toujours avec un faible courant d'affaires. Mais, pour l'essentiel, les pertes *enregistrées au cours de la séance* ont été acquises dès la première heure de transactions, le marché se stabilisant par la suite jusqu'à la clôture. Finalement, l'indice des industrielles s'est établi à 817,04, *soit à 3,52 points au-dessous de son* niveau de la veille.

L'activité a porté sur 12,46 millions de titres contre 12 millions précédemment.

Le renchérissement du loyer de l'argent à *court terme,* la crainte d'une reprise de l'inflation, alimentée cette fois par l'annonce de plusieurs hausses de prix (automobile, sidérurgie), ainsi que la baisse des ventes de voitures au début d'août, *ont contribué à entretenir un climat* de morosité sur les différents groupes.

La plupart des compartiments ont subi des pertes. Seule la sidérurgie s'est montrée relativement bien *disposée.*

Sur 1 732 valeurs traitées, 931 ont baissé, 379 ont monté et 422 n'ont pas varié.

Indices Dow Jones : transports, 156,67 (— 0,20) ; services publics, *77,26 (— 0,58)*

VALEURS	COURS 13/8	COURS 14/8
Alcoa	46 ...	46 1/4
A.T.T.	48 5/8	48 1/4
Boeing	25 3/4	25 3/4
Chase Manhattan Bank	33 1/2	32 5/8
Du Pont de Nemours	122	120 1/2
Eastman Kodak	81 7/8	82 ...
Exxon	87 7/8	86 ...
Ford	39	39 1/4
General Electric	43 3/8	43 3/8
General Foods	23 1/8	23 ..
General Motors	49 .	48 7/8
Goodyear	18 3/8	18 1/8
I.B.M.	177 1/2	178 3/4
I.T.T.	21 1/8	20 ..
Kennecott	33 1/4	32 1/2
Mobil Oil	44	44 ...
Pfizer	26 1/2	26 5/8
Schlumberger	78 7/8	79 7/8
Texaco	24 3/8	24 1/8
U.A.I. Inc.	22 3/8	22 3/8
Union Carbide	59 5/8	58 3/4
U.S. Steel	62	62 5/8
Westinghouse	15 3/8	15 3/8
Xerox	64 5/8	65 1/7

AGRICULTURE

Le FEOGA a dépensé 15 % de moins en 1974 pour le soutien des marchés

En 1974, le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA), *« la tire-lire de l'Europe verte »,* n'a dépensé que 17,4 milliards de francs, soit 15 % de moins qu'en 1973. Pour la première fois depuis 1970, le coût du soutien des marchés agricoles *a été en recul. Les dépenses* engagées à ce titre avaient représenté 0,38 % du produit intérieur brut de la Communauté en 1971, 0,44 % en 1972, 0,50 % en *1973 contre 0,37 % en 1974.*

Continue à venir en tête des dépenses le secteur laitier avec 6,8 milliards de francs, soit 40 % du budget. Suivent les céréales avec 2,24 milliards (12,8 %) et la viande bovine avec 1,8 milliard (10 %).

La Commission européenne, depuis 1971, a dépisté cent soixante-seize cas de fraudes au préjudice du FEOGA, fraudes dont le montant s'élève à 84 millions de francs. Quatre-vingt-neuf cas ont été réglés, et il reste 30 millions à récupérer. La plupart des fraudes ont été commises à l'aide de fausses écritures comptables pour obtenir indûment des subventions à l'exportation ou à la destruction des excédents.

LE DÉPARTEMENT DES LANDES EST DÉCLARÉ ZONE SINISTRÉE

A son tour, pour cause de sécheresse, le département des Landes vient d'être déclaré zone sinistrée pour les cultures de maïs et les prairies.

Par ailleurs, contrairement à une information donnée dans *le Monde* du 15 août, ce n'est pas la moitié du vignoble de Saint-Pourçain-sur-Sioule qui a subi de violents orages de grêle détruisant la récolte, mais seulement trois communes sur dix-neuf.

FAITS ET CHIFFRES

Automobile

● LE GOUVERNEMENT CHILIEN A CHOISI LE CONSORTIUM PEUGEOT-RENAULT pour rationaliser l'industrie automobile chilienne. Le gouvernement militaire, poursuivant les travaux entrepris par le précédent gouvernement, avait lancé un appel d'offres. Il s'agissait de déterminer quelles sociétés parmi les douze présentes sur le marché chilien seraient autorisées à continuer leur production. Cinq firmes avaient répondu à l'appel d'offres : Peugeot-Renault, General Motors, Volkswagen, Nisan et Fiat. — *(A.F.P.)*

Monnaie

● LE JAPON EST FAVORABLE A LA CONFERENCE MONETAIRE PROPOSEE PAR LA FRANCE. — Le Japon a fait savoir, jeudi 14 août, qu'il acceptait de participer à la conférence monétaire des Cinq proposée par le président Giscard d'Estaing, à condition qu'un accord intervienne à l'avance sur le contenu des travaux de la réunion.

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

TOURISME

LE CLUB MÉDITERRANÉE AU SECOURS DE LA CORSE ?

« La croissance rapide de la fréquentation touristique de la Corse, au cours des dix dernières années, a suscité dans l'opinion insulaire des réactions réservées, voire négatives, à l'égard du tourisme ou de certaines de ses formes », notait la *« charte du développement économique »* de l'île de Beauté, votée à l'unanimité, au début du mois de juillet, par le conseil régional.

Les Corses éprouvent un sentiment de dépossession de leur patrimoine foncier : *« Certaines installations touristiques appartiennent à des non-insulaires et sont gérées par des étrangers, alors que la population locale y est employée à des tâches subalternes. »* M. Gilbert Trigano, « patron » du Club Méditerranée, qui exploite trois établissements dans l'île de Beauté — Cargèse (850 lits), sur la côte occidentale, Sant'Ambrogio (520 lits) et Santa-Giulia (1 250 lits), sur la côte orientale (vingt-cinq mille touristes en 1974, dont 50 % d'étrangers), — a exposé son point de vue devant une commission du conseil régional et du Comité économique et social.

M. Trigano s'est défendu de faire vivre ses « villages » en vase clos : 94 % des achats sont faits *sur place, a-t-il précisé.* Pour mieux intégrer le Club à son milieu naturel, il a proposé de recruter et de former cent jeunes animateurs corses, de créer un *village de vacances à l'intérieur* de l'île et de collaborer étroitement avec les hôteliers locaux.

FAITS ET PROJETS

Environnement

● BAIGNADE INTERDITE. — Depuis le 14 août, des C.R.S. interdisent toute baignade sur la plage de Camplong, près de *Fréjus (Var).* A la *suite* des travaux de réfection d'un égout, l'eau de mer est polluée par des bactéries pathogènes. On craint que la plage de la base aéronavale de Fréjus ne soit également touchée dans les jours à venir. — *(A.F.P.)*

Transports

● FIN DE LA GREVE D'ALITALIA. — La grève de sept jours des pilotes italiens a pris fin jeudi 14 août à minuit.

● SIX TUES DANS UN TRAMWAY. — Six personnes ont été tuées et une vingtaine d'autres sérieusement blessées dans un accident de tramway survenu le jeudi 14 août en fin de soirée à Stuttgart. Selon les premiers éléments de l'enquête, les freins auraient lâché.

CIRCULATION

Libres opinions

La ceinture de sécurité a fait ses preuves

par MICHEL LE NET (*)

Pour ou contre ? Le débat sur la ceinture de sécurité est relancé à chaque grand départ de vacances. Dangereuse pour ***les uns, elle est pour les autres un des instruments de la*** **sécurité sur les routes.**

LA ceinture de sécurité a commencé à être introduite comme *élément de protection dans les automobiles d'usage courant* il y a moins de dix ans. Cet équipement s'est généralisé d'abord dans les pays scandinaves et anglo-saxons, au sein des sociétés qui ont souvent montré la voie dans la recherche d'une vie collective plus sûre.

Toutes les instances compétentes qui ont eu à étudier l'efficacité du port de la ceinture au niveau mondial ont abouti à un avis unanime concernant l'intérêt de ce moyen de rétention en cas de choc. Le port de la ceinture est ainsi, après la limitation de vitesse généralisée, la mesure la plus immédiatement rentable dès son heure d'application, si elle est correctement respectée.

Aussi la France, après l'Australie, a-t-elle pris les décisions propres à répandre le plus largement possible l'usage de cet équipement par des campagnes d'information et d'incitation d'abord, confirmées par les réglementations que l'on sait.

La généralisation des obligations concernant ce port dans tous les pays industrialisés est évidemment la confirmation de l'efficacité de cette mesure qui n'est, à l'évidence, entachée d'aucun caractère autre que purement technique.

En 1975, la Suède, l'U.R.S.S., l'Espagne, la Belgique, le Luxembourg, les Pays-Bas, Israël, auront pris des dispositions analogues. En 1976, la Suisse et l'Allemagne feront de même.

Au vu des relevés d'accidents établis par la police nationale et la gendarmerie nationale en 1974, mettant en évidence dans chaque cas le port ou le non-port des ceintures par les occupants, on a une *nouvelle fois* constaté que la ceinture portée divisait par plus de deux le risque d'être tué, comme on a de même observé qu'en cas d'éjection le risque fatal était multiplié pas dix...

Ces résultats, relevés dans *tous les pays par tous les responsables* en charge d'améliorer la sécurité routière, qu'ils soient médecins ou ingénieurs, sont là : les réfuter signifie nier l'évidence.

Affirmer, comme on a pu le voir écrit parfois, que la ceinture peut avoir entraîné la mort dans une situation exceptionnelle, convergence d'un ensemble tout à fait inhabituel de circonstances défavorables, qui oserait le contredire ? Encore que l'on ne connaisse pas à l'heure actuelle avec certitude un tel exemple.

Mais doit-on, parce que dans un cas sur huit cent mille l'encéphalite vaccinale — complication de la vaccination antivariolique, obligatoire par la loi de 1902 — a des conséquences fatales, supprimer pour autant cette mesure ?

Mille sauvés pour un décès font toujours que neuf cent quatre-vingt-dix-neuf personnes auront la vie sauve grâce à une telle obligation.

Et pour les responsables de la définition et de l'application d'une politique de sécurité générale, c'est le bilan global qui prime à l'évidence, d'autant plus quand il est aussi fortement *sans appel !*

Profiter de l'exception à la règle pour attirer l'attention du public sur les inconvénients, aussi mineurs soient-ils, de la ceinture telle qu'elle est présentement n'est pas faire preuve de grand *esprit social.*

Qui sera responsable des morts encourues par les personnes qui, encore trop réticentes à suivre la réglementation, ne demandent qu'à trouver bonne conscience dans de tels propos pour échapper à la règle à leurs dépens ?

Certes, nul ne songe à nier que certains types de ceinture actuellement commercialisés ne sont pas toujours d'un réglage commode. Des progrès ont déjà été accomplis. De nouveaux perfectionnements suivront.

Mais la ceinture, telle qu'elle est, sauve, et plus elle sera portée, plus elle sauvera. Qui peut gagner au contraire ?

(*) Secrétaire général adjoint au comité interministériel de la sécurité routière.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

AUX ÉTATS-UNIS

Le président Ford s'apprête à lever les surtaxes et les contrôles affectant les produits pétroliers

Le président Gerald Ford a décidé, le 14 août, de supprimer la surtaxe spéciale, en vigueur depuis février — *et portée à 3 dollars par baril en* juin, — frappant le pétrole importé aux Etats-Unis. On sait que la cour d'appel du district de Columbia (Washington), sur plainte de huit gouverneurs des Etats du Nord, avait jugé, le 11 août, que ces mesures d'exception outrepassaient la compé*tence de l'exécutif. M. Ford* envisage de saisir la Cour suprême de ce litige, non pas pour rétablir les surtaxes en cause, mais pour faire reconnaître qu'elles relevaient bien de son autorité.

D'autre part, le président se pré*parerait à opposer son veto* à une mesure du Congrès votée récemment et reconduisant pour six mois, à partir du 31 août, le strict contrôle des prix de 60 % du brut extrait du sol américain pour faire échec au plan présidentiel de libéralisation progressive de ceux-ci, prévoyant un retour à la liberté des prix étalé sur trente-neuf mois. Les congressmen ont fait front contre une *mesure qui, selon eux, conduirait* à une hausse du carburant. Le prix « fixé » *pour* ce pétrole intérieur est actuellement de 5,25 dollars le baril contre 14 dollars pour le pétrole du marché libre.

Le but du programme de M. Ford était de réduire cet écart pour en*courager la production intérieure et*, de ce fait, diminuer la dépendance croissante de l'économie américaine en approvisionnements pétroliers extérieurs.

Ces problèmes sont au centre des débats d'un symposium qui se tient en ce moment à Vail, la station du *Colorado où M. Ford est en vacances* jusqu'au 25 août. Il doit tenir sur place une conférence de presse ven*dredi soir*, qui sera sans doute consacrée en grande partie à la politique énergétique de la Maison Blanche et aux obstacles qu'elle rencontre au Congrès.

En Espagne

ARRESTATION DE MEMBRES DE L'UNION DU PEUPLE DE GALICE

Madrid *(A.F.P., A.P., Reuter, U.P.I.)*. — Une vingtaine de membres de l'Union du peuple de Galice ont été arrêtés ces derniers jours. Au cours des opérations, un jeune homme, Ramon Reboira Noya, a été tué par la police. L'organisation autonomiste galicienne est soupçonnée de collaborer avec *le mouvement* révolutionnaire basque ETA.

Des plaintes ont d'autre part été déposées à Madrid à la suite de plusieurs enlèvements et séquestres d'amis ou de parents de militants d'extrême gauche. Les victimes ont été enlevées à leur domicile, généralement de nuit. Les yeux bandés, elles ont été conduites en des lieux secrets où elles ont été interrogées et quelquefois malmenées, avant d'être relâchées en pleine nuit dans les environs de la capitale.

Enfin, la peine de mort a été requise à Madrid contre cinq militants du mouvement d'extrême gauche le Front révolutionnaire antifasciste patriote (FRAP), accusés d'avoir participé, il y a un mois, à l'assassinat d'un policier madrilène et à une tentative d'assassinat contre un autre représentant des forces de l'ordre.

SELON M. BREJNEV

Une partie des clauses de l'accord d'Helsinki devront faire l'objet d'accords spéciaux

Moscou *(A.F.P., A.P., U.P.I.)*. — M. Brejnev a reçu, jeudi 14 août, à Yalta, dans sa résidence de vacances, un groupe de dix-huit représentants américains, conduit par M. Carl Albert, président démocrate de la Chambre basse du *Congrès, qui séjourne en* U.R.S.S. depuis le 7 août à l'invitation du Soviet suprême de l'U.R.S.S. Au cours de l'entretien, qui a duré deux heures trente, M. Brejnev a évoqué l'acte final récemment signé à l'issue de la conférence paneuropéenne d'Helsinki. Il a *tenu à ce* propos à faire une distinction entre les clauses de cet accord qui sont, a-t-il dit, d'une « nature contraignante » et celles qui nécessiteront des accords spéciaux entre gouvernements. C'est dans cette dernière catégorie que le secrétaire général du P.C. *soviétique range* les dispositions de la « troisième corbeille », concernant les échanges d'hommes *et d'informations.*

M. Brejnev a montré quelque agacement lorsqu'il a été interrogé sur l'émigration des juifs soviétiques : « *C'est la cent cinquantième fois que l'on me pose cette question* », a-t-il dit, ajoutant : « *Il existe des questions plus importantes à discuter entre nos deux pays : la guerre et la paix, les moyens d'éviter un conflit nucléaire et d'améliorer nos relations. Comparée à ces problèmes, la question de savoir qui peut quitter l'Union soviétique est un point mineur.* » Il a affirmé que le nombre de candidats à l'émigration est en baisse et que tous peuvent quitter librement l'U.R.S.S., sauf ceux qui ont eu connaissance de secrets d'Etat.

Les représentants américains ont dit avoir trouvé M. Brejnev « en pleine forme ». Le chef du P.C. soviétique a accompagné ses hôtes, au volant d'une Rolls-Royce qui lui a été offerte par le gouvernement britannique, dans la visite d'un château du tsar Alexandre *III*.

[On sait que les autorités sovié*tiques ont refusé récemment* à un groupe de journalistes étrangers accrédités à Moscou l'octroi d'un visa d'entrées et sorties multiples en arguant que cette disposition de l'acte final d'Helsinki devait faire l'objet d' « arrangements » entre les gouvernements concernés. M. Brejnev semble généraliser cet argument, qui ralentira l'application, déjà difficile, des dispositions de la troisième corbeille.]

LE CARDINAL MARTY SE PRONONCE CONTRE LES VIOLENCES AU PORTUGAL

Un appel au calme pour que cessent les violences au Portugal a été lancé le vendredi 15 août par le cardinal François Marty, archevêque de Paris, au cours de l'homélie qu'il a prononcée à Notre-Dame de Paris.

Le président de la conférence épiscopale française a estimé qu'il ne fallait pas que les pauvres soient les victimes des troubles actuels qui sévissent au Portugal.

Il s'est gardé de toute allusion politique.

EN S'ALLIANT AU PARTI COMMUNISTE M. MITTERRAND S'EST TROMPÉ déclare M. Chinaud

M. Roger Chinaud, président du groupe des républicains indépendants de l'Assemblée nationale, *interrogé jeudi 14 août au journal* de 13 heures de France-Inter, a estimé que si les partis signataires du programme commun obtenaient la majorité en France « *le P.C.F. serait tenté de se comporter comme M. Cunhal* ».

M. Chinaud a ajouté : « *Finalement, M. Mitterrand s'est trompé en choisissant le parti communiste. Il s'est trompé en choisissant le programme commun et, encore une fois, l'article de* la Pravda *disait très clairement que sur le plan de la stratégie le parti communiste ne doit jamais céder sa position de tête dans la lutte révolutionnaire car c'est l'unique parti capable de conduire le combat pour les objectifs politiques fixés dans une plate-forme commune. Ceci est bien clair. M. Mitterrand s'est trompé et sa clientèle socialiste, encore une fois de tradition généreuse et libérale, s'en souviendra comme s'en souviendront les Français. C'est à nous, majorité, de nous comporter pour respecter ce qui correspond à ces engagements socialistes, c'est-à-dire généreux.* »

SUR UNE ROUTE DU VAL-D'OISE

Une automobile, arme du meurtre

Les courses-poursuites automobiles, meurtrières de préférence, sont, de nos jours, le *clou des films dits d'action.* C'est toujours le même scénario, pas moyen d'y échapper. Imbues, sans doute, de ce genre de « culture » cinématographique, deux petites gouapes, vêtues de tee-shirts rouges *et le visage dissimulé* derrière des masques de carton, se *sont* amusées, dans la nuit du 14 au 15 août, à transposer dans la réalité cette violence mécanique. Résultat : un mort, trois blessés.

Leur jeu a consisté à percuter contre l'arrière de voitures plus petites que la leur — une 504 Peugeot de couleur bordeaux, volée naturellement — et, pare-chocs contre pare-chocs, à les pousser le plus vite possible afin de les ren*verser*. Ils *ont* réussi avec une 2 CV conduite par M. Jean-Pierre Manteaux, trente-deux ans, technicien, qui regagnait son domicile à Hérouville (Val-d'Oise), avec sa femme, Marie-Claude, vingt-huit ans, et ses *deux fillettes qui somnolaient* sur la banquette arrière, Laurence, six ans, et Emmanuelle, *cinq* ans.

Sur plusieurs centaines de *mètres*, la 504 a poussé la 2 CV entre Pontoise et Méru. On imagine la jubilation qui pouvait régner dans la première voiture et l'affolement dans la seconde. M. Jean-Pierre Manteaux a bien essayé de ne *pas quitter la route et même* d'échapper à ses agresseurs, mais c'était le pc' de terre... La 2 CV a heurté le bas-côté, a basculé : Mme Marie-Claude Manteaux, éjectée la tête la première sur la chaussée, est *morte sur le coup. Les deux* fillettes et leur père sont plus ou moins sérieusement blessés. Hébété, M. Manteaux n'a même pas eu le temps de relever le numéro de la 504 : celle-ci avait déjà fait demi-tour.

C'est un autre automobiliste qui a réussi à noter ce numéro et à donner l'alerte quelques instants plus tard : les deux voyous ont tenté de le prendre pareillement « en charge », mais il était, lui aussi, à bord d'une 504. Les gendarmes de l'Isle-Adam *et de Pontoise enquêtent...*

M. C.

Dans le Finistère

ATTENTAT A L'EXPLOSIF CONTRE LA CENTRALE NUCLÉAIRE DES MONTS D'ARRÉE

Un attentat à *l'explosif* a été commis dans la nuit du 14 au 15 août contre la centrale nucléaire des monts d'Arrée, à Brennilis (Finistère). La direc*tion de cette* centrale et le représentant du commissariat à l'énergie atomique ont aussitôt annoncé dans un communiqué que cet acte n'entraînera aucun risque d'ordre radio-actif. Mais ils ont précisé que l'usine atomique devait être immédiatement fermée et la production *d'énergie* atomique arrêtée pour une durée indéterminée, bien que « *les conditions de travail sur le site demeurent normales* ».

Selon la gendarmerie de Châteaulin, deux explosions se sont produites, à 1 h. 45 et 2 h. 2, à deux endroits différents. Elles n'ont causé que des dégâts matériels peu *importants. Le* tambour de filtration de la prise d'eau, qui sert à refroidir le condenseur de la turbine, ainsi que la cheminée assurant l'évacuation de l'air du bâtiment ont été légèrement endommagés. Cet attentat n'était toujours pas revendiqué, ce vendredi *en fin de* matinée, et aucun tract ou inscription n'a été trouvé sur les lieux.

La centrale nucléaire dite « *E.L. 4* » *est de faible puissance* : 70 mégawatts. Expérimentale, elle est d'un type ancien, et combine l'utilisation d'eau lourde comme modérateur (d'où son nom, E.L. 4) et de gaz carbonique pour le refroidissement ; entrée en fonctionnement en 1967, elle a subi de nombreuses *pannes avant* d'être réellement opérationnelle, et elle ne fournit de l'électricité en quantité appréciable que depuis l'année 1971 ; elle devait être fermée en 1975, mais on avait décidé de la laisser en fonctionnement jusqu'en 1977 ou en 1980.

[Il faut noter que le 3 mai dernier, deux explosions avaient endommagé le réacteur en construction à la centrale de Fessenheim (Haut-Rhin). *Cet attentat, désavoué par les* mouvements écologiques, mais revendiqués par le commando Ulrike-Meinhof-Puig-Antich, devait entraîner un retard de plusieurs mois dans l'achèvement de la centrale. En Bretagne, trois emplacements ont été proposés par le gouvernement *pour la construction de nouvelles* centrales nucléaires : Beg au Fry, près de Morlaix (Côtes-du-Nord), Plogoff (Finistère) et Erdeven (Morbihan). Le conseil régional n'a pas encore exprimé son choix, mais une centaine de comités locaux d'information sur le nucléaire se sont créés *dans les départements armoricains* : une fête « antinucléaire » a déjà réuni environ dix mille personnes à Erdeven au mois d'avril dernier et une deuxième manifestation du même genre doit avoir lieu, toujours à Erdeven, le dimanche 17 août.]

Après les incendies d'Ebange et de Metz

LA SURVEILLANCE A ÉTÉ RENFORCÉE AUTOUR DES INSTALLATIONS PÉTROLIÈRES

Des militaires, l'arme à la bretelle, et des vigiles, accompagnés de chiens policiers, protègent depuis quelques jours certaines installations pétrolières françaises après les attentats terroristes commis la semaine dernière contre deux dépôts de carburant à Ebange, le 5 août, et à Metz *deux jours* plus tard. L'alerte a été donnée pour la trentaine de raffineries et les quelque six cents dépôts de carburant situés en France ; soixante-dix de ces dépôts entreposent en effet plus de 100 000 mètres cubes de matières *inflammables*.

Dans le secteur de l'étang de Berre et du golfe de Fos, qui forment le plus puissant complexe de stockage *et de raffinage pétrolier* et pétrochimique de France, les rondes de vigiles ont été renforcées. Les responsables n'ont toutefois pris aucune autre mesure spéciale de surveillance car ils estiment que le dispositif de sécu*rité actuellement en place* est suffisant. L'établissement dispose — comme toutes les installations pétrolières françaises — de pompiers spécialisés dans la lutte contre les feux d'hydrocarbures, les installations les plus impor*tantes étant équipées d'un* système d'arrosage automatique de mousse carbonique.

Dans les milieux pétroliers, on tient à *souligner* la différence entre les problèmes de « sécurité » et de « sûreté ». « *Nous sommes bien armés pour assurer la sécurité à l'intérieur de nos installations*, dit-on dans ces milieux, *mais c'est aux pouvoirs publics d'assurer la protection. Ce n'est pas à nous d'empêcher que les terroristes y perpètrent des attentats, il n'est pas question de former des milices privées pour nous défendre. Cela n'est pas notre métier.* »

NOUVEL ACCIDENT DU TRAVAIL A USINOR

Un mort, trois blessés

Pour une cause encore indéter*minée, une trémie* s'est effondrée, jeudi après-midi 14 août, sur quatre personnes qui travaillaient sur un chantier d'Usinor, à Denain (Nord). Un contremaître, M. Roger Meyer, quarante-neuf ans, d'Aniche (Nord), a succombé à ses blessures.

Un ouvrier, M. René Calliez, quarante-six ans, de Fechain (Nord), coincé sous la trémie, a dû être amputé sur place des deux jambes. Un ingénieur de Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord), M. Augustin Dufourg, et un autre contremaître, M. Sportaco Tinelli, d'origine italienne, ont été également grièvement blessés.

[Le chiffre des accidents mortels dans les unités du Nord des établissements Usinor, depuis treize ans, approche la vingtaine. C'est toutefois dans l'unité de Dunkerque *que le nombre de ces accidents* mortels est le plus élevé : dix-huit, selon les syndicats (seize, selon la direction), depuis 1962, dans l'enceinte des usines. D'autre part, environ soixante-dix accidents mortels ont été signalés sur les chantiers de construction dépendant du groupe. A l'usine *de Longwy* (Meurthe-et-Moselle), cent seize accidents mortels ont été enregistrés depuis la libération. En juin 1974, la mort d'un jeune haut-fourniste d'Usinor-Dunkerque avait provoqué un mouvement de grève de quatre-cents fondeurs, auquel la direction *avait répliqué par un lock-out* affectant quelque deux mille travailleurs.]

LA BAISSE DES IMPORTATIONS FRANÇAISES CONTINUE A PROVOQUER UN EXCÉDENT COMMERCIAL.

La chute des importations françaises, liée à la crise, a entraîné en juillet, comme au cours des cinq mois précédents, un excédent des échanges commerciaux de notre pays. Il a été, cette fois, de 1 314 millions (chiffres *provisoires*) contre 2 489 en juin, 1 221 en mai et 950 en avril.

Les achats français à l'étranger n'ont pas dépassé, en juillet, 18 449 millions de francs, soit 16,3 % de moins que l'année précédente à pareille époque (22 040) ; ce niveau est à peu près du même ordre que celui de juin (18 116) et est inférieur à celui de mars-avril. Les ventes françaises ont également baissé par rapport à l'an dernier, mais d'assez peu : 19 763 millions contre 20 359 (— 2,9 %). De sorte que le taux de couverture des importations par les exportations est resté positif en juillet : 107,1 % contre 113,7 % en juin et 107,3 % en mai.

En chiffres corrigés des variations saisonnières, le solde positif ne dépasse pas 833 millions de francs et *le taux de couverture 104,4 %. Les* importations se sont élevées à 18 781 millions de francs (— 12,7 %) et les exportations à 19 614 millions de francs (+ 2,2 %).

Commentant ces *résultats*, M. Norbert Ségard, ministre du commerce extérieur, a déclaré : « Depuis le début de l'année, l'excédent commercial cumulé atteint 7,3 milliards de francs. Les exportations et les importations, qui avaient atteint en mai leur niveau le plus bas depuis un an, *poursuivent* la reprise amorcée en juin. Je note avec satisfaction que nos ventes de biens d'équipement dépassent en *juillet* 5 milliards de francs, en hausse de 18 % sur le mois de juin. De même, l'augmentation de nos exportations de produits agricoles demeure rapide ce mois-ci : + 425 millions par rapport à juin. »

En Grande-Bretagne

LE DÉFICIT DE LA BALANCE COMMERCIALE A FORTEMENT AUGMENTÉ EN JUILLET

La balance commerciale britannique s'est fortement dégradée en juillet. Son déficit a atteint 294 millions de livres (2 700 millions de francs environ), contre *160 millions* de livres en juin et 16 millions en mai. Cette détérioration a été provoquée par une forte augmentation des importations, qui se sont élevées à 1 840 millions de livres (contre 1 598 *millions* de livres en juin), alors que les exportations n'ont at*teint que 1 546 millions de livres* (contre 1 438 millions de livres en juin).

L'ALLEMAGNE ET LES PAYS-BAS ABAISSENT D'UN DEMI-POINT LEUR TAUX D'ESCOMPTE

(De notre correspondant.)

Bonn. — Pour la cinquième *fois* depuis le début de l'année, la Banque centrale de la République *fédérale a décidé, le jeudi 14 août*, d'abaisser le taux de l'escompte, qui revient ainsi à 4 %. Celui des avances sur titre passe de 5,5 à 5 %. Le conseil de la Bundesbank, qui veut apporter ainsi sa contribution à la relance économique, souhaite que cette baisse soit répercutée par les banques.

M. Klasen, président de la Banque centrale, ne craint pas que la diminution du taux de l'escompte en R.F.A. provoque une fuite des capitaux vers l'étranger : « *De toute manière*, a-t-il dit, *les problèmes intérieurs ont maintenant la priorité.* » Au moment du plan de stabilisation de l'été 1973 à l'automne 1974, le taux d'escompte avait atteint 7 % et le taux des avances sur titres 9 %.

Quelques heures après la Bundesbank, la Banque centrale des Pays-Bas a *annoncé* à *son tour* une baisse analogue de son taux d'escompte, ramené de 6 à 5,5 %. *La dernière* modification de celui-ci remontait au 7 mars dernier. Il avait alors été fixé à 6 % (contre 7 %).

Craignant la disparition de l'entreprise

LES SALARIÉS DU GROUPE VOYER OCCUPENT LEURS USINES

Les mille six cents ouvriers et employés des établissements Voyer (constructions métalliques) occupent depuis mercredi soir 13 août toutes les usines du groupe à La Riche (Indre-et-Loire), où se trouve l'établissement principal, à Hagondange (Moselle) et à Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône).

Dans un communiqué commun, les syndicats qui ont lancé cette action (C.G.T., C.F.D.T., F.O. et C.G.C.), ainsi que le comité d'entreprise, indiquent que le personnel et les salariés des firmes sous-traitantes, soit au total cinq mille salariés, sont menacés de chômage, bien que l'entreprise dispose d'un carnet de commandes très important. Selon le communiqué, les banques ne parviendraient pas à s'entendre pour accorder au groupe Voyer des *facilités* financières suffisantes. L'occupation des locaux a lieu en dehors des heures de travail, la production n'étant pas interrompue dans la journée

MORT DE CLAUDE-ANDRÉ PUGET

Claude-André Puget, poète et auteur dramatique, est mort jeudi 14 août à l'hôpital Tenon à Paris. Il était âgé de soixante-quinze ans.

NOUVELLES BRÈVES

● *Inauguration du mémorial à la gloire de l'armée d'Afrique.* — M. Michel Poniatowski, ministre de l'intérieur, préside, ce vendredi 15 août, à Saint-Raphaël, la cérémonie d'inauguration du mémorial à la gloire de l'armée d'Afrique, *érigé grâce* à une souscription nationale. M. Bernard Destremau, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères, qui participa au débarquement — celui-ci avait commencé pendant la nuit du 14 au 15 août 1944 — devait assister à cette manifestation.

● *Licenciements prévus dans le groupe Willot.* — La direction des établissements Lefebvre et Bastin, une filature rachetée par le groupe Willot *en 1970 à Wattrelos* (Nord), a annoncé son intention de licencier cent deux personnes, sur les cent vingt-sept salariés que compte encore l'usine. La direction a précisé, mercredi 13 août, que le tissage des couvertures, assuré *à Wattrelos*, serait repris par l'unité de Beauvais (Oise) ; elle a proposé à plusieurs salariés de les reclasser dans cette seconde usine. Les syndicats C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.F.T.C. et C.G.C. se sont déclarés prêts, avec l'appui des travailleurs des autres unités du groupe Willot, à une action d'envergure pour empêcher le démantèlement de l'entreprise.

● *Un pétrolier heurte une plate-forme de forage : dix-sept disparus.* — Dix-sept marins ont été portés disparus, le vendredi 15 août, à la suite d'une collision entre le pétrolier britannique *Globtik-Sun* et une plate-forme de forage dans le golfe du Mexique, à 300 kilomètres environ au sud-ouest de La Nouvelle-Orléans. — *(A.P.)*

A-T-ON DÉCOUVERT DES MONOPOLES MAGNÉTIQUES ?

Le New York Times *publie dans son numéro du vendredi 15 août un article selon lequel deux chercheurs de l'université de Californie, le Dr Price et le Dr Shirk, et deux chercheurs de l'université de Houston, les Drs Osborne et Pinsky, auraient mis en évidence le monopole magnétique. Il s'agit d'une particule portant une charge magnétique comme l'électron porte une charge électrique.*

La possibilité de l'existence d'un tel monopole est née par les théories classiques de l'électromagnétisme qui sont particulièrement bien établies. Si la découverte des chercheurs américains était confirmée, c'est tout un pan de la physique classique qu'il faudrait reconsidérer.

Le numéro du « Monde » daté 15 août 1975 a été tiré à 459 244 exemplaires.